

L'ADHÉSION DE L'ESPAGNE À LA CEE (1977-1986)



PETER LANG

Bruxelles · Bern · Berlin · New York · Oxford · Wien

EUROCLIO est un projet scientifique et éditorial, un réseau d'institutions de recherche et de chercheurs, un forum d'idées. EUROCLIO, en tant que projet éditorial, comprend deux versants : le premier versant concerne les études et documents, le second versant les instruments de travail. L'un et l'autre visent à rendre accessibles les résultats de la recherche, mais également à ouvrir des pistes en matière d'histoire de la construction/intégration/unification européenne.

La collection EUROCLIO répond à un double objectif : offrir des instruments de travail, de référence, à la recherche ; offrir une tribune à celle-ci en termes de publication des résultats. La collection comprend donc deux séries répondant à ces exigences : la série ÉTUDES ET DOCUMENTS et la série RÉFÉRENCES. Ces deux séries s'adressent aux bibliothèques générales et/ou des départements d'histoire des universités, aux enseignants et chercheurs, et dans certains cas, à des milieux professionnels bien spécifiques.

La série ÉTUDES ET DOCUMENTS comprend des monographies, des recueils d'articles, des actes de colloque et des recueils de textes commentés à destination de l'enseignement.

La série RÉFÉRENCES comprend des bibliographies, guides et autres instruments de travail, participant ainsi à la création d'une base de données constituant un « Répertoire permanent des sources et de la bibliographie relatives à la construction européenne ».

Sous la direction de
Éric BUSSIÈRE, Université de Paris-Sorbonne (France),
Michel DUMOULIN, Louvain-la-Neuve (Belgique),
& Antonio VARSORI, Università degli Studi di Padova
(Italia)

L'ADHÉSION DE L'ESPAGNE À LA CEE (1977-1986)

Damián A. González Madrid, Sergio Molina
García & Manuel Ortiz Heras (dir.)

Euroclio
Vol. 109

Soutien financier : Seminario de Estudios del Franquismo y la Transición et Institut François Mitterrand.

Cette publication a fait l'objet d'une évaluation par les pairs. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur ou de ses ayants droit, est illicite

Tous droits réservés.

© P.I.E. PETER LANG s.A.

Éditions scientifiques internationales

Bruxelles, 2020

1 avenue Maurice, B-1050 Bruxelles, Belgium

www.peterlang.com ; brussels@peterlang.com

ISSN 0944-2294

ISBN 978-2-8076-1210-5

ePDF 978-2-8076-1211-2

ePUB 978-2-8076-1212-9

MOBI 978-2-8076-1213-6

DOI 10.3726/b16918

D/2020/5678/21

« Die Deutsche Bibliothek » répertorie cette publication dans la « Deutsche Nationalbibliografie » ; les données bibliographiques détaillées sont disponibles sur le site <http://dnb.ddb.de>.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 11

Partie I : Quelle Europe a été faite ?

La scène communautaire européenne des années 1980 23

Gérard BOSSUAT

La construction européenne depuis le sud : une perspective ibérique quant à la deuxième extension de la CEE à partir du récit européen 35

Antonio MORENO JUSTE

Partie II : La France et l'Espagne une relation complexe

Négociations multilatérales, contentieux bilatéral : l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes, une affaire franco-espagnole ? 59

Matthieu TROUVÉ

La convergence des gouvernements socialistes de la France et de l'Espagne 79

Lorenzo DELGADO GÓMEZ-ESCALONILLA

Quel rôle pour l'Espagne dans la politique méditerranéenne française ? Les relations diplomatiques franco-espagnoles et l'élargissement de la CEE dans les années 1970 107

Maria Elena CAVALLARO

| | |
|---|-----|
| La composante irrationnelle dans les négociations pour l'adhésion de l'Espagne à la CEE : le poids des stéréotypes réciproques | 133 |
| <i>Joël BRÉMOND</i> | |

Partie III : Autres compagnons de voyage importants

| | |
|---|-----|
| L'adhésion de l'Espagne à la CEE dans une perspective internationale : La position des pays tiers, 1977–1986 | 159 |
| <i>Sergio MOLINA GARCÍA</i> | |

| | |
|---|-----|
| L'Allemagne et l'élargissement de la CEE, 1977–1985. La question de l'entrée simultanée du Portugal et de l'Espagne dans les Communautés européennes | 185 |
| <i>Carlos SANZ DÍAZ</i> | |

| | |
|--|-----|
| L'Allemagne et l'élargissement de la Communauté européenne dans les années 1980 | 205 |
| <i>Walther L. BERNECKER</i> | |

| | |
|---|-----|
| En tant que frères jumeaux : les négociations d'adhésion de l'Espagne et du Portugal | 231 |
| <i>Ángeles GONZÁLEZ-FERNÁNDEZ</i> | |

| | |
|---|-----|
| La Grèce de la dictature à l'adhésion à la CEE 1974–1985 : de la transition démocratique au premier gouvernement socialiste | 251 |
| <i>Sethelos Isidoros BALIOS</i> | |

Partie IV : Les petits acteurs de l'adhésion de l'Espagne

| | |
|---|-----|
| Le Parti socialiste ouvrier espagnol et sa stratégie pour son adhésion à la Communauté économique européenne (1974–1982) | 273 |
| <i>Manuel ORTIZ HERAS</i> | |

| | |
|--|------------|
| Du marxisme au « nouvel engagement européen ». La transformation du projet européen du Parti socialiste ouvrier espagnol entre Suresnes (1974) et l'adhésion à la Communauté économique européenne (1986) | 305 |
|--|------------|

Damián A. GONZÁLEZ MADRID

| | |
|--|------------|
| Consensus et dissidence pendant la transition espagnole : la position des communistes face au Marché commun | 335 |
|--|------------|

Julio PÉREZ SERRANO

| | |
|--|------------|
| L'agriculture almérienne et son intégration dans la CEE | 359 |
|--|------------|

Emilia MARTOS CONTRERAS et Rafael QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ

TÉMOIGNAGES

| | |
|--|------------|
| L'adhésion agraire de l'Espagne dans la CEE : la position française | 377 |
|--|------------|

Jaime LAMO DE ESPINOSA

| | |
|--|------------|
| L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun agricole : le constat 40 ans plus tard | 387 |
|--|------------|

François GUILLAUME

| | |
|---|------------|
| Anniversaire de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la communauté européenne | 393 |
|---|------------|

Catherine LALUMIÈRE

| | |
|---|------------|
| Intervention de Miguel Angel Martinez Martinez dans le contexte des « dialogues du passé » | 397 |
|---|------------|

Miguel Ángel MARTÍNEZ MARTÍNEZ

| | |
|--------------------------------------|------------|
| BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE | 407 |
|--------------------------------------|------------|

| | |
|---|------------|
| BIOGRAPHIE DES CONTRIBUTEURS | 427 |
|---|------------|

Introduction

Les années 1970 ont représenté une période cruciale pour la consolidation des institutions européennes, puis pour la Communauté économique européenne. Si, en 1973, avait eu lieu le premier élargissement qui concernait principalement l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté, les préparatifs pour un second élargissement, en l'occurrence vers le sud du vieux continent, ont commencé en 1977. Ce processus impliquait une question importante, à savoir que les trois États qui en étaient les protagonistes venaient de s'engager dans des transitions politiques de dictatures vers des démocraties naissantes et précaires.

D'une part, la Grèce a signé le traité d'adhésion le 28 mai 1979, une fois surmontée la dictature des colonels. Les négociations ont été relativement simples car ce pays avait été le premier à signer un accord d'association avec la CEE en 1962. L'une des principales raisons ayant facilité cette adhésion est liée aux excellentes relations personnelles que le dirigeant grec Konstantinos Karamanlis avait nouées avec les dirigeants allemands et français, en particulier avec Adenauer et De Gaulle, respectivement. Enfin, l'adhésion dut attendre le début de l'année 1981, ce qui, d'une certaine manière, a interféré, mais pas de manière décisive, avec l'incorporation des pays ibériques. Nous ne pouvons non plus ignorer deux faits pertinents qui ont facilité l'adhésion de la Grèce, tels que sa situation géostratégique remarquable en Méditerranée et son entrée dans l'OTAN en 1952 dans le cadre de la guerre froide. Un autre facteur positif a été la taille relativement modeste de son économie à l'échelle de l'économie globale de l'Europe des neuf, bien que toutes ces négociations aient eu lieu en pleine crise économique entre 1973 et sa reprise en 1979.

Par ailleurs, l'adhésion du Portugal nous paraît beaucoup plus décisive et importante pour le principal objectif de cet ouvrage qui est d'analyser, sous différents angles, l'adhésion de l'Espagne à la CEE. Et ce parce qu'au milieu des années 1970, le Portugal est devenu l'épicentre de l'attention internationale, en raison du danger que sa propre transition pouvait entraîner dans l'équilibre précaire entre l'Est et l'Ouest et une Europe

déterminée à miser sur sa démocratisation face aux menaces que pouvait représenter la radicalisation de l'armée et des communistes d'Alvaro Cunhal. La chute de la dictature, fondamentalement motivée par les mouvements anticoloniaux qui, dans les mois précédant la révolution des œillets de 1974, avaient entraîné la mort de plus de dix mille Portugais, a ainsi permis au parti socialiste, dirigé par Mario Soares, de devenir le meilleur allié de dirigeants européens de la stature d'Olof Palme, James Callaghan ou Willy Brandt. À la suite des événements d'avril de cette année-là, et malgré l'entrée préalable du pays dans l'AELE sous la dictature de Marcelo Caetano, la solution à la situation économique difficile que traversait le pays consista à étendre les relations qui avaient été convenues avec les partenaires de la Communauté dans le cadre de l'accord d'association signé en juillet 1972. Les bonnes relations et la gestion personnelle de Soares, notamment lors du sommet d'Helsinki en août 1975, qui ont abouti à la création d'un « Comité d'amitié », ont permis aux principaux dirigeants socialistes et à l'Internationale elle-même, d'aider le parti portugais dans un pacte signé à Stockholm pour promouvoir la croissance du PS au Portugal. Tout cela a contribué au changement de position de la société civile portugaise et de l'armée, jusque-là, l'armée avait exercé beaucoup de pression. Au cours de l'année difficile de 1975, le pays a évolué en termes politiques et en 1976 les Portugais ratifièrent la constitution de 1976 et mirent le gouvernement entre les mains d'un Soares qui obtint un large soutien politique, avec près de 35 % de l'électorat. Tout cela avait été essentiel pour que le Portugal présente officiellement sa demande d'adhésion à la CEE le 28 mars 1977. C'est surtout à partir de ce moment-là que l'évolution du processus a convergé pleinement avec les négociations entre l'Espagne et les institutions européennes.

Après un parcours vertigineux qui avait pris forme après la mort du dictateur, en novembre 1975, l'Espagne a connu une réforme politique menée par Adolfo Suarez, un homme politique du mouvement franquiste qui, encouragé par le roi Juan Carlos I^{er}, fit passer la loi pour la réforme politique et créa un parti politique, l'Union du centre démocratique, avec lequel il remporta les premières élections démocratiques, en juin 1977. Peu après, à la fin de l'année suivante, il parvint à faire adopter une constitution, toujours en vigueur, adoptée par un large consensus politique et le soutien populaire, et revalidée en mars 1979 ; un succès électoral qui, bien qu'il ne lui ait pas permis de former une majorité absolue, fit de lui l'axe fondamental d'accords politiques déterminants.

Parmi eux, et avec un large soutien, un pacte avec la CEE pour mettre fin à l'un des sujets restés en suspens pour la jeune démocratie : le dépassement de l'isolement international du régime franquiste.

La transition politique de la dictature à l'actuelle démocratie espagnole est sans aucun doute devenue un sujet de prédilection dans l'historiographie espagnole, mais il n'en est pas moins vrai que la perspective internationale, c'est-à-dire l'influence du contexte étranger et la dynamique des blocs, n'a jusqu'à présent pas reçu l'attention qu'elle mérite. Notamment, la demande d'adhésion, officiellement présentée à Bruxelles le 28 juillet 1977, trois mois seulement après la demande portugaise, a déclenché une série de mécanismes qui ont eu une grande influence sur la consolidation démocratique du pays. Si le vent européiste était venu de loin et s'était associé particulièrement à l'anti-franquisme, l'aspiration de la majorité à acquérir le statut européen et à bénéficier des avantages de l'intégration prenait maintenant de l'ampleur. Le cadre international, caractérisé par ce que l'on a appelé la troisième vague de démocratisation, est ainsi venu favoriser une adhésion qui a dû être élaborée en de nombreuses occasions en parallèle avec le Portugal voisin et qui ne fut acquise qu'en juin 1985. Dans cette deuxième phase, l'arrivée au pouvoir en 1982 du Parti socialiste ouvrier espagnol dirigé par Felipe González et soutenu par l'Internationale socialiste, en particulier par le SPD allemand de Willy Brandt, a été déterminante.

Dans les textes qui composent cette publication, nous nous sommes efforcés de mettre en lumière quelques-uns des aspects de ce processus d'adhésion complexe et de l'élargissement de la CEE qui en découle, et qui sont encore peu connus du grand public. Dans une conjoncture marquée par la crise économique, mais aussi du fait des difficultés des institutions européennes elles-mêmes, une Europe à douze s'est créée qui donna lieu à des négociations à la fois bilatérales et multilatérales. Car les intérêts spécifiques des états tiers et ceux de la construction européenne elle-même étaient à la fois en jeu. Les séquelles de l'entrée du Royaume-Uni et toute la problématique engendrée par l'adoption des budgets communautaires ainsi que par la conception de la politique agricole étaient encore fraîches, et la PAC s'est parfois transformée en une véritable arme dévastatrice contre l'adhésion espagnole. À cet égard, le rôle joué par la France et les conditions proposées dans la négociation avec l'Espagne ont pris une importance qui ressort en grande partie dans les chapitres que le lecteur trouvera ci-dessous. Mais il ne s'agissait pas uniquement d'arguments économiques. La politique, l'arithmétique

électorale, la construction d'imaginaires collectifs et les arguments idéologiques ont été utilisés par les hommes politiques et les médias pour entraver largement le déroulement des négociations.

Ces questions ainsi que d'autres ont été abordées lors du séminaire d'études sur le franquisme et la transition (<http://seft.uclm.es>). Il s'agit d'un groupe de travail créé il y a plus de 15 ans au sein de l'Université de Castille-La Manche. Nous sommes partis de la ferme conviction que la transition espagnole était fortement conditionnée par l'agenda extérieur. L'un des sujets non résolus de la construction de la démocratie espagnole dans les années 1970-80 était de mettre fin à l'isolement et de rétablir le pays sur la scène internationale. Pour cela, l'adhésion à la Communauté économique européenne était essentielle. C'est précisément au moment où nous allions célébrer le quarantième anniversaire du début de ces pourparlers en vue de l'adhésion qui, en outre, coïncidait avec l'anniversaire de la tenue des premières élections démocratiques au Parlement européen, que nous avons pensé organiser une réunion de spécialistes pour analyser ce processus et l'avenir des structures communautaires dans un contexte de plus en plus complexe.

Cette réunion académique et scientifique a eu lieu à Paris, au Colegio de España, en février 2019. Le programme visait à rendre visibles de nombreux aspects qui, au mieux, n'avaient été traités que de manière dispersée et sporadique et avaient été jusque-là rendus publics avec peu d'impact. Le défi dans lequel de nombreuses approches font manifestement défaut, aurait été illusoire s'il ne s'était pas transformé en une publication collective qui a mis l'accent sur le cas espagnol mais qui a également voulu intégrer le point de vue des deux partenaires avec lesquels les Espagnols ont franchi le pas, la Grèce et le Portugal. Le lecteur trouvera des chapitres où figurent les membres les plus remarquables en raison de leur résistance ou de leur soutien. Ainsi, la France et l'Allemagne ont reçu une attention particulière. Les textes, outre qu'ils conservent un même fil d'argumentation, ont des approches particulières qui nous ont permis de les regrouper en cinq sous-ensembles, le dernier, et non des moindres, étant la partie consacrée aux témoignages de personnalités importantes durant cette période de l'élargissement.

L'idée derrière ce projet de publication et qui unit ses participants vise également à contribuer à l'histoire déjà longue de l'Union européenne. Nous pensons qu'il est important d'expliquer comment et avec quels critères cette institution a été construite à ses débuts. Pour certains, la question, pour le moment, peut sans doute sembler banale. Ceux qui

affirment qu'il s'agit de quelque chose de déjà bien connu ne manqueront pas. Cependant, lorsque nous nous rapprochons d'une manière ou d'une autre de plusieurs millions de citoyens européens qui composent actuellement l'Union, nous constatons avec regret que peu de données, voire aucune, ne sont connues sur ce sujet. Nous pouvons également constater qu'un récit positiviste et excessivement réductionniste a été construit sur la question qui, entre autres, a imposé un certain consensus européen qui n'a certainement jamais été hégémonique. En effet, l'Histoire de l'Union/Communauté n'est pas une partie prioritaire dans les parcours académiques des Européens. D'autre part, le nombre d'experts universitaires en ce domaine ne représente pas encore un groupe significatif parmi les spécialistes des sciences sociales. Bien que nous disposions de quelques études appréciables et clairvoyantes, comme on peut le constater en consultant la bibliographie finale, les innombrables lacunes que l'on constate au fur et à mesure de leur traitement attirent fortement l'attention. Avec tout le respect que méritent de notre part les remarquables groupes de travail interdisciplinaires et internationaux qui existent, déjà répartis dans différents centres de recherche, nous voudrions attirer l'attention sur la question, sans prétendre être récurrents, afin d'introduire le travail académique.

Grâce à certaines études déjà en notre possession, nous pouvons suivre le parcours le plus marquant des événements, mais nous avons encore besoin d'une enquête plus approfondie et plus complète qui mette en évidence les détails moins connus des accords, les contextes complexes dans lesquels des décisions difficiles ont été prises et qui, dans de nombreux cas, dissimulent des scénarios qui doivent encore être correctement explorés et expliqués. Il nous manque surtout une vision plus critique de la construction européenne, et moins complaisante. Peut-être, cette simple question nous aiderait-elle à comprendre cette première réflexion : comment se fait-il qu'après les premières hésitations, il y ait eu une phase d'euphorie européiste intense qui a progressivement décliné jusqu'à devenir aujourd'hui un euroscepticisme inquiétant, voire une europhobie ?

L'idée qui unit les participants à ce projet éditorial consiste essentiellement à contribuer par nos recherches, à cet objectif commun d'explication et de réflexion critiques sur certaines erreurs, mais aussi sur certaines exactitudes, qui auraient pu être commises ou réalisées au moment précis dudit second élargissement de la Communauté. En d'autres termes, le lecteur trouvera dans ces pages des questions et

quelques réponses, voire un débat ouvert, sur la période très complexe des années 1970 et 1980, où s'est forgée une Communauté de douze membres qui a dû surmonter, entre autres, la crise économique des années 1970 et préparer, presque inconsciemment, l'antichambre de la fin de la guerre froide et de la bipolarité. Un monde qui, trente ans plus tard, se souvient de la chute du mur de Berlin et de la réunification allemande sans, peut-être, suffisamment d'éléments de jugement pour évaluer quels intérêts ont prévalu et quelles alternatives ont pu être négligées dans cette phase de croissance communautaire si importante. Nous devons nous demander si une autre Europe était possible ou si le résultat de ce processus n'avait qu'une seule version possible.

La plupart des chapitres de cette publication présentent les problèmes qui se sont posés dès les premières séances de délibération et dans les instances politiques qui se sont activées à la fin des années 1970, coïncidant avec la première grande crise économique de la période, après le premier élargissement, de six à neuf membres, avec l'adhésion du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande. Un cycle d'incertitude économique et de ralentissement spasmodique s'amorce alors, et marquera le prélude complexe au deuxième élargissement dans les années 1970. Dans cette Europe à neuf nations, la possibilité que certains de ses membres veuillent quitter le projet n'a jamais été envisagée car ils partageaient l'idée selon laquelle l'institution était « incontestable », garante de croissance, de modernisation et de non-belligérance. C'était l'alternative entre les États-Unis et l'URSS. La possibilité de quitter l'UE n'a pas été évoquée avant le traité de Lisbonne de 2009 (article 50).

Le rythme frénétique des événements, la création constante d'entités et de mécanismes qui structurent la Communauté, ont relégué au second plan la défense et la diffusion pédagogique d'une aventure légitimée par la force des résultats économiques, laissant indéfiniment en suspens les débats sur les intérêts nationaux hégémoniques et omniprésents contre les intérêts communautaires. En réalité, l'incorporation du Royaume-Uni n'a pas été une tâche facile et a démontré les différences plus que sérieuses entre les Britanniques et les Français, surtout que pendant de nombreuses années, avec un gaullisme rampant, ces derniers ont opposé une résistance sérieuse à l'adhésion des îles britanniques.

Alors que cette phase n'était pas encore totalement consolidée et que la Communauté connaissait sa première crise opérationnelle grave – l'Europe des commerçants ou des travailleurs était critiquée dans les tabloïds et les déclarations politiques – trois pays du sud de l'Europe,

aux prises avec de graves problèmes économiques et qui s'étaient engagés sur la voie de la démocratie, frappaient presque simultanément à la porte de Bruxelles, après avoir subi des périodes importantes d'isolement international et des expériences politiques autoritaires qui les ont relégués aux confins de l'Union, jouissant, dans le meilleur des cas, d'accords économiques qui les ont fait regarder la CEE avec beaucoup d'espoir, pour atteindre le progrès et la modernité souhaités, et avec la certitude de représenter une garantie définitive pour la consolidation de leurs libertés naissantes retrouvées.

Trente-cinq ans se sont écoulés depuis lors dans un processus qui peine encore à trouver un compte rendu complet et scientifique, ignorant les différents intérêts en jeu, qui sont le plus souvent exclusifs et peu objectifs. Il est vrai que le rythme vertigineux des événements nous a empêchés de mesurer avec un minimum d'apaisement les erreurs et les vertus de ce que tout cela supposait. De cette Europe à douze, elle est rapidement passée à quinze et surtout à vingt-huit lorsque, en 2004, dix nouveaux membres de l'ancienne Europe de l'Est socialiste sont entrés en même temps. Au cours de ces années, l'Europe du Sud a atteint des niveaux de développement inimaginables et a consolidé ses institutions démocratiques, grâce, entre autres, à l'aide de fonds structurels qui ont financé, notamment, bon nombre d'infrastructures de base. Peu de gens à l'époque se souciaient d'expliquer que la contribution européenne était cruciale pour atteindre des objectifs aussi ambitieux. De même, parmi l'ensemble des membres, anciens et nouveaux, il n'y a eu aucun encouragement, comme cela aurait dû être le cas, pour une défense du projet européen plus conforme à l'ensemble. Peu de voix se sont fait entendre à l'époque pour insister sur le renforcement des structures supranationales pour mettre fin aux inégalités entre le nord et le sud, ce qui a suscité des critiques sur les différences de rapidité du projet communautaire. La vérité est que l'on a beaucoup plus misé sur l'argument économique qui impliquait d'entreprendre des politiques d'ajustement très sévères dans certains cas. C'est ainsi que, par exemple, en Espagne, deux ans seulement après avoir célébré la coûteuse adhésion, la première grande grève générale eut lieu, et plus encore, contre un gouvernement socialiste issu des urnes à la majorité absolue (14-12-1988). Elle a été appelée par les deux principales centrales syndicales contre la politique économique du gouvernement de Felipe Gonzalez, qui, deux ans plus tôt seulement, avait validé sa première victoire électorale à la majorité absolue.

Ce sont ces dernières qui mettent en évidence certains des problèmes les plus urgents de l'Union qui sont traités dans ce livre, mais nous ne pouvons pas en ignorer d'autres qui sont tout autant significatifs. Comme on le verra à la lecture des textes présentés ici, l'un des points forts de la Communauté a été la recherche d'une politique de défense. Dès ses origines, la CEE a été liée à l'OTAN, à tel point qu'il n'y a pas encore eu de véritable politique de défense communautaire indépendante. Ce lien a joué un rôle important dans les négociations pour l'adhésion de l'Espagne, notamment. L'évolution de ces relations a atteint le stade actuel et l'on continue de soutenir que l'intégration euro-atlantique d'un pays candidat faciliterait tout processus d'élargissement, bien qu'en pratique, aucune relation automatique de cause à effet n'ait été démontrée.

Les conditions que chaque candidat à l'adhésion a dû remplir ont retardé les négociations avec Bruxelles, mais en plus des négociations avec le club restreint qui l'a constitué, des entretiens particuliers entre le (futur) nouveau membre et certains des membres les plus éminents ont également été très importants. Les adhésions sont, en particulier, une des situations les plus intéressantes pour étudier la construction européenne car elles permettent de savoir s'il existe ou non un projet communautaire, de connaître les intérêts de chacun des pays et, surtout, la force des institutions communautaires. En ce sens, le rôle prépondérant de la France ou de l'Allemagne mérite d'être souligné car elles représentent les partenaires fondateurs, mais aussi les économies les plus importantes ainsi que celles qui contribuent le plus au budget communautaire. Leurs intérêts économiques ont prévalu et ont contraint à la conclusion d'importants accords avec eux avant d'achever l'incorporation définitive. Certains points de ces discussions ont représenté, dans une plus large mesure que d'autres, des points de friction évidents. En particulier, l'agriculture, la politique agricole communautaire (PAC), qui a représenté la partie la plus importante du budget communautaire et a ralenti certains processus, comme on le verra dans le cas de l'Espagne. Toutefois, il est également important de prendre en considération d'autres points « chauds », tels que la pêche, la restructuration industrielle, le terrorisme basque et la gestion de l'extradition de certains terroristes, afin d'avoir une compréhension globale des négociations.

Mais, comme on le verra aussi dans d'autres chapitres de ce livre, le déroulement des délibérations a beaucoup à voir avec les différents rythmes politiques, avec les programmes électoraux ou les forces des partis gouvernementaux, de chaque pays. À cela s'ajoutent le traitement de

l'information, la création d'une opinion publique favorable ou défavorable à l'élargissement, dans le but de convaincre la nation elle-même de mieux défendre ses intérêts nationaux. Et cela, bien sûr, nous conduit aux stéréotypes ou aux perceptions subjectives que chaque groupe national peut avoir des autres. Les clichés et les mythes ancestraux ont également joué un rôle important dans l'acceptation de nouveaux compagnons de voyage. En cours de route, toutes les difficultés et les résistances rencontrées seront révélées car tout n'a pas été une adhésion inébranlable et unanime. Dans le cas ibérique, un récit très positif et optimiste s'est imposé avec l'élargissement, mais à l'époque de nombreuses résistances et même des refus ont été exprimés en raison de la perte de souveraineté et du préjudice économique que l'adhésion pourrait entraîner. Une étude de cas sur l'agriculture d'Almeria a montré qu'elle peut être un fidèle témoin de certains de ces problèmes. Les partis politiques, les syndicats et les organisations patronales ont dû adapter leurs approches idéologiques, leurs discours et leurs stratégies pour atteindre les objectifs et justifier leurs positions.

Enfin, et pour clore cette présentation, nous tenons à exprimer notre gratitude à tous les collègues qui ont rendu cette publication possible. En particulier, nous devons souligner la collaboration de la Fondation Mitterrand, qui a encouragé dès le début la tenue du colloque et sa publication ultérieure, la maison d'édition Peter Lang, en particulier les acteurs dont les contributions ont enrichi les travaux, ainsi que du ministère espagnol des Affaires étrangères et du Colegio de España à Paris. Bien sûr, cette aventure passionnante ne s'arrête pas là. Nous espérons avoir souligné l'importance du sujet et la nécessité de renforcer les piliers de l'Union face aux nombreuses et fortes menaces qui pèsent sur elle depuis le début. Enfin, nous espérons que ces pages contribueront au débat et à la promotion de politiques publiques européistes.

L'adhésion de l'Espagne à la CEE dans une perspective internationale : La position des pays tiers, 1977–1986

Sergio MOLINA GARCÍA

*Seminario de Estudios del Franquismo y de la Transición
Universidad de Castilla-La Mancha*

Au cours des années 1970, un système international fondé sur l'interdépendance économique et politique s'est consolidé. La reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, le boom économique des *trente glorieuses*, la bipolarité de la guerre froide et l'amélioration des systèmes de communication ont été quelques-uns des facteurs qui ont permis la multiplication des accords commerciaux. Le meilleur exemple en est la création d'organisations supranationales telles que la Communauté économique européenne (CEE) (1957) et l'Association européenne de libre-échange (AELE) (1960) dans le but de supprimer les droits de douane et de prendre des décisions politiques et économiques entre membres. L'histoire des relations internationales de ces dernières années a montré que les facteurs externes sont non seulement importants pour l'étude des liens entre les différents pays, mais aussi pour comprendre leur dynamique interne¹.

Dans le cas de l'historiographie espagnole, les recherches les plus récentes ont permis de souligner l'importance des relations internationales. La guerre civile (1936–1939) ne peut être comprise sans le soutien allemand ou italien à Franco, ni la dictature sans les accords avec les États-Unis (1953) et le Saint-Siège (1953). Sur la transition politique en Espagne, bien que plus tard, le travail a également été effectué dans le même

¹ DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Tout empire périra. Théorie des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1992.

sens². La démocratisation a été influencée par les États-Unis, la France et la République fédérale d'Allemagne (RFA). L'un des exemples les plus évidents est la collaboration économique des fondations allemandes avec les partis politiques espagnols, en particulier avec le PSOE³. Toutefois, il convient de noter que le processus de négociation pour l'adhésion de l'Espagne à la CEE ne dispose toujours pas d'études sur l'influence que les pays tiers pourraient exercer. Les recherches les plus récentes se sont concentrées sur la manière dont les négociations entre les différents gouvernements espagnols et les institutions communautaires se sont déroulées. Mais en de rares occasions, ils ont essayé d'étudier le rôle que d'autres États auraient pu jouer. À cet égard, on peut citer le récent article de Jorge Lafuente sur la vision allemande, le livre de Sergio Molina et un article de recherche de Matthieu Trouvé, ces deux dernières concernant l'importance du conflit agraire franco-espagnol et son influence dans la construction communautaire⁴. Malgré l'importance de ces recherches, toutes analysent la position des pays de l'UE et non celles des États en dehors du Marché commun.

La nécessité de savoir comment les pays tiers ont agi lors des négociations d'intégration en Europe est très importante si l'on tient compte de deux facteurs. Premièrement, malgré le développement des organisations supranationales, les intérêts privés ont prévalu dans la majorité des cas sur les intérêts collectifs⁵. Même au sein de la CEE, ses membres ont

² DELGADO GÓMEZ-ESCALONILLA, Lorenzo, MARTÍN DE LA GUARDIA, Ricardo et PARDO SANZ, Rosa (coords.), *La apertura internacional de España. Entre el franquismo y la democracia (1953–1986)*, Madrid, Sílex, 2016.

³ MUÑOZ SÁNCHEZ, Antonio, *El amigo alemán. El SPD y el PSOE de la dictadura a la democracia*, Madrid, RBA, 2012 ; URIGÜEN LÓPEZ DE SANDALIANO, Natalia, « Aportación de la Democracia Cristiana Alemana a la consolidación de la UCD como partido político (1977–1979) », *Historia del Presente*, 33 (2019), pp. 105–132.

⁴ LAFUENTE DEL CANO, Jorge, « El papel de la RFA en la negociación de España para el ingreso en la CEE : un "amigo" entre la política y la economía (1978–1980) », *Comillas Journal of International Relations*, 141 (2019), pp. 101–113 ; TROUVÉ, Matthieu, « Une querelle agricole : le Midi de la France et l'adhésion de l'Espagne à la CEE 1975–1986 », *Annales du Midi : Revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, 250 (2005), pp. 203–227 ; MOLINA GARCÍA, Sergio, *Una llave para Europa. La relación agraria franco-española, 1975-1982*, Madrid, Ministerio de Agricultura, 2020.

⁵ VIÑAS MARTÍN, Ángel, « Interés europeo versus intereses nacionales (an insider's view) », *Ayer*, 77 (2010), pp. 55–78.

cherché à obtenir des rendements nationaux plutôt que communautaires. Deuxièmement, le processus d'adhésion a été très complexe et, bien que l'objectif ait été atteint, il y a eu des moments de tension diplomatique qui ont affecté de nombreux pays. Face à cette situation, pour comprendre l'entrée de l'Espagne dans la CEE, il est nécessaire d'être attentif au comportement de certains États qui, directement ou indirectement, ont pu être impliqués dans l'élargissement de la CEE. Par conséquent, l'objectif principal de ce chapitre est d'apporter une première approche à l'action de certains pays face à la demande d'adhésion de l'Espagne. La mondialisation des relations commerciales, la géopolitique et les intérêts particuliers de certains pays ayant des relations économiques et politiques avec l'Espagne ont contribué à son adhésion. Cette hypothèse est étayée par des travaux qui ont montré que le succès de la construction européenne et de la transition espagnole ne saurait masquer les difficultés du processus et ses insuffisances. L'histoire de l'Europe n'est pas une *success history*, mais l'histoire de la CEE, qui, comme toute période historique, a été entourée de conflits et de tensions liés aux dynamiques nationales et aux problèmes de la guerre froide⁶. Un autre objectif de cette recherche est de souligner la nécessité d'étudier l'intégration espagnole à partir des interférences possibles avec d'autres sujets dans les processus de négociation, car ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible d'avoir une vision globale de l'entrée de l'Espagne en Europe. L'évolution de la CEE n'est pas seulement due à sa dynamique interne, mais aussi à l'influence de facteurs externes.

La chronologie se limite aux deux épisodes les plus importants des relations entre l'Espagne et la CEE. Le point de départ est en 1977, lorsque le gouvernement de l'UCD, après avoir remporté les élections, a décidé de demander officiellement l'intégration dans le Marché Commun. Les travaux ont pris fin en 1986, l'année où l'entrée dans la CEE est devenue effective. Entre les deux dates se situent des jalons importants comme l'ouverture officielle des négociations en février 1979. Dès lors, les doutes ne portaient plus sur l'acceptation ou non de l'Espagne au sein du *club*

⁶ WARLOUZET, Laurent, « Dépasser la crise de l'histoire de l'intégration européenne », *Politique européenne*, 44 (2014), pp. 98–122 ; FORNER, Salvador et SENANTE, Heidy-Cristina (eds.), *La unidad europea. Aproximación a la historia de la Europa Comunitaria*, Alicante, Universitat d'Alacant, 2016 ; MOLINERO, Carme et YSÀS, Pere, *La transición. Historia y relatos*, Madrid, Siglo XXI, 2018.

européen, mais sur les conditions dans lesquelles cet État deviendrait un pays membre.

Pour mener à bien la recherche, des ressources primaires provenant des archives historiques d'Espagne (Archivo General de la Administración), de France (Archives Diplomatiques et Archives Nationales de France), du Luxembourg (Archive du Parlement Européen), des États-Unis (The National Archives) et d'Argentine (Biblioteca Central de la Secretaría de Agroindustria) ont été utilisées. Certaines des visions présentées correspondent aux impressions que les ambassadeurs français ont eues sur les relations entre les pays dans lesquels ils étaient stationnés et l'Espagne. Tout cela a été complété par des articles de presse de l'époque et par la lecture d'une partie importante de l'historiographie sur certaines questions liées à la thématique abordée dans cette recherche.

Un contexte de plus en plus mondialisé

Les années 1970, comme l'affirment Tony Judt et Eric Hobsbawm, ont marqué un tournant qui a rompu avec les dynamiques mondiales établies jusqu'alors⁷. La crise pétrolière et la tension accrue de la guerre froide ont démontré que l'histoire n'était pas une succession de périodes de progrès, mais de phases qui alternaient avec d'autres plus convulsives. Les tensions entre les États-Unis et l'URSS et la mondialisation des relations commerciales ont généré une grande interdépendance entre une grande partie des pays. Les conflits qui sont apparus dans ce contexte étaient liés à l'idéologie (communisme-capitalisme), à la géostratégie et aux rivalités commerciales tant au sein de la CEE qu'au niveau universel. Et, comme on peut le constater, l'adhésion de l'Espagne était liée à ces problèmes. D'où la nécessité d'aborder tous ces facteurs afin de comprendre comment le processus d'adhésion s'est déroulé.

Pour en revenir à l'importance de la crise des années 1970 et 1980, nous devons nous rappeler qu'à cette époque, la RFA de Willy Brandt a tenté d'améliorer ses relations avec la République démocratique allemande (RDA) ; l'Espagne, la Grèce et le Portugal ont eu accès aux systèmes démocratiques ; l'axe franco-allemand a formé le système monétaire européen. Dans le même temps, le système de Bretton Woods (1971) et

⁷ JUDT, Tony, *Postguerra. Una historia de Europa desde 1945*, Madrid, Taurus, 2006, p. 691 ; HOBSBAWM, Eric, *Historia del siglo XX*, Barcelona, Crítica, 2012, p. 403.

l'État providence ont pris fin, les conflits de guerre ont augmenté avec les guerres du Yom Kippour (1973) et de l'Afghanistan (1978) et, au niveau communautaire, les institutions de la CEE ont été paralysées. Parmi les causes qui ont motivé les problèmes communautaires, figurent la crise de la PAC, le choc des politiques nationales qui s'est manifesté dans la violence en France, en Italie et en RFA et les difficultés à assumer le premier élargissement de la CEE en 1973. La Grande-Bretagne, l'un des pays intégrés à l'époque, n'a pas réussi à s'adapter aux conditions européennes, principalement parce qu'elle n'était pas d'accord avec la pertinence de la politique agricole communautaire⁸. La tension entre le gouvernement britannique et les institutions de l'UE a augmenté avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979. La *Dame de fer* refusa de prendre en charge sa part du budget communautaire et la preuve en fut le fameux « *I want my money back* » lors du sommet de Dublin en novembre 1979⁹. Le mouvement conservateur britannique a été renforcé en 1981 par l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison Blanche, qui a permis d'accroître le lien entre les deux pays et d'accroître la pression sur la CEE.

La politique agricole communautaire a été au cœur des discussions entre les pays membres. Il avait été structuré dans le but d'assouplir le secteur agricole avec le secteur industriel, d'améliorer la productivité, de stabiliser les marchés et d'assurer la stabilité des prix¹⁰. À cette fin, elle a absorbé jusqu'à 80 % des budgets communautaires, ce qui a suscité une certaine méfiance entre les pays qui avaient un secteur agricole important et ceux qui étaient uniquement des consommateurs de ces produits¹¹. Bien que la première crise de la politique agricole ait été motivée par l'émergence d'excédents laitiers entre 1965 et 1968, la véritable remise en cause de la PAC est apparue dans la seconde moitié des années 1970.

⁸ MORENO JUSTE, Antonio et NÚÑEZ PEÑAS, Vanessa, *Historia de la construcción europea desde 1945*, Madrid, Alianza, 2017, pp. 152, 154, 156 ; PETIT, Yves, *La PAC au cœur de la construction européenne*, Paris, La documentation française, 2016, pp. 58–59 ; BUREAU, Jean-Christophe et THOYER, Sophie, *La politique agricole commune*, Paris, La Découverte, 2014, pp. 37, 98, 51 ; FOUILLEUX, Ève, *La Politique agricole commune et ses réformes. Une politique à l'épreuve de la globalisation*, Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 245–246.

⁹ *Le Monde*, 11-05-2005.

¹⁰ PETIT, Yves, *La PAC au...*, pp. 44–46 ; BUREAU, Jean-Christophe et THOYER, Sophie, *La politique agricole...*, p. 11.

¹¹ *Ibidem*, pp. 8, 37, 98 ; BUREAU, Jean-Christophe et THOYER, Sophie, *La politique agricole...*

Depuis lors, de nombreux facteurs se sont réunis qui ont conduit à un certain décalage entre le règlement de la PAC et la réalité agricole de la Communauté. Les excédents de vin, l'augmentation des cultures méditerranéennes, les nouvelles demandes d'adhésion, la concurrence des pays tiers, le renforcement du GATT et les conflits internes ont alimenté des commentaires en faveur d'une réforme de la politique agricole.

Tout ce qui précède a rendu l'idée d'une coopération entre pays plus théorique que réelle. La CEE avait été configurée comme un cadre économique supranational (avec des perspectives politiques) dans laquelle les intérêts communs de ses membres devaient prévaloir. Toutefois, sur le plan pratique, c'est l'avantage national qui a fini par dominer les politiques communautaires. Les Conseils de ministres et, surtout, la négociation de l'adhésion de l'Espagne en sont un bon exemple¹². Lors de l'évaluation de l'intégration du pays péninsulaire, chacun des partenaires a adopté une position différente en fonction des conséquences pour son pays. La question agricole a été la plus représentative et la plus conflictuelle dans les négociations, au point qu'elle a suscité une confrontation au sein de la CEE. Le secteur agricole du pays péninsulaire était l'un des plus importants d'Europe en raison des conditions climatiques, mais aussi du faible développement de l'activité industrielle. Cette situation a conduit la délégation française à considérer que l'entrée de l'Espagne entraînerait une concurrence directe avec ses productions méditerranéennes, et elle était donc favorable à une adhésion à moyen ou long terme. Entre-temps, la République fédérale d'Allemagne et la Grande-Bretagne, importateurs de produits agricoles, ont défendu une intégration rapide pour inclure les cultures espagnoles dans le libre-échange de la Communauté¹³. Cette situation a amené les négociations bilatérales à jouer un rôle majeur¹⁴. Compte tenu de la prédominance des intérêts nationaux sur les intérêts

¹² Quelques exemples : « Fax : Élargissement : influence de M. Gundelach », 19 octobre 1977. Archive National de France [en avant ANF], 19880334/12 ; « Fax : Réflexions italiennes sur le mémorandum français remis à Bruxelles le 26 juillet », 8 septembre 1977. ANF, 19880334/12.

¹³ Sur la position française : MOLINA GARCÍA, Sergio, « Cuando boicoteaban las lechugas en la frontera », *Historia del presente*, 32 (2018), pp. 143–156.

¹⁴ Sur le système international établi : DEL ARENAL, Celestino, *Introducción a las relaciones internacionales*, Madrid, Tecnos, 2003 ; PETITEVILLE, Franck et PLACIDI-FROT, Delphine (ed.), *Négociations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013 ; FRANK, Robert (ed.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012.

communautaires, le soutien de certains pays a été négocié sur une base individuelle en marge des réunions avec la Commission.

Ces affrontements n'ont pas seulement eu lieu entre les États membres de la CEE, mais d'autres pays qui avaient des relations économiques avec l'Espagne et la CEE ont observé avec la même crainte l'intégration espagnole. Les importations et exportations agricoles de l'Espagne pouvaient entraîner des changements dans le commerce international car, comme on le verra, la préférence communautaire était l'un des principes législatifs du Marché commun. Cette règle obligeait tous ses membres à approvisionner leurs marchés en produits de la CEE avant de se tourner vers le marché international, même si les prix étaient plus bas.

Parallèlement à tout cela, l'Espagne a connu la transition de la dictature vers la démocratie. Entre 1975 et 1982, la politique nationale a remplacé une partie des structures de la dictature par d'autres de nature démocratique. Ces changements progressifs, qui n'ont pas réussi à rompre avec le franquisme, ont été entourés d'incertitude, de peur et même de violence. Les difficultés de ces années-là ont été l'une des raisons pour lesquelles les premiers gouvernements de la démocratie espagnole n'ont pas consacré tous leurs efforts aux actions internationales, mais à la stabilisation interne du pays. Néanmoins, depuis 1976, une nouvelle politique étrangère a été élaborée, comme en témoignent le voyage du monarque aux États-Unis en 1976 et la demande d'adhésion à la CEE en juillet 1977. L'UCD entre 1976 et 1982 et le PSOE entre 1982 et 1986 ont tenté de légitimer la démocratie à l'intérieur du pays en soutenant le nouveau régime constitutionnel au niveau international. L'historiographie considère que la transition vers la démocratie a pris fin en 1982 avec la victoire du socialiste Felipe Gonzalez, mais que la transition extérieure s'est poursuivie jusqu'en 1986, date à laquelle l'Espagne est entrée dans la CEE, l'un des principaux objectifs de sa politique extérieure¹⁵.

¹⁵ « État d'avancement de la négociation d'adhésion de l'Espagne à la Communauté », mars 1982. Archive Diplomatique de Paris [en avant AMAE], 1930INVA/5176 ; VILLAR, Francisco, *La transición exterior de España. Del aislamiento a la influencia (1976–1996)*, Madrid, Marcial Pons, 2016.

Conflits et débats au-delà de la CEE

Les discussions ouvertes par la candidature espagnole au Marché commun ont touché de nombreux autres pays qui étaient en dehors du club européen mais qui, en raison de la mondialisation de l'économie, ont été touchés par ce changement de situation commerciale. L'interdépendance commerciale avait lié des pays de différents continents comme l'Espagne, le Maroc, les États-Unis ou l'Argentine. En même temps, la position géostratégique de la péninsule ibérique a donné lieu à des divergences de vues entre les pays communistes.

En raison de sa proximité, les premiers pays à s'inquiéter de l'adhésion de l'Espagne ont été ceux qui constituaient la région du Maghreb sur la côte méditerranéenne africaine (Maroc, Tunisie et Algérie principalement) et Israël. Tous avaient des accords préférentiels similaires à celui que l'Espagne avait signé avec la CEE en 1970, qui leur permettait d'échanger des produits primaires à tarifs réduits¹⁶. Les tomates, les oranges, l'huile et, dans une moindre mesure, le vin, étaient les cultures les plus vendues en Europe. En outre, l'Espagne entretenait des relations étroites avec certains de ces États, généralement pour des raisons de pêche ou de territoire, car il ne faut pas oublier que l'Espagne détenait des biens sur le continent africain. Cela a entraîné un contact permanent avec le Maroc et avec l'Algérie, souvent conflictuels, et un intérêt de la part de tous les partis politiques espagnols : la question du Sahara ou des Canaries a été parmi les thèmes les plus significatifs¹⁷.

¹⁶ En fait, ils les ont signés en 1969, un an avant l'Espagne : ALONSO, Antonio, *España en el Mercado Común. Del acuerdo del 70 a la Comunidad de Doce*, Madrid, Espasa Calpe, 1985, p. 38.

¹⁷ Sur les relations de l'Espagne avec les autres pays : IGLESIAS, Marcela, *Conflicto y cooperación entre España y Marruecos (1956–2008)*, Sevilla, Centro de Estudios Andaluces, 2010 ; BENNIS, Samir, *Les relations politiques, économiques et culturelles entre le Maroc et l'Espagne, 1956–2008*, Rabat, Éditions Confluence, 2008 ; GILLESPIE, Richard, *Spain and the Mediterranean. Developing a European Policy towards the South*, New York, St. Martin's Press, 2000 ; ETAHRI, Fadila, *Argelia en las relaciones España-Magreb 1977–1996*, Madrid, Universidad Autónoma, 2006 [thèse de doctorat] ; HERNANDO DE LARRAMENDI, Miguel, « España y el Mediterráneo : entre las inercias de la política pro-árabe y los avatares de una descolonización por etapas », dans DELGADO GÓMEZ-ESCALONILLA, Lorenzo, MARTÍN DE LA GUARDIA, Ricardo et PARDO SANZ, Rosa (coords.), *La apertura internacional de España. Entre el franquismo y la democracia (1953–1986)*, Madrid, Sílex, 2016, pp. 167–198 ; OREJA AGUIRRE, Marcelino, *Memoria y esperanza*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2011, pp. 220–229.

Pour toutes ces raisons, les négociations hispano-communautaires ont été observées avec crainte. Une éventuelle intégration espagnole aurait de graves conséquences pour son économie agricole qui, dans de nombreux cas, était soutenue par des exportations vers la CEE.

La France était l'interlocuteur entre le Maghreb et la CEE¹⁸. Leurs liens historiques et économiques leur ont permis d'obtenir de ces pays des confessions politiques et des traités commerciaux. Les échanges de correspondance entre la diplomatie marocaine et la diplomatie française en sont un exemple. Les premiers ont commencé à rencontrer le père du roi Juan Carlos, plusieurs fois au cours de parties de chasse, et toutes les informations obtenues sur les prétentions espagnoles ont été envoyées à Paris, ce qui a permis à l'Élysée d'obtenir des informations privilégiées sur les intentions politiques du gouvernement de Suarez¹⁹. Un autre exemple des relations entre la France et ces pays côtiers se retrouve dans les conversations entre le ministère français des Affaires étrangères et ses interlocuteurs en Israël²⁰. Depuis Tel Aviv, ils se sont dit préoccupés par l'avancée des négociations sur le Marché commun avec l'Espagne, car ainsi que les pays du Maghreb, ils estimaient qu'ils seraient lésés. Une partie de leurs exportations vers la CEE serait remplacée par des produits espagnols, le marché communautaire devant suivre la préférence communautaire plutôt que des accords avec des pays tiers. Avec la coexistence depuis 1982 de gouvernements socialistes des deux côtés des Pyrénées, la tension s'est accrue devant la possibilité d'une affinité

¹⁸ Bien que la France soit le pays le plus intéressé, la CEE, en tant qu'institution, était également préoccupée par l'avenir des relations avec ces pays. La visite de Natali à Jérusalem pour écouter les préoccupations de ces pays en est un exemple. « Fax de Tel Aviv : Adhésion de l'Espagne aux CEE », 4 décembre 1981. AMAE, 1930INVA/5152.

¹⁹ « Lettre de l'Ambassade de France au Maroc », 22 avril 1976. Archive Diplomatique Nantes (en avant AMAE-Nantes), 728. Autres exemples de contact : « Ministère des Affaires étrangères : problèmes frontaliers franco-espagnol », 15 octobre 1979. AMAE 1929INVA/4392.

²⁰ « Fax de Tel Aviv : Adhésion de l'Espagne aux CEE », 4 décembre 1981. AMAE, 1930INVA/5152. Les relations de l'Espagne avec Israël ont été plus difficiles. Jusqu'en 1986, aucun lien officiel n'a été établi, bien que les premiers contacts aient commencé en 1980 et surtout en 1982. L'une des raisons de ces retards était la crainte des gouvernements de l'UCD face aux réactions du monde arabe. HADAS, Samuel, « Un legado para la transición : Israel », Colección Testimonios, documento de trabajo 1/2010, pp. 14–17; LÓPEZ ALONSO, Carmen, « Changing Views of Israel and the Israeli-Palestinian Conflict in Democratic Spain (1978–2006) », *Center for European Studies Working Paper Series*, 149 (2007), pp. 1–22.

idéologique qui accélérerait les négociations²¹. Mais ces préoccupations n'ont pas seulement été exprimées de l'autre côté de la Méditerranée, la France a aussi consacré plusieurs études aux effets négatifs pour ces pays. Elle a souligné que dans le secteur vinicole, ils subiraient des pertes importantes car leur production est exclusivement tournée vers l'exportation et, dans le secteur des agrumes, les conséquences seraient tout aussi négatives puisque la production espagnole permettrait, avec la production italienne, de couvrir la demande communautaire²². Au Maroc, les données françaises estiment que les exportations de pommes de terre diminueraient de 28 %, les exportations de tomates de 24 % et les exportations d'aubergines de 64 %²³. En outre, ils ont ajouté que l'entrée de travailleurs de ces pays vers l'Europe devrait être limitée parce qu'ils estimaient que l'émigration espagnole continuerait d'augmenter²⁴. L'inquiétude de l'Élysée quant à l'impact négatif sur le Maghreb trouve son explication dans les relations économiques et pas seulement sur les liens historiques. La France qui était l'un des pays de l'UE qui exportait le plus vers ces pays craignait qu'il ne soit décidé de réorienter leurs importations vers les États-Unis. Jusqu'alors, ils importaient des céréales, du bétail et des produits laitiers, dont une grande partie était produite en France, et exportaient des fruits et légumes. Mais un changement dans la dynamique d'achat de la CEE pourrait conduire à une modification des importations en provenance du Maghreb. Et c'est l'une des raisons pour lesquelles la France a toujours tenu compte de l'avis des pays du

²¹ « Ambassade Maroc : Après les élections espagnoles », 3 novembre 1982. AMAE, 1930INVA/5123.

²² « Le Roussillon face à l'Espagne : un département agricole, une concurrence écrasante, Une situation vulnérable », juin 1976. ANF, 27/28 ; « L'élargissement de la communauté européenne : l'impact de l'adhésion de l'Espagne sur certaines régions françaises, notamment ses régions frontalières continentales », mai 1981. ANF, 20030272/26.

²³ « Ministère de l'Économie : Adhésion espagnole. Conséquences pour les pays méditerranéens associés », 18 février 1980. ANF, 19850746/3. Autre cas : l'huile « Commission des communautés européennes, rapport intérimaire de la Commission au Conseil au sujet de l'élargissement : mesures internes dans les deux pays candidats dans des secteurs particulièrement sensibles », 1 mars 1983. AMAE-Nantes, 25POI/2/171. Et tomate : « Conseil Communautés européennes (Directeur H. Étienne) : Note verbale des services de la Commission à la représentation du Maroc : prix référence tomates », 23 juin 1980, AMAE-Nantes, 25POI/2/293.

²⁴ « Ministère des Affaires étrangères : Élargissement : conséquences pour les pays du Maghreb », 14 décembre 1978. AMAE-Nantes, 396PO/F/1120.

Maghreb dans la poursuite des négociations avec l'Espagne, en essayant de satisfaire les deux parties²⁵.

Outre les pressions françaises, certains de ces pays avaient également des arguments commerciaux pour faire pression sur l'Espagne et obtenir certaines concessions. Le cas le plus significatif est celui du Maroc. Une partie importante du secteur de la pêche espagnol s'effectuait dans les eaux situées au large de ses côtes, de sorte qu'il lui fallait son consentement pour conserver les captures dans l'océan Atlantique²⁶. Dans ces négociations, le Maroc demandait non seulement que la main-d'œuvre de son pays soit utilisée, mais aussi des concessions pour traverser la péninsule ibérique sans frais supplémentaires et sans subir le boycott des agriculteurs espagnols²⁷. De cette façon, l'Espagne devait tenir compte de l'avis du gouvernement marocain si elle entendait maintenir l'accord de pêche en vigueur.

Un autre des pays les plus préoccupés par les négociations entre l'Espagne et la CEE était l'Argentine. Depuis les années 1950, un flux commercial entre les deux États s'était consolidé, caractérisé par l'importation de viande bovine en provenance d'Espagne. L'augmentation de la consommation de ce type d'aliments dans le pays ibérique, la faiblesse de la production nationale et le prix élevé de la viande française ont entraîné une grande partie des importations de ces produits en provenance d'Argentine²⁸. Cette relation économique bilatérale avait été possible grâce aux liens entretenus par les dictatures de Franco et Perón depuis les années 1940 et grâce au grand nombre d'émigrants espagnols dans ce pays d'Amérique latine depuis le début du siècle, ce qui a renforcé les liens transatlantiques. Pendant la transition espagnole, le régime dictatorial de Videla a tenté de maintenir les relations avec l'Espagne,

²⁵ « Rapport ministère de l'Agriculture : L'agriculture méditerranéenne de la France dans la CEE : problèmes et perspectives », mai 1977, ANF, 27/28.

²⁶ BAROUKI, Abdelaali, *La pesca y las relaciones hispano-marroquíes. La historia y su eco en la prensa española y marroquí*, Rabat, Publicaciones del Instituto Hispano-Lusos, 2008. Sur la pertinence des aspects de la pêche tant avec le Maroc qu'avec la CEE : BASSOLS, Raimundo, *España en Europa. Historia de la adhesión a la CEE 1957-1985*, Madrid, Estudios de Política Exterior, 1995, p. 170.

²⁷ « Rapport de Margerie, ambassadeur en Espagne : L'Espagne, la communauté et le Maroc », 9 octobre 1978. AMAE-Nantes, 396PO/F/1120.

²⁸ DOMÍNGUEZ MARTÍN, Rafael, « Las transformaciones del sector ganadero en España (1940-1985) », *Revista de Estudios sobre Despoblación y Desarrollo Rural*, 1 (2001), p. 54.

comme en témoigne la demande faite par l'Argentine aux autorités de l'UCD de soutenir la candidature de l'Argentine à l'OCDE²⁹.

La demande d'adhésion a influencé les relations Espagne-Argentine, Espagne-France et Espagne-CEE de trois manières différentes. Tout d'abord, l'Espagne a essayé de se présenter comme le lien entre l'Amérique du Sud et le Marché commun. Voulant, par exemple, attirer l'attention de la France en proposant de construire conjointement un port en eau profonde dans son pays et un autre sur le fleuve Bermejo. Tout cela dans le but d'améliorer le commerce entre les deux continents³⁰. Deuxièmement, la France a fait pression sur l'Espagne pour qu'elle bénéficie de la préférence communautaire avant d'entrer dans la CEE. L'Élysée a subordonné l'intégration espagnole à la réorientation des importations de l'autre côté de l'Atlantique vers le marché européen³¹. Ces demandes s'expliquaient par le fait que la France était le premier producteur de viande bovine et qu'elle estimait que les ventes de ces produits à l'Espagne augmenteraient de 70 000 à 80 000 tonnes³². Cette demande est devenue une exigence constante dans la plupart des réunions bilatérales. Même Valéry Giscard d'Estaing lui-même a demandé au roi Juan Carlos de réduire ses importations de l'Amérique vers l'Europe³³.

Troisièmement, enfin, l'Argentine était également préoccupée par l'adhésion de l'Espagne. Dès la *cinquième élection présidentielle à Olivos*, ils ont compris que l'adhésion constituerait un risque pour l'Argentine,

²⁹ « Carta del director general del Ministerio de Exteriores de España al embajador ante la OCDE », 10 febrero 1978. Archivo General de la Administración [en Avant : AGA], R. 14.094 (TOP.63/56-71). Savoir plus sur les relations politiques Espagne-Argentine : AGA, Leg. R. 17.449 exp. 5, 6 y 7 ; Leg. R. 17.924 exp. 6.

³⁰ « Informe sobre Francia : diversos asuntos », non daté (les arguments qu'il cite permettent de dater le rapport de la fin de 1978 et/ou du début de 1979). AGA, caja 23TOP31/12.

³¹ « Ambassade de France : Espagne et Amérique Latine », 10 février 1978. AMAE Nantes, 396PO/F/1120 ; « Ministère et affaires étrangères : L'Espagne et l'Amérique latine », 1 février 1978. AMAE, 1929INVA/4392 ; « Ministère des Affaires étrangères : Problèmes frontaliers franco-espagnol », 15 octobre 1979. AMAE, 1929INVA/4392. « Rapport ministère de l'Économie et des Finances : Premières réflexion sur les chances et les risques que présente l'élargissement pour notre commerce extérieur agricole », 29 avril 1977. ANF, 19880334/12.

³² « Rapport ministère de l'Industrie : conséquences de l'adhésion », 21 mars 1977. AMAE, 1929INVA/4382.

³³ « Notes pour le président : rendez-vous avec le roi d'Espagne », 26 octobre 1976. ANF, AG/5(3) /1803

puisque les exigences de la France entraîneraient une réduction considérable de leurs exportations vers ce pays. Face à cette situation, en 1981, le gouvernement de Rafael Videla a chargé son ambassade chargée des relations avec la CEE à Bruxelles de préparer un rapport sur l'impact de l'adhésion de l'Espagne à l'Union européenne sur son économie. Les résultats de cette étude étaient pour la plupart négatifs. Ils ont estimé que les exportations vers l'Espagne de bœuf et de porc, de millet, de maïs, de merlu congelé, d'alcool non alimentaire et de certaines huiles végétales seraient considérablement réduites. Dans le cas de la viande, l'impact négatif prévu était de 48,3 millions de dollars³⁴. Les ventes d'oranges à la CEE seraient également affectées, car les agrumes espagnols remplaceraient alors les agrumes argentins. Au contraire, les échanges de fèves de soja pourraient augmenter dans une proportion significative tant vers l'Espagne que vers les autres pays de la Communauté³⁵.

La situation a atteint des niveaux de tension tels que le Gouvernement espagnol a dû faire différents communiqués afin de rassurer les producteurs argentins³⁶. La relation commerciale entre la *Casa Rosada* et le reste des pays de la CEE a été marquée par ces incidents, mais aussi par la guerre des Malouines, qui a opposé ce pays à la Grande-Bretagne en 1982. Margaret Thatcher a tenté d'isoler cet État, bien que certains pays comme l'Irlande et l'Italie n'aient pas respecté la volonté britannique³⁷.

Le contexte de la guerre froide et le désir de maintenir une certaine puissance mondiale ont fait que les États-Unis ont joué un rôle important dans une grande partie des accords commerciaux internationaux. Ce pays a même signé des alliances avec des régimes non démocratiques, relations que l'historiographie a qualifiées de *friendly tyrants*³⁸. La dictature franquiste a profité de cette situation et a signé un accord avec Dwight D. Eisenhower

³⁴ Tous les chiffres économiques sont extraits de documents de l'époque et se réfèrent aux valeurs actuelles.

³⁵ « Embajada de la República Argentina ante las Comunidades Europeas : Posibles efectos sobre las exportaciones argentinas resultantes del ingreso de Grecia, España y Portugal a la CEE », juillet 1981. Biblioteca Central de la Secretaría de Agroindustria, Argentina [sin referencia específica].

³⁶ *La Nación*, 16-10-1980.

³⁷ « Italia e Irlanda rompen el frente anti-argentino de la CEE », *El País*, 18-03-1982.

³⁸ DELGADO GÓMEZ-ESCALONILLA, Lorenzo, « L'Amérique, le soutien du franquisme ou le germe de la démocratie ? », dans DELGADO GÓMEZ-ESCALONILLA, Lorenzo, MARTIN DE LA GUARDIA, Ricardo et PARDO SANZ, Rosa (coords.), *La apertura...* p. 265.

en 1953. Cet accord permet à l'armée américaine de contrôler différentes bases militaires sur la péninsule en raison de la position géostratégique de l'Espagne³⁹. C'est avec une certaine inquiétude que le pays américain a observé le début des relations hispano-américaines, car elles pouvaient accroître la puissance de l'Europe et affecter négativement ses accords commerciaux. Ils sont donc intervenus dans l'accord commercial de l'Espagne avec la CEE, qui a été signé en 1970. Selon Jesús Zaratiegui, Richard Nixon a observé ce rapprochement avec une certaine aversion pour plusieurs raisons : premièrement, cela signifierait un renforcement de la CEE au niveau géostratégique et commercial ; deuxièmement, cela augmenterait le potentiel agricole de la CEE, ce qui aurait un effet négatif sur certaines importations en provenance des États-Unis, comme les agrumes ; et troisièmement, l'entrée du capital communautaire en Espagne entraînerait une concurrence accrue pour contrôler le marché ibérique émergent. En conséquence, l'Espagne et la CEE ont dû négocier certaines concessions avec le gouvernement américain en échange de son approbation de l'accord entre l'Espagne et le Marché commun. La CEE a limité l'achat d'oranges et de citrons à l'Espagne pour maintenir les importations transatlantiques, et les représentants espagnols ont dû se rendre aux États-Unis en février et septembre 1970 pour s'assurer que les relations bilatérales ne seraient pas affectées⁴⁰.

Avec le début du processus de transition, la diplomatie américaine, surtout après l'arrivée de Wells Stabler à l'ambassade en Espagne, s'est à nouveau intéressé à ce qu'il se passait en Espagne, bien que, comme le soulignent plusieurs études, la collaboration avec la démocratisation était de faible intensité et toujours soumise à ses propres intérêts⁴¹. Pendant la

³⁹ VIÑAS, Ángel, *Los pactos secretos de Franco con Estados Unidos. Bases, ayuda económica, recortes de soberanía*, Barcelona, Grijalbo, 1981 ; VIÑAS, Ángel, *En las garras del águila. Los pactos con EEUU, de Francisco Franco a Felipe González (1945–1995)*, Barcelona, Crítica, 2003.

⁴⁰ La négociation avec les États-Unis en 1970 : ZARATIEGUI, Jesús, *Europa, no sin España, (1968–1978)*, Pamplona, Ediciones de la Universidad de Navarra, 2017, pp. 78, 84, 117 ; LÓPEZ ZAPICO, Misael Arturo, « El Acuerdo preferencial de España con la CEE (1970) evaluado por la administración norte americana », *Historia Contemporánea*, 50 (2015), pp. 223–255.

⁴¹ Sur la personnalité de l'ambassadeur : TASCÓN FERNÁNDEZ, Julio et LÓPEZ ZAPICO, Misael Arturo, « Entre percepciones y realidades : la administración Reagan ante la política económica del PSOE en su ascenso al poder en 1982 », *Historia y Política*, 34 (2015), p. 334. Sobre las relaciones hispanoamericanas : POWELL Charles, *El amigo americano. España y Estados Unidos de la dictadura a la democracia*,

période de transition, les liens avec les États-Unis ont été comparables aux négociations entre le gouvernement d'Adolfo Suarez et la CEE. En 1976, un nouvel accord est signé qui permettait à l'armée américaine de maintenir sa présence sur la péninsule⁴². Et en 1977, une fois que le gouvernement Suarez lançait l'ouverture internationale, Marcelino Oreja a rencontré Cyrus Vance à New York. Lors de cette rencontre, en plus de parler de l'OTAN et d'aborder d'autres questions commerciales, le ministre espagnol lui a demandé de soutenir la candidature de l'Espagne à la CEE, répondant favorablement à cette proposition⁴³. Dans le même ordre d'idées, en 1979, l'ambassade américaine de Madrid a publié un rapport dans lequel l'administration de J. Carter a apprécié positivement l'adhésion aux intérêts américains. Depuis *The White House*, ils considéraient qu'une grande partie des produits vendus par les États-Unis à l'Espagne n'étant pas produits dans la CEE (maïs, soja, coton et tabac), leurs transactions commerciales n'en seraient pas affectées⁴⁴. Ils estimaient seulement qu'il y aurait des problèmes avec les exportations d'agrumes américains vers l'Europe car, malgré la convention signée au début des années 1970, ils prévoyaient que les oranges et les citrons espagnols remplaceraient leurs produits. À cette époque, le calme de la guerre froide a permis aux États-Unis d'apaiser leurs divergences avec la

Madrid, Galaxia Gutemberg-Círculo de Lectores, 2011, p. 29 ; GONZÁLEZ MADRID, Damián A., « Actores y factores internacionales en el cambio político español. Una mirada a la historiografía », dans MARTÍN GARCÍA Óscar J. et ORTIZ HERAS, Manuel (coords.), *Claves internacionales en la transición española*, Madrid, Catarata, 2010, p. 45 ; DELGADO GÓMEZ-ESCALONILLA, Lorenzo, « Estados Unidos, ¿soporte del franquismo o germen de la democracia? », dans DELGADO GÓMEZ-ESCALONILLA, Lorenzo, MARTÍN DE LA GUARDIA, Ricardo et PARDO SANZ, Rosa (coords.), *La apertura...* pp. 269, 276, 300–306 ; PARDO, Rosa, « Estados Unidos y el tardofranquismo : las relaciones bilaterales durante la presidencia Nixon, 1969–1974 », *Historia del Presente*, 6 (2005), pp. 14–28 ; ORTIZ HERAS, Manuel, « La transición ¿Un asunto doméstico por excelencia?... pero exportable », dans MARTÍN GARCÍA Óscar J. et ORTIZ HERAS, Manuel (coords.), *Claves...*, pp. 13–38 ; LEMUS, Encarnación, *Estados Unidos y la Transición española. Desde la Revolución de los Claveles a la Marcha Verde*, Madrid, Sílex, 2011.

⁴² « Relations franco-espagnoles dans le domaine militaire », 12 juillet 1976. AMAE, 1929INVA/4374.

⁴³ « Ambassade de France en Espagne : Relations Espagne-EEUU », 17 octobre 1977. AMAE-Nantes, 396PO/F/1119.

⁴⁴ « Spain and the common market. Economic implication for the US », septembre 1989. The National Archives [en avant THA], 1979MADRID12526.

CEE, au point que des rencontres inédites ont eu lieu. En juillet 1979, Bernard Valluis, responsable du secteur céréalier en France, s'est rendu aux États-Unis pour comprendre les dynamiques du secteur de l'autre côté de l'Atlantique et pour mieux connaître les relations entre l'Espagne et le gouvernement américain⁴⁵.

Bien qu'il ne soit pas dans l'intérêt de l'Europe d'accroître la tension avec la première puissance mondiale, l'adhésion de l'Espagne a amené certains pays, notamment la France, à adopter une position contraire aux intérêts américains en Espagne⁴⁶. Comme dans le cas du bœuf argentin, la France a demandé que la préférence communautaire soit respectée. En 1976, l'Espagne a acheté 97 % du blé total importé ainsi que 75 % du maïs en provenance des États-Unis, et pour devenir membre du Marché commun, elle a dû les acheter au sein de la CEE⁴⁷. En d'autres termes, tous les produits importés de l'autre côté de l'Atlantique et fabriqués de la même manière dans le Marché commun devaient être achetés chez ce dernier. L'application de cette mesure modifierait la situation commerciale à l'époque. Jusqu'alors, les États-Unis étaient le premier fournisseur international de l'Espagne et le premier investisseur, ce qui en faisait le pays le plus important pour l'économie nationale⁴⁸.

⁴⁵ « Bernard Valluis arrives Washington », juillet 1979. THA, 1979PARIS 22269.

⁴⁶ Depuis les années 1960, la France est le pays qui a le plus nié l'ingérence américaine dans la CEE. Ils ont donc essayé de promouvoir un système de sécurité européen parallèle à l'OTAN, même si cela n'a pas fonctionné. La France était attentive aux relations hispano-américaines : « Ministère de l'Agriculture : Les productions méditerranéennes de la Communauté et l'adhésion de l'Espagne » 13 octobre 1976. AMAE Nantes, caja 396PO/F/1119 ; « Ministère de l'Agriculture : L'agriculture méditerranéenne de la France dans la CEE : problèmes et perspectives », mai 1977. ANF, AG/5(3)/1803 ; « Ambassade de France en Espagne : Relations Espagne-EEUU », 17 octobre 1977. AMAE Nantes, caja 396PO/F/1119 ; « Institut d'économie régionale du sud-ouest : L'élargissement de la communauté européenne : l'impact de l'adhésion de l'Espagne sur certaines régions françaises, notamment ses régions frontières continentales », mai 1981. ANF, 20030272/26.

⁴⁷ « Ministère de l'Agriculture, Les productions méditerranéennes de la Communauté et l'adhésion de l'Espagne », 13 octobre 1976. AMAE Nantes, 396PO/F/1119. Autres données dans : « Note d'introduction à l'étude de : l'évolution des exportations de céréales vers l'Espagne », 1978–1979. ANF, 19850746/1.

⁴⁸ « Ambassade de France en Espagne : Le commerce extérieur espagnol au cours de premier semestre 1980 » ; « Ambassade de France en Espagne : investissements étrangers en Espagne en 1980 », 12 mars 1981. AMAE, 1930INVA/5151 ; « Ambassade de France en Espagne : Les relations franco-espagnoles. Situation actuelle

L'arrivée de Ronald Reagan en 1981 a complété le mouvement conservateur mondial lancé deux ans auparavant par Margaret Thatcher en Grande-Bretagne. Le néolibéralisme et le protectionnisme se sont généralisés et l'intervention de l'État dans les échanges économiques a pris fin⁴⁹. Dans le même temps, le nouveau président américain favorisait les affrontements armés contre l'URSS au Moyen-Orient et en Amérique latine. Pour finir, la tension avec le Marché commun européen s'était fortement accrue, surtout après que la CEE a refusé de légitimer certaines interventions militaires américaines comme celle au Liban. Le gouvernement Reagan a de nouveau critiqué la PAC, en violation de l'accord de non-agression signé en 1979 lors du Tokyo Round entre la PAC et la *Farm Bill*, la loi américaine sur l'agriculture⁵⁰. La *Conférence ministérielle du GATT de Punta del Este* en 1982 a été un exemple des attaques redoublées de la Maison-Blanche contre les politiques agricoles de l'Europe⁵¹. La tension s'est intensifiée lorsque les États-Unis ont bloqué l'entrée de l'acier en provenance de la CEE. Tout cela a conduit Gaston Thorn, président de la Commission européenne, à affirmer en 1982 que les relations entre les États-Unis et l'Europe étaient au plus bas depuis la Seconde Guerre mondiale⁵².

Dans ce contexte, Ronald Reagan a également modifié la position américaine sur l'adhésion de l'Espagne. Alors qu'en 1979, l'ambassade américaine pensait que l'adhésion de l'Espagne ne posait aucun problème, en 1985 et 1986, cette intégration a été perçue comme un risque pour la participation agricole américaine en Europe. Ils ont donc estimé que les

et perspectives », 27 avril 1982 et « Ambassade de France en Espagne : L'Espagne et les pays de la communauté ». AMAE, 1930INVA/5176.

⁴⁹ WILENTZ, Sean, *The Age of Reagan : A history 1974–2008*, New York, Herpent Collins, 2009.

⁵⁰ Sur les différences entre la PAC et *Farm Bill* : GOHIN, Alexandre et LEVERT, Fabrice, « Comparer les politiques agricoles américaines et européennes : les indicateurs ESP sont-ils bien utiles ? », *Économie rurale*, 294–295 (2006), pp. 92–106.

⁵¹ BERMEJO GARCÍA, Romualdo, « El conflicto agrícola entre los Estados Unidos y la Unión Europea a la luz de la Ronda Uruguay », *Revista de Instituciones Europeas*, 22 (1995), pp. 798, 801–803.

⁵² HUGUET SANTOS, Montserrat, « Reagan y el neoliberalismo europeo », dans BENEYTO PÉREZ, José María, PÉREZ SÁNCHEZ, Guillermo A., et MARTÍN DE LA GUARDIA, Ricardo (coords.), *Europa y Estados Unidos : una historia de la relación atlántica en los últimos cien años*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2005, pp. 256–258.

exportations d'agrumes vers l'Europe seraient considérablement réduites et que les ventes de maïs vers l'Espagne seraient remplacées par des ventes françaises, entraînant des pertes d'environ 1 milliard de dollars pour leur agriculture⁵³. Dans le seul cas du maïs, en 1985, la valeur des importations espagnoles de maïs nord-américain s'élevait à 282 millions de dollars, chiffre qui serait réduit en raison de la préférence communautaire. Face à cette situation, l'adhésion de l'Espagne est devenue le centre des discussions entre la CEE et les États-Unis⁵⁴. Les responsables de l'agriculture des deux blocs se sont rendus dans la péninsule ibérique pour présenter leurs positions. Kika de la Garza, présidente de la commission de l'agriculture de la Chambre des représentants américaine, s'est rendue à Madrid pour justifier les priorités du gouvernement de Ronald Reagan et Frans Andriessen, chef de la CEE pour l'agriculture et les forêts, est allé à la rencontre des autorités espagnoles pour défendre la vision européenne⁵⁵. Cependant, bien que l'Espagne soit au cœur du problème, ce pays ne peut rien faire pour débloquer la situation. Les compétences des accords commerciaux relatifs aux importations en provenance de pays tiers ne relevaient pas des gouvernements nationaux, mais des autorités communautaires. Les accusations croisées ont duré de l'automne 1985 à l'été 1986. Les États-Unis menaçaient les institutions de l'UE d'augmenter les droits de douane sur les différents produits européens, ce qui les rendait effectifs sur les pâtes italiennes⁵⁶. Et la CEE

⁵³ « La CE elabora una lista de productos norteamericanos en respuesta a las restricciones comerciales de EEUU », *El País*, 10-04-1986 ; « European warn us food trade curbs », *New York Times*, 10-04-1986 ; « Europeans, EEUU Ease Trade », *New York Times*, 3-07-1986. Sur les critiques : DÍAZ PERALTA, Eva, *El comercio de productos agrícolas entre la Unión Europea y Marruecos*, Madrid, Dykinson, 2005, pp. 209-211 ; « La CEE et les États-Unis sont plus que jamais divisés sur les questions commerciales », *Le Monde*, 17-12-1984.

⁵⁴ ERDMANN-KEEFER, Veran « The Corn War : A Euro-American Trade Dispute », dans RUMMEL, Reinhard et ERDMANN-KEEFER, Veran (coords.), *The evolution of an international actor : Western Europe's New Assertiveness*, New York, Veran, 2019.

⁵⁵ « Estados Unidos presiona a España para mantener las exportaciones de maíz y soja », *El País*, 3-04-1986 ; « El comisario agrícola de la CEE informó a Romero sobre la guerra comercial con EEUU », *ABC*, 11-04-1986.

⁵⁶ Ils ont menacé la France d'interdire ses exportations de fromage et de cognac vers les États-Unis. FLICHMAN, Guillermo, *Evolución y perspectiva de la política Agraria de la Comunidad Económica Europea*, Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura, Buenos Aires, 1988, p. 11. Sur l'interdiction des pâtes : « Espaguetis contra naranjas, nuevo capítulo en la guerra comercial entre EEUU y la CEE », *El*

a répondu par une liste de produits américains qui ne pourraient pas être vendus dans le Marché commun, parmi lesquels les graines de tournesol, les prunes, les jus de fruits et les fruits secs⁵⁷.

Cette guerre commerciale a été évoquée lors d'une grande partie des sessions de 1986 au Parlement européen. Des discussions ont eu lieu sur la façon de résoudre ce problème et, pour ce faire, des limites ont dû être imposées aux exigences américaines⁵⁸. Après une période de négociations controversées, un accord a été signé en juillet 1986 pour mettre fin au blocage des relations économiques entre les deux grands blocs libéraux⁵⁹. La CEE a approuvé une licence extraordinaire permettant aux États-Unis d'exporter 2,3 millions de tonnes de maïs et de sorgho par an vers l'Espagne et le reste serait acheté au sein du Marché commun.

Ces concessions ont rouvert le débat agricole en France. Le gouvernement socialiste de François Mitterrand (1981–1995) avait réussi à justifier son soutien à l'adhésion de l'Espagne par des arguments qui, entre autres, assuraient une augmentation des exportations de céréales vers l'Espagne⁶⁰. Cependant, avec cet accord, ses ventes au continent

Pais, 21-06-1985. En 1987 hubo de nuevo algunos problemas : « La “guerre des spaghettis” Impasse dans les négociations commerciales entre les États-Unis et la CEE », *Le Monde*, 01-08-1987.

⁵⁷ « La CE dresse une liste de produits américains en réponse aux restrictions commerciales américaines », *El País*, 10-04-1986.

⁵⁸ Règlement CEE, 2845/86, *Diario Oficial de las Comunidades Europeas*, 16 septembre 1986. Sur l'impact en Espagne : *El País*, 2-10-1987 ; « Commission des Communautés européennes, réunion n° 835 », 8 juillet 1986. AHCE, BAC 259/1980 1552 ; « Chronologie des faits internationaux d'ordre juridique 1986 », *Annuaire français de droit international*, 32 (1986), pp. 1050–1064. Sur les conflits agricoles CEE-États Unis : LECLERCQ, Vincent et TUBIANA, Laurence, « Les enjeux du conflit agricole entre la C.E.E. et les États-Unis », *Le Monde diplomatique*, juillet 1983, p. 5. Sur les débats au Parlement européen : « Commission de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation », 15 avril 1986, Archives du Parlement européen [en avant APE], sans référence spécifique ; « Question écrite n° 120/86 de Alfeo Mizzau : Importation en Espagne de maïs en provenance des États-Unis », 16 avril 1986. APE, Question 120/86.

⁵⁹ « Les Douze approuvent à l'unanimité l'accord signé avec les États-Unis », *Le Monde*, 9 juillet 1986.

⁶⁰ Les affrontements ont également affecté les relations américano-françaises. Entrevue avec François Guillaume par des membres de l'équipe de la SEFT el 17 juillet 2018 ; Demande par écrit de Paul Seramy, *Sénat*, 14 août 1986 ; « Le conflit entre la CEE et les États-Unis provoque des divergences de vues entre le CNJA et les céréaliers », *Le Monde*, 28-07-1986.

arrivaient en seconde position, rompant ainsi avec la préférence communautaire.

Parallèlement à la création de la CEE, la Grande-Bretagne a cherché en 1960 à constituer une organisation supranationale dans laquelle elle serait le pays le plus important et pourrait rivaliser avec le Marché commun des pays continentaux. À cette fin, elle a créé l'Association européenne de libre-échange (AELE) avec l'Autriche, le Danemark, la Norvège, le Portugal, la Suède, la Suisse, la Finlande et l'Islande⁶¹. Bien qu'elle ait d'abord été une organisation plus représentée que la CEE, elle n'a jamais eu la même importance que ce bloc et a dû se contenter d'une position secondaire dans le commerce international. Certains des pays fondateurs de l'AELE en ont donc été dissociés pour s'intégrer dans les institutions de la Communauté européenne. La Grande-Bretagne et le Danemark en 1973 puis le Portugal en 1986 sont devenus membres de la CEE. L'AELE est apparue avec des objectifs similaires à ceux de la CEE, supprimant les douanes entre ses membres et en les réduisant avec les pays tiers. À cette fin, ils ont cherché à conclure des accords avec des États extérieurs à leur organisation pour faciliter l'échange des produits pour lesquels ils n'ont pas obtenu leur autosuffisance. Un de ces accords a été signé avec l'Espagne en 1978, après dix-huit mois de négociations. Cette alliance a permis une réduction de 60 % sur certains droits de douane entre les deux parties intéressées par les négociations. En outre, des contacts bilatéraux ont été engagés pour signer des accords agricoles avec chacun des partenaires, à l'exception de l'Islande et du Portugal⁶². Les négociations de la part de l'Espagne ont été menées par la *Délégation (mayus) permanente espagnole auprès des organisations internationales* dont le siège se trouvait à Genève. Ce département était différent du *Ministère des Relations avec les Communautés européennes* (1978–1981) et du *Secrétariat d'État aux relations avec les Communautés européennes* (depuis 1981 à aujourd'hui).

⁶¹ Les quelques publications sur l'histoire de l'AELE se distinguent. L'une des rares qui inclut toute son évolution de la fondation à l'année 2010 a été promue par l'organisation elle-même : European Free Trade Association, *EFTA, 1960–2010. Elements of 50 years of European History*, Genève/Bruxelles, Haskolautgafan, 2011.

⁶² « Rúbrica en Ginebra del acuerdo entre España y la EFTA », *El País*, 08-10-1978 ; « La EFTA y España », *El País*, 08-12-1978 ; CASANOVA, Luis Javier, « Los acuerdos de España con los países de la EFTA », *Revista De Instituciones Europeas*, 6 (1979), pp. 1061–1073.

Dès le début des négociations entre l'Espagne et la CEE en 1979, certains pays de l'AELE ont commencé à s'inquiéter de l'avenir de leurs propres rôles avec l'Espagne. Depuis Vienne, en novembre 1979, ils ont demandé à l'Espagne et à la CEE qu'après l'intégration de l'Espagne dans le Marché commun, l'accord entre l'Espagne et l'AELE ainsi que les accords bilatéraux avec ses membres soient maintenus. Compte tenu de la nervosité des pays de cette organisation, l'organisation patronale espagnole (CEOE), en 1981, a fait un rapport sur les avis que pourrait émettre l'AELE sur l'adhésion de l'Espagne. En général, selon les hommes d'affaires espagnols, les États qui appartenaient à ce forum commercial ont accepté l'intégration, mais ont montré une certaine réticence. Ils craignaient que la prééminence de la CEE ne permette à ce club européen de passer outre ses accords avec les pays de l'Association européenne de libre-échange. Cette idée les préoccupait beaucoup car les pays de cette organisation dépendaient de leurs achats internationaux, car ils manquaient de nombreux produits tels que les produits agricoles. En outre, les échanges commerciaux entre l'Espagne et cette organisation étaient très importants. Les importations espagnoles des pays de l'AELE en 1980 se sont élevées à 1 milliard 485 millions de dollars et les exportations à 1 milliard 393 millions de dollars⁶³. Au cours de ces années, les autorités de l'UCD ont dû rencontrer régulièrement les membres de l'AELE afin de parvenir à des accords qui soient maintenus après l'adhésion de l'Espagne. Les questions des douanes, des quotas et des zones de pêche ont été quelques-unes des controverses qui ont marqué à la fois les négociations entre l'AELE et l'Espagne et les discussions de l'organisation elle-même⁶⁴. La consultation des rapports internes de l'Association de libre-échange sur la question de l'intégration espagnole a montré que la position définie par le CEOE correspondait à la réalité.

Deux arguments corroborent le fait que ce problème n'a pas été traité comme une priorité à l'époque. Premièrement, au début des années 1980, le Comité espagnol de l'AELE n'a pas consacré beaucoup de temps

⁶³ « EFTA trade with Spain », 15 mai 1981. EFTA-1019. En 1984, la situation a changé et la balance commerciale a été favorable à l'Espagne : ce pays a exporté 1629 millions de dollars à l'AELE, tandis qu'il en a importé 1 507 millions de dollars : « Enfrentamientos de la EFTA y la Comunidad por España y Portugal », *El País*, 09-12-1985.

⁶⁴ Un exemple : « Note for the secretary general on the fifteenth meeting of EFTA heads of delegation Geneva », 23 septembre 1980. Archives historiques de l'Union européenne de Florence [en avant AHUE], EFTA-0407.

à débattre de cette question. D'autre part, dans certains rapports issus de ces mêmes années, ils ne voient pas d'un mauvais œil l'adhésion de l'Espagne à la CEE. Ils ont reconnu que certains règlements devraient être modifiés, mais que l'intégration pourrait être compatible avec leurs accords⁶⁵.

Comme dans le cas des États-Unis, des alertes de l'AELE sur les effets négatifs de l'adhésion sur ses intérêts sont apparues en 1985 et 1986. Après l'entrée de l'Espagne dans la CEE, l'Association de libre-échange a tenté de négocier un nouvel accord avec l'Espagne, puisque le traité signé en 1978 avait été supprimé lors de son adhésion au Marché commun. À partir de ce moment-là, les relations entre l'AELE et l'Espagne ont adhéré aux accords qui existaient déjà entre les deux organisations supranationales. Toutes ces négociations ont été rendues difficiles par la faute d'intérêts très divergents. L'AELE a été invitée à signer en urgence un accord qui améliorerait les conditions commerciales avec l'Espagne, alors que la CEE n'était pas pressée de conclure un nouvel accord. À cette époque, la guerre commerciale avec les États-Unis a absorbé une grande partie des efforts de négociation des institutions communautaires. En octobre 1985, L'AELE a présenté un protocole sur les conditions commerciales avec l'Espagne en vue de réduire les périodes transitoires et de les rendre similaires pour les importations et les exportations. Toutefois, la CEE n'a pas accepté ces conditions car elle n'était pas disposée à réduire les périodes de transition. Enfin, en février 1986, un accord a été conclu dans lequel une période de 7 ans a été établie pour abolir les tarifs industriels et la suppression partielle des barrières économiques d'une partie des produits agricoles⁶⁶. Dans cet accord, l'Espagne a fait en sorte que les Canaries, Ceuta et Melilla soient traités comme des territoires péninsulaires dans leurs échanges commerciaux avec l'AELE⁶⁷. Cette nuance était très importante car la CEE avait laissé ces circonscriptions espagnoles en dehors de l'Union douanière de la Communauté européenne, ce qui les obligeait à avoir des régimes tarifaires et fiscaux spéciaux. Cependant, le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez a également dû céder à certains égards. Le

⁶⁵ « EFTA-Spain committee : cumulation of EC materials in trade between the EFTA countries and Spain », 25 mai 1981. AHUE, EFTA-1019.

⁶⁶ « Portugal and Spain join the Community », *The EFTA Bulletin*, avril 1986.

⁶⁷ « Enfrentamientos de la EFTA y la Comunidad por España y Portugal », *El País*, 19-02-1986.

plus important a été la pêche. La Norvège avait conclu un accord avec la CEE fixant le nombre de licences autorisées et les quantités maximales de pêche pouvant être pratiquées dans les eaux appartenant à ce pays scandinave. Avec l'adhésion de l'Espagne au Marché commun, l'accord bilatéral entre l'Espagne et la Norvège n'était plus valable et le pays ibérique a dû s'adapter aux conventions entre la CEE et la Norvège⁶⁸. Lors de la renégociation du pacte en 1987, le gouvernement de Gro Harlem Brundtland a voulu modifier les captures de cabillaud autorisées aux pays de l'UE. Il n'y a pas eu de changement significatif, mais le fait que l'Espagne entre désormais dans les quotas de pêche de la CEE a eu un impact négatif sur la flotte espagnole. Bien qu'elle soit restée la plus grande zone de pêche de tous les pays du Marché commun, les quantités étaient inférieures à celles accordées les années précédentes⁶⁹.

Après la signature du nouvel accord en 1986 remplaçant la convention bilatérale et après l'actualisation de la question de la pêche en 1987, les relations entre la CEE, l'AELE et l'Espagne se sont stabilisées, comme cela avait été le cas en 1984 avec l'accord du Luxembourg⁷⁰. La preuve en était la réunion de 1989 entre les deux organisations supranationales. Ils y ont témoigné publiquement leurs bonnes relations et leur désir d'accroître la coopération dans les années à venir⁷¹.

Le bloc communiste, composé de l'URSS et de la Chine, a également prêté attention à l'intégration espagnole, car ce mouvement signifierait un changement géostratégique en Europe. La CEE serait renforcée en Méditerranée tout en limitant l'ingérence américaine sur le vieux continent. La position des deux puissances communistes était conditionnée par les facteurs stratégiques de chacun des pays, mais aussi par les divisions qui avaient eu lieu dans les environnements communistes.

Selon l'ambassade de France à Moscou, le gouvernement soviétique de Léonid Brejnev était contre l'adhésion et cela a été rapporté dans le journal *Pravda Izvestia*. Ce journal s'est penché sur les changements en cours dans la CEE. À certaines occasions, ils ont publié des articles

⁶⁸ « El conflicto del bacalao », *El País*, 08-02-1985.

⁶⁹ « La CE aprueba el reparto de cuotas para pescar bacalao en Noruega y el Atlántico norte », *El País*, 06-05-1987.

⁷⁰ Cet accord visait à créer un espace économique européen en franchise de douane entre la CEE et les pays de l'AELE.

⁷¹ « Joint Declaration following the EFTA-EC ministerial meeting », *The EFTA Bulletin*, octobre 1989 – mars 1990.

arguant de leur refus et, à d'autres occasions, ils ont simplement repris les discours de George Marchais, chef du Parti communiste français (PCF), critiquant l'intégration espagnole⁷². La position soviétique peut être justifiée par trois arguments. Premièrement, l'intégration de l'Espagne dans le Marché commun signifierait le renforcement de la CEE en Méditerranée ; deuxièmement, l'intégration rapprocherait l'Espagne de l'OTAN, ce qui pourrait conduire à son intégration ; et troisièmement, la rupture du communisme a affecté les relations internationales de l'URSS. Le mouvement communiste était divisé en deux camps. D'un côté, les pro-soviétiques, comme le Parti communiste de l'Union soviétique (PCU) et le PCF, et de l'autre, les eurocommunistes, parmi lesquels se distinguent *le parti communiste italien* (PCI) et *le parti communiste de l'Espagne* (PCE)⁷³. Les divergences idéologiques ont affecté des questions internationales telles que les négociations de l'Espagne avec la CEE, car alors que le bloc eurocommuniste soutenait l'adhésion sans hésitation, les pays du bloc soviétique ont choisi de défendre la non-adhésion. À tout cela, comme nous le verrons plus loin, se sont rajoutées les divergences entre les deux puissances mondiales et les systèmes communistes, la Chine et l'URSS.

L'opinion négative du Kremlin est intervenue à un moment où l'Espagne tentait de rétablir les relations diplomatiques avec les autorités soviétiques. À cette fin, en 1977, l'ambassade de Moscou a été réouverte avec Juan Antonio Samaranch comme ambassadeur⁷⁴. Le lien dans la

⁷² « Ambassade de France en Chine : Candidature de l'Espagne à la CEE », 23 août 1977. AMAE-Nantes, 396PO/F/1119 ; « Ambassade Moscou : Déclaration de M. Georges Marchais », 20 novembre 1978. AMAE 396PO/F/1120. Selon Cavallaro, il était dans l'intérêt des États-Unis et de l'URSS de maintenir la dictature afin d'éviter un renforcement de l'Europe. CAVALLARO, María Elena *Los orígenes de la integración de España en Europa. Desde el franquismo hasta los años de la transición*, Madrid, Sílex, 2009 p. 151.

⁷³ « El Eurocomunismo y Francia », *El País*, 10-7-1977. DONOFRIO, Andrea, « Hacia una definición del eurocomunismo, entre el mito y la realidad », *Alcores*, 17 (2014), pp. 145–164 ; MOLINERO, Carme et YSÀS, Pere, *De la hegemonía a la autodestrucción. El Partido Comunista de España, 1956–1982*, Barcelona, Crítica, 2017 ; TREGLIA, Emmanuele, *Fuera de las catacumbas. La política del PCE y el movimiento obrero*, Madrid, Eneida, 2012 ; AZAM, Nicolas, *Le PCF confronté à l'Europe. Une étude socio-historique des prises de position et des recompositions partisans*, Paris, Dalloz, 2017.

⁷⁴ « Samaranch, del “contamos contigo” a embajador en la URSS », *El País*, 19-07-1977.

plupart des cas a été marqué par des divergences dans leurs intérêts économiques et politiques⁷⁵.

Comme on l'a dit, la position de la Chine était opposée à celle de l'Union soviétique. L'ouverture économique que le pays a amorcée en 1978 avec Deng Xiaoping et la rupture sino-soviétique de la fin des années 1950 ont peut-être été quelques-unes des raisons qui ont déterminé la position de ce pays. Les rapports de l'ambassade française en Chine considéraient que l'intérêt de ce pays pour les négociations demeurerait dans la géostratégie. Le contrôle communautaire des routes commerciales et pétrolières en Méditerranée était deux des arguments justifiant la position de l'Assemblée nationale populaire de Chine. Selon les autorités de Pékin, l'intégration espagnole servirait à freiner l'influence des États-Unis et de l'URSS en Europe et en Espagne⁷⁶. L'adaptation de ce pays asiatique à l'économie de marché lui permettait d'atteindre des taux de croissance élevés et, de plus, il commençait à se positionner comme une puissance capable de concurrencer les protagonistes de la guerre froide. La sympathie de ce pays pour un futur accord hispano-communautaire contraste avec l'opinion soviétique. Et tout cela s'est concrétisé dans les relations bilatérales avec l'Espagne. Si les pourparlers avec l'URSS n'ont pas été fructueux, les négociations avec la Chine ont permis aux deux pays, plongés dans des changements internes, de signer de nombreux accords. En 1978, l'année même où les rois se sont rendus en Chine, le traité de coopération commerciale a été scellé et, en 1981, les relations se sont étendues au domaine culturel et éducatif⁷⁷.

⁷⁵ « Las relaciones España-URSS atraviesan un momento delicado », *El País*, 10-02-1980 ; GARRIDO CABALLERO, Magdalena, *Las relaciones entre España y la Unión Soviética a través de las Asociaciones de Amistad en el siglo XX*, Murcia, 2006 [thèse de doctorat].

⁷⁶ « Ambassade de France en Chine : L'élargissement de la CEE : avantages et difficultés selon *Chine Nouvelle* », 16 février 1978. AMAE-Nantes, 396PO/F/1120.

⁷⁷ Sur la visite des rois en Chine : Primera visita oficial de los reyes a China », *El País*, 10 et 14-06-1978, et OREJA AGUIRRE, Marcelino, *Memoria y esperanza...*, pp. 252–260. Sur les accords commerciaux : *BOE*, n° 271, 12 novembre 1979, pp. 26 124–26 125 ; *BOE* n° 183, 02-08-1983, pp. 21 345 a 21 346 ; PALACIOS BAÑUELOS, Luis, « Las relaciones entre España y China, una larga historia », *Historia Actual Online*, 30 (2013), pp. 151–163 ; DE CARLOS IZQUIERDO, Javier, « Las relaciones bilaterales de España con China », *Instituto Español de Estudios Estratégicos*, 13 (2018), pp. 8–10.

Conclusion

L'intégration de l'Espagne dans le Marché commun a été un changement dans l'ordre commercial établi jusqu'alors. Une grande partie des pays qui ont pu être directement ou indirectement touchés par l'annexion espagnole à la CEE ont tenté d'influencer les négociations hispano-communautaires pour défendre leurs propres intérêts. L'interconnexion commerciale au niveau mondial a montré que, depuis les années 1970 et 1980, l'ordre économique et géostratégique a été supérieur à l'ordre politique. Le libéralisme économique et la guerre froide ont créé une nouvelle dynamique dans les relations internationales. Comme proposé dans l'introduction, il a été démontré que l'entrée de l'Espagne dans la CEE n'était pas seulement une affaire entre l'Espagne et les institutions communautaires. Les négociations qui ont eu lieu ont été plus complexes et ont impliqué un grand nombre d'acteurs. Dans ce travail, certaines d'entre elles ont été brièvement analysées pour démontrer que les raisons profondes du processus d'adhésion transcendaient les frontières européennes. Le constat que des États tiers ont tenté d'influencer l'intégration ouvre une nouvelle perspective d'analyse de l'histoire de l'Europe. Chacun des accords qui ont été approuvés entre la CEE et d'autres sujets ont été analysés. Ces enquêtes nous permettront de comprendre les éventuelles conclusions faites par les pays qui n'étaient pas présents lors des négociations mais qui y ont participé de manière collatérale.

Dans ce cas, l'analyse des performances de certains États a permis d'observer trois types de comportement différents. Tout d'abord, ce sont les pays du Maghreb, avec Israël et l'Argentine, qui ont ouvert le débat sur l'intégration espagnole. Toutefois, bien qu'ils aient été les premiers, ils n'ont pas réussi à obtenir de contreparties intéressantes car ils n'étaient que des pays secondaires dans l'ordre international. Deuxièmement, les États-Unis et l'AELE ont exprimé leur préoccupation après la signature de l'adhésion en 1985. À la différence des négociations précédentes, les négociations se sont conclues par une position intermédiaire. Troisièmement, la Chine et l'URSS ont fait une lecture géopolitique au lieu d'une perception économique comme dans les deux autres cas.

Au sein de tous ces conflits, l'Espagne, bien qu'au centre de la question, n'avait pas les pouvoirs politiques et législatifs pour la résoudre. Ce devait être la CEE qui, en fonction de ses priorités, devait prendre une décision. Cette situation a compliqué encore davantage la question, car pour que le marché commun puisse déterminer sa position, tous ses membres devaient d'abord être d'accord.

Du marxisme au « nouvel engagement européen ». La transformation du projet européen du Parti socialiste ouvrier espagnol entre Suresnes (1974) et l'adhésion à la Communauté économique européenne (1986)

Damián A. GONZÁLEZ MADRID

*Seminario de Estudios del Franquismo y la Transición,
Universidad de Castilla-La Mancha*

Quiconque passe en revue les résultats des votes les plus importants tenus par le Congrès des députés espagnols depuis le début du processus d'intégration dans la Communauté économique européenne en 1977, ou les votes ultérieurs concernant les questions essentielles qui, déjà en tant que pays membre, ont affecté le développement de l'Union, peut conclure que c'était l'une des interrogations ayant recueilli le plus grand consensus politique dans l'histoire récente du pays. L'arche parlementaire espagnole, depuis les débuts de la démocratie actuelle, a été majoritairement européiste. C'est une autre histoire, comme le souligne Quintanilla Navarro, que nous devrions confondre tant d'unanimité ou de consensus avec tous les partis politiques qui partagent une vision identique du sens de l'Europe. Eh bien pas du tout ! Bien que nous soyons d'accord sur le fait qu'il y avait une perception, une image partagée et diffusée à la société, que la consolidation des libertés démocratiques nouvellement établies et que la solution aux problèmes économiques et sociaux accumulés pendant la période dictatoriale trouveraient enfin une solution en Europe, la vérité est que chaque parti a dit « oui » à l'intégration et aux traités

dans le but de prolonger dans le projet commun européen son propre programme et son idéologie¹.

La droite du système politique espagnol, en l'occurrence l'Union du Centre Démocratique – le parti au pouvoir entre 1977 et 1982 – et le post-franquisme incarné par « Alianza Popular », était lié à la tradition libérale et conservatrice de l'europanisme. Ils partageaient la même vision de la Communauté européenne comme une option d'un pays pour l'économie de marché et la libre entreprise face à n'importe quel État ou à n'importe quelle planification inconstante, et dans laquelle, au-delà du romantisme et des visions adoucies d'une culture commune, d'une identité ou des objectifs fondamentaux, les intérêts concrets l'emportaient. Le rôle de l'Espagne serait alors, d'obtenir autant d'avantages que possible pour sa modernisation économique et de minimiser les coûts de l'adhésion. La gestion gouvernementale des négociations d'adhésion se réfère donc à cette perspective économique plutôt que politique, dans la ligne technique, utilitariste et à court terme qui s'est caractérisé par la négociation des fonctionnaires et diplomates franquistes de l'Accord préférentiel de 1970. L'Alliance populaire, en particulier, s'est montrée réticente à accepter des projets communautaires qui se référaient à des solutions supranationales à des problèmes collectifs, étant en faveur de formules confédérales, proches du gaullisme, dans lesquelles les relations entre États et la défense des intérêts nationaux prévalaient. L'UCD, pour sa part, ne s'est pas défini comme un parti à ce moment-là en raison de l'hétérogénéité fondatrice de la formation. Ainsi, alors que certains de ses dirigeants gageaient publiquement sur l'approfondissement de la ligne de Tindemans (1975) et de l'union politique, et proposaient même d'explorer les voies fédérales, d'autres niaient que le parti ait un modèle européen à défendre². Pour l'UCD comme pour l'AP, l'adhésion à la CEE impliquait l'intégration dans le système de défense atlantique (OTAN), le projet de coopération communautaire n'étant possible que dans le cadre de la coopération sécuritaire prévue par le Pacte atlantique. L'appartenance aux deux organisations contribuerait également à

¹ QUINTANILLA NAVARRO, Miguel Ángel, *La integración europea y el sistema político español : los partidos políticos españoles ante el proceso de integración europea, 1979–1999*, Madrid, Congreso de los Diputados, 2001, pp. 26, 29 et 206.

² LÓPEZ GÓMEZ, Carlos, *La sociedad española y la adhesión a la Comunidad Europea, (1975–1985): partidos políticos, asociaciones europeístas, interlocutores sociales*, Madrid, Universidad Complutense, 2016 [thèse de doctorat inédite], pp. 57–58, 52–54 et 91–95.

compléter et à consolider l'intégration de l'Espagne dans la communauté internationale après la dictature³.

Pour la gauche du système politique espagnol, principalement représentée par les communistes du PCE et les socialistes du PSOE, l'adhésion à la CEE avait un sens différent. Tout d'abord, et à la mort du dictateur espagnol, le PSOE était la seule formation politique qui, en tant que telle, avait un lien solide et contrasté avec l'europanisme en raison de l'expérience de son leadership en exil. Le PCE, pour sa part, n'a soutenu l'adhésion de l'Espagne à la CEE qu'après son congrès de 1972, lorsqu'il s'est désolidarisé du PCUS dans cette affaire, et en vertu de sa vision particulière de la communauté, qu'il a considérée comme partie de l'offensive capitaliste contre l'URSS pour renforcer la dépendance européenne aux États-Unis et la division du continent en blocs. Le point culminant de ce renouveau idéologique est survenu en 1975 avec son engagement définitif en faveur de l'eurocommunisme. Dès lors, Les deux formations ont partagé jusqu'en 1979, moment de la transformation idéologique des socialistes, une vision de la communauté européenne avec certaines similitudes. Tout d'abord, l'intégration espagnole en Europe a pris un caractère politique plutôt qu'économique pour la gauche. La crise économique des années 1970 dans le cadre capitaliste transnational qu'était la CEE, a permis à la gauche de continuer à faire appel à sa tradition internationaliste et de défendre la construction d'une société socialiste dans un cadre supranational, coopératif et fédéral face à l'impossibilité de le faire dans chaque bastion national, et comme alternative à la progression néolibérale contre l'Europe sociale. La question fondamentale, et non sans contradictions, était la vocation des deux formations à entrer et à renforcer une institution capitaliste qui faciliterait la modernisation des structures politiques, économiques et sociales du pays, tout en défendant sa transformation en une société socialiste au service des travailleurs. Analysée à partir de la logique marxiste, la future idylle socialiste ne pouvait émerger que du développement et de la crise du capitalisme avancé, de sorte que le modèle européen d'intégration économique constituait un cadre irréfutable d'opportunités. La CEE pourrait abriter « le germe d'une société socialiste » parce que ce projet de transnationalisation du capital offrait une opportunité pour la « transnationalisation de la politique » ;

³ CAVALLARO, Maria Elena, *Los orígenes de la integración de España en Europa. Desde el franquismo hasta los años de la transición*, Madrid, Sílex, 2009, pp. 258–262.

à ce moment-là, les socialistes européens devaient profiter et tirer profit du mécontentement accumulé par les travailleurs pendant la crise pour conquérir l'hégémonie politique sur le continent et faire de l'Europe un référent démocratique et socialiste⁴.

Les aspirations de la gauche espagnole incluaient également la transformation de l'Europe en un acteur international autonome, émancipé de la tutelle américaine, et le dépassement de la politique du bloc pour la promotion de la paix, de la liberté et de la coopération entre les peuples dans une ligne clairement tiers mondialiste. Contrairement aux conservateurs, mais aussi à la social-démocratie européenne, la gauche espagnole a refusé d'associer son adhésion à la CEE et à l'entrée du pays dans l'Alliance atlantique. La raison en était le profond sentiment anti-américain développé par l'opposition antifranquiste à la suite du soutien américain à la dictature. Comme le souligne Cavallaro, et contrairement à ce qu'il se passait en Europe, les États-Unis ne jouissaient pas en Espagne de l'image de sauveurs du fascisme, mais plutôt le contraire, ce qui les discréditait comme référent démocratique et faisait de la CEE et de l'OTAN des projets contradictoires⁵.

Ce travail très bref n'aspire pas à présenter de manière suffisamment détaillée les discours, les projets, les significations et les attentes de chaque formation politique espagnole par rapport à la communauté européenne. Nous nous concentrerons uniquement sur l'exemple socialiste, car c'est celui qui a connu la transformation la plus radicale et la plus profonde au cours du processus de démocratisation et qui a fini par être le plus décisif et le plus influent de tous à partir de 1982 en menant, depuis le gouvernement, la dernière phase du processus d'adhésion à la CEE.

La Communauté économique européenne dans la culture politique du PSOE en exil

La défaite du gouvernement républicain en avril 1939 face aux soulèvements militaires a laissé de profondes séquelles au parti socialiste.

⁴ QUINTANILLA NAVARRO, Miguel Ángel, *La integración europea...*, pp. 62–63.

⁵ CAVALLARO, Maria Elena, « L'evoluzione dell'antiamericanismo nel Partito socialista spagnolo dal franchismo alla transizione democrática », dans CRAVERI, Piero et QUAGLIARIELLO, Gaetano, *L'antiamericanismo in Italia e in Europa nel secondo dopoguerra*, Soveria Mannelli, Rubbetino, 2004, pp. 519–538.

L'interdiction, l'emprisonnement et les exécutions ont été suivis d'exil et de fractures internes. Parmi les décisions les plus controversées de la direction en exil, il y avait celle de l'auto-exclusion des mouvements d'opposition, de la protestation populaire et du conflit ouvrier qui, avec une force croissante, se manifestait depuis l'intérieur du pays⁶. Cependant, le manque de présence socialiste à l'avant-garde de la lutte contre la dictature franquiste a été compensé par l'activité constante de ses exilés sur la scène internationale. Pour le PSOE, la politique internationale occupait une position centrale dans son activité depuis 1939, et pour bien faire, ils ont utilisé toutes les ressources, les personnes et les institutions à leur disposition, devenant ainsi le mouvement politique anti Franco avec le soutien international le plus important, se démarquant, pour des raisons évidentes, de celui des socialistes européens. Cette stratégie de « présence internationale » a été fortement conditionnée par la dénonciation de la situation anormale de survie d'un régime fascisé dans l'Europe occidentale d'après-guerre, et la nécessité d'entraver les tentatives de la dictature de s'entêner sur la scène internationale. Malgré tout, les questions liées au projet de construction européenne ne sont pas restées en arrière-plan, et le socialisme espagnol en exil a participé à la fondation et à l'activité de forums européens pertinents tels que le Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe (1947), le Mouvement international européen (1948), le Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen (1949), une filiale du Mouvement européen, les congrès des partis socialistes des Communautés européennes ou les réunions des groupes parlementaires socialistes des institutions européennes. Tout cela a fait du PSOE un acteur de premier plan dans le processus de construction européenne, une question qui, à la suite de ces interactions, occuperait progressivement une place importante dans la pensée et la culture politiques socialistes⁷.

En ce sens, 1962 fut une année décisive. Le réveil économique de l'Espagne a conduit la dictature à demander l'ouverture de négociations en vue de l'adhésion future du pays à la Communauté européenne, dont elle obtiendra, en 1970, un accord économique préférentiel. Mais cette

⁶ Les auteurs de référence sur l'histoire du PSOE comprennent, entre autres, Richard Gillespie, José Luis Martín Ramos, Santos Juliá Díaz et Abdón Mateos López (voir bibliographie).

⁷ MATEOS LÓPEZ, Abdón, « Europa en la política de *presencia internacional* del socialismo español en el exilio », *Espacio, Tiempo y Forma. Serie V. Historia Contemporánea*, 2 (1989), pp. 339–358.

tentative franquiste a provoqué la réaction de toute l'opposition espagnole dans le cadre du congrès du Mouvement Européen International tenu à Munich en juin de la même année. Après la « conspiration », comme l'appelait la dictature, l'anti-franquisme a entamé une nouvelle ère caractérisée par l'entente entre l'opposition exilée et les libéraux monarchiques de l'intérieur, où la restauration de la république vaincue n'était plus une condition irréfutable des socialistes alors que de celle de la monarchie fondée sur des principes démocratiques émergeait une possibilité de remplacer la dictature. Après Munich, et en conséquence de l'exception espagnole, l'europanisme a acquis un caractère instrumental inévitable pour l'ensemble du collectif anti Franco⁸. L'Europe et l'europanisation de l'Espagne ont constitué un point de rencontre entre les différentes sensibilités opposées parce qu'elles représentaient la solution aux frustrations historiques accumulées par le pays, tout en donnant une valeur symbolique, presque mythique ou thaumaturgique importante à l'intégration dans les structures européennes en les identifiant à la démocratie, au pluralisme, au respect des droits humains, à la modernisation et à la justice sociale. A donc été mis en valeur le discours d'Ortega y Gasset sur « l'Espagne comme problème » et « l'Europe comme solution ». Après Munich, tout espoir démocratique pour l'Espagne était associé à son intégration dans la CEE, qui a servi de « stimulus fondamental » pour la promotion du changement politique, surtout après la mort du dictateur⁹. Lorsque le processus de transition a commencé à la fin de l'année 1976, l'adhésion de l'Espagne à la CEE était l'un des rares points de consensus à droite comme à gauche de l'éventail politique. D'une certaine manière, et comme le souligne Moreno Juste, l'europanisation de l'Espagne est devenue « un projet de coexistence entre les Espagnols et le grand objectif mobilisateur et nationalisateur du XX^e siècle »¹⁰. Mais comme je l'ai fait remarquer au début, bien qu'il y ait eu une certaine unanimité européenne qui a placé l'entrée de l'Espagne dans la CEE en dehors du débat partisan, chaque groupe politique a développé sa propre conception de ce projet collectif, et celle du PSOE a subi d'intéressantes transformations¹¹.

⁸ POWELL, Charles T., « España en Europa : de 1945 a nuestros días », *Ayer. Revista de Historia Contemporánea*, 49 (2003), p. 97.

⁹ CAVALLARO, Maria Elena, *Los orígenes de la integración...*, pp. 218 y 264.

¹⁰ MORENO JUSTE, Antonio, « Europa en la transición: cambio y permanencia en la perspectiva europea de España » en *Revista Universitaria Europea*, 4 (2004), p. 108.

¹¹ LÓPEZ GÓMEZ, Carlos, *La sociedad española y la adhesión...*, pp. 24–31.

La première génération de socialistes espagnols en exil, représentée essentiellement par Rodolfo Llopis, secrétaire général du parti entre 1944 et 1974, a développé une idée de l'Europe proche de celle défendue par ses alliés français, belges et italiens dans l'Internationale socialiste, avec Guy Mollet ou Paul-Henri Spaak à sa tête¹². Sa position était donc largement redevable à l'europhéanisme socialiste dans lequel Llopis avait développé une partie de sa politique de « présence internationale » et à l'intérieur duquel l'Europe fédérale s'est révélée être un horizon intéressant dans l'après-guerre. L'opposition à l'intégration européenne n'était pas une option viable pour les socialistes, car elle les amenait à « perdre l'initiative dans la construction de structures conformes à leurs idées et projets » ; cependant, la définition d'une entité supranationale leur permettait de se rapprocher de l'objectif de construire le socialisme¹³. De ce point de vue, l'Union européenne était l'opportunité de surmonter le nationalisme et de construire le socialisme en adaptant les vieux principes internationalistes à la démocratie comme moyen et fin du processus. Comme l'a souligné Mollet, il s'agissait de « faire les États-Unis d'Europe, dans l'espoir de faire des États socialistes d'Europe » au service des travailleurs¹⁴. Le socialisme espagnol en exil est resté fidèle au marxisme dans sa version locale, pablista modéré et non dogmatique dans la pratique, et définitivement engagé pour la liberté et la démocratie. Quand, à la fin des années 1950, les socialistes allemands et britanniques abjurèrent le marxisme et adoptèrent le capitalisme et l'inter classisme, les espagnols furent critiques. L'immobilisme idéologique de Llopis était le résultat d'une stratégie par laquelle l'exil exigeait « unité et discipline autour de la tradition » jusqu'à ce que la liberté se rétablisse en Espagne¹⁵.

¹² VARGAS, Bruno, *Rodolfo Llopis (1895–1983). Una biografía política*, Barcelona, Planeta, 1999, p. 277.

¹³ GIBAJA VELÁZQUEZ, José Carlos, « España en Europa : la concepción europeísta de Indalecio Prieto durante el exilio (1946–1972) », dans VV.AA., *El socialismo español en el exilio y la construcción europea*, Madrid, Fundación Indalecio Prieto, 2003, p. 72.

¹⁴ La cita, de 1947, dans VARGAS, Bruno, « El movimiento socialista español en el exilio y la construcción de Europa (1946–1972) », dans VV.AA., *El socialismo español en el exilio...*, p. 45.

¹⁵ MATEOS LÓPEZ, Abdón, « Europa en la política... », pp. 351, 353–354 ; *id.*, « L'exil et la politique de transition. Une réflexion sur la continuité de la gauche parlementaire », *Espacio, Tiempo y Forma. Serie V. Historia Contemporánea*, 13 (2000), pp. 180–181 et *id.*, *El PSOE contra Franco. Continuidad y renovación del socialismo español, 1953–1974*, Madrid, Editorial Pablo Iglesias, 1993, p. 9.

À partir des années 1960, une partie du socialisme européen a commencé à avoir une réaction critique et désillusionnée face à l'incapacité de la communauté européenne à transcender le durcissement du libéralisme économique. Ce discours contre l'Europe des marchands, qui pouvait être lié à la stagnation politique progressive de la communauté, avait sa propre version chez les socialistes espagnols. L'émergence du socialisme intérieur a imposé depuis cette décennie un discours général moins enthousiaste avec l'Europe, plus critique envers l'Alliance atlantique et les blocs, et une rhétorique fortement tertiaire, anticapitaliste et autogestionnaire¹⁶. Cependant, on ne s'est pas demandé si la place de l'Espagne libre et démocratique de demain ferait partie de ce mouvement capitaliste, ni si la validité de la même proposition alternative qui, par la collaboration entre les différents partis socialistes européens et le soutien électoral des travailleurs, ambitionnait à transformer les principes directeurs du syndicat comme première étape vers une société européenne transnationale et socialiste, était justifiée¹⁷. Le PSOE qui s'approche de la transition politique espagnole est donc un parti qui dépose une bonne partie des attentes de l'avenir du pays dans une organisation qui fonctionne dans des conditions qu'il ne partage pas et qu'il entend modifier radicalement.

En ce sens, il semble intéressant de noter que, comme Abdón Mateos l'a déjà proposé et en ce qui concerne l'idée d'Europe, il y avait une certaine continuité discursive entre le socialisme en exil et le socialisme intérieur renouvelé qui a pris les rênes du parti à partir de 1974. Il est vrai qu'elle rompt avec l'association entre européanisme et atlantisme que le PSOE entretenait depuis 1948. Mais ce serait un aller-retour car, une fois à La Moncloa, Felipe González organisait le retour en passant des distances temporelles et contextuelles, aux positions originelles du socialisme en exil pour assumer, comme le faisaient les socialistes européens depuis à peu près l'année 1962, que l'européisme et la défense atlantique formaient un tandem incontournable¹⁸.

¹⁶ MATEOS LÓPEZ, Abdón, « Europa en la política... », p. 354.

¹⁷ LÓPEZ GÓMEZ, Carlos, *La sociedad española y la adhesión...*, p. 70.

¹⁸ SÁNCHEZ MILLAS, Pilar, *La Europa soñada, la Europa creada. Idea y acción del PSOE en la CEE (1982–1992)*, Madrid, Universidad Complutense, 2016 [thèse de doctorat], pp. 70–71. En 1948, le président du parti, Indalecio Prieto, obtint du PSOE une position favorable pour que l'Espagne rejoigne l'organisation militaire créée en 1949. Cependant, les accords entre les États-Unis et la dictature en 1953 ont été considérés par les socialistes espagnols comme une trahison de la déclaration

Entre Suresnes (1974), l'abandon du marxisme (1979) et la victoire de 1982

En octobre 1974, dans le cadre de leur vingt-sixième congrès tenu dans le quartier de Suresnes à Paris, les socialistes de l'intérieur finalisent la manœuvre entreprise deux ans auparavant et évincent la direction du parti d'exil au prix, bien entendu, de nouvelles divisions. Les nouvelles générations de socialistes avaient réussi à créer une organisation structurée et connectée, dans laquelle le rôle principal de l'Andalousie, du Pays Basque, des Asturies et de la récupération du parti à Madrid se distinguait. Les votes de l'intérieur, qui jusqu'à récemment n'avaient pas été pris en compte dans les congrès, a servi à hisser Felipe González à la direction de l'organisation et à lancer un nouveau projet qui aspirait à reconquérir et défendre l'identité socialiste dans la nouvelle réalité espagnole et la concurrence des communistes. L'avenir du socialisme dans une Espagne sans Franco était en jeu. Le projet de Llopis, et d'une partie de l'exil, étaient réticents à tout changement. Il consistait à retourner à Madrid après la mort de Franco et à ressusciter le parti sous sa direction, ignorant les profonds changements que la société espagnole avait subis et le retard accumulé par la longue absence des socialistes¹⁹. L'Internationale socialiste, et en particulier la social-démocratie allemande, a soutenu le projet de rénovation de González face aux autres scissions. Et après la flambée révolutionnaire portugaise, les socialistes européens se sont efforcés de consolider un choix social-démocrate modéré et prospectif, capable de contrer toute possibilité d'hégémonie communiste sur la gauche espagnole et de soutenir une transition réformatrice²⁰. Était-ce le profil du PSOE dirigé par Gonzalez ? Pas exactement !

Le parti socialiste quittant Suresnes aspirait à la « transformation radicale de la société capitaliste en [une] société socialiste » par des moyens démocratiques, et croyait que les contradictions « inhérentes au système capitaliste "le condamnaient" inévitablement à disparaître ». Les socialistes espagnols ont exprimé leur soutien à la CEE, mais « en rejetant

de principes et des dispositions du traité, de sorte que le parti a adopté une position critique envers l'Alliance et a retiré son soutien.

¹⁹ « Entrevista a Felipe González », *Leviatán. Revista de Pensamiento Socialista*, 1 (1978), p. 23.

²⁰ MUÑOZ SÁNCHEZ, Antonio, *El amigo alemán. El SPD y el PSOE de la dictadura a la democracia*, Madrid, RBA, 2012, p. 399.

l'idée que cette unité puisse reposer sur des institutions politiques et économiques au service du capitalisme international », ils ont déclaré leur volonté de démocratiser les institutions européennes afin de « les orienter au profit des intérêts légitimes des travailleurs »²¹.

Les dirigeants de l'Internationale socialiste (Palme, Nenni, Brandt, Foot et Mitterrand) ont participé au XXVII^e Congrès qui s'est tenu fin 1976 à Madrid, le premier en Espagne après la guerre civile. Dans un contexte où les partis politiques étaient encore illégaux, le gouvernement Suárez a ainsi reconnu les socialistes comme interlocuteurs à gauche du futur système vis-à-vis du PCE. Cependant, La résolution politique continuait d'être ancrée dans un programme maximum pour « vaincre le mode de production capitaliste » et la « socialisation des moyens de production, de distribution et de changement par la classe ouvrière », rejetant « tout chemin d'accommodement au capitalisme, ou à sa simple réforme ». Le modèle social fait référence aux nationalisations et à « l'autogestion des travailleurs dans tous les domaines », par laquelle tous les hommes « sont maîtres de leur travail et de leur conscience », en plus du « pouvoir décisionnel et des avantages sociaux »²². Le PSOE prétendait rester un « parti de classe, et donc de masse, marxiste et démocratique ». Et dans leur empressement à aménager une véritable démocratie, et pas seulement formelle, ils se disaient prêts à appliquer « des interventions énergiques et décisives sur les droits acquis et les structures économiques de la société bourgeoise », dont « le degré de pression à appliquer » dépendrait de la « résistance que la bourgeoisie opposerait aux droits démocratiques du peuple », sans rejeter logiquement « les mesures nécessaires par la force ». Sur le plan des relations internationales, les socialistes ont divisé le monde en blocs politico militaires et entre nations opprimées ainsi que nations oppressives, en solidarité avec la « lutte de libération des peuples opprimés par l'impérialisme économique ou politique d'autres puissances » car ils avaient retardé la libération totale de la classe ouvrière mondiale²³.

²¹ *El Socialista*, 29 (1974), pp. 6–7.

²² Le discours sur le contrôle et l'autogestion des travailleurs s'est nourri de la mise à jour des concepts gramsciens, comme l'hégémonie, pour construire un chemin vers le socialisme loin du socialisme réel et de la démocratie sociale, voir GARCÍA SANTESMASES, Antonio, « Evolución ideológica del socialismo en la España actual », *Sistema. Revista de Ciencias Sociales*, 68–69 (1985), pp. 64–65.

²³ *Resoluciones 27 Congreso del PSOE*, 1976, pp. 2–3 et 11.

De manière significative, les résolutions politiques de ce congrès ont accordé peu de considération à la communauté européenne. Un texte de Manuel Medina Ortega, professeur d'université et président de la Commission des affaires étrangères du Congrès espagnol en 1982, publié dans une revue liée au parti, nous aide à comprendre les attentes du socialisme espagnol. Medina avançait que « une politique socialiste authentique ne pouvait être confinée aux frontières de chaque État, ni se développer dans des économies d'échelle », et ne considérait viable qu'une CEE avec des institutions représentatives (parlement élu au suffrage universel), et un socialisme organisé « comme parti supranational ». Avec ces ingrédients, on pourrait aborder « l'élaboration d'une véritable politique socialiste et dépasser le social-réformisme de certains des programmes nationaux ». Cette politique émergerait de la « planification socialiste du continent » pour éviter la surexposition au capital international par la conformation d'un « espace économique [...] doté de vastes ressources technologiques et naturelles » qui permettrait de réaliser des innovations de développement économique socialiste qui n'avaient jusqu'ici été réalisées que par les géants soviétiques et chinois. La planification socialiste à l'échelle paneuropéenne pourrait constituer une expérience économique précieuse qui permettrait de réaliser la vieille utopie d'un système économique socialiste avec un système de gouvernement démocratique garantissant les libertés individuelles²⁴. Dans le cadre d'un projet politique européen intégré où la souveraineté revient aux citoyens, le socialisme aspirait à être mandaté pour initier la transformation d'une société qui choisit librement d'être socialiste.

Le leadership socialiste a justifié sa position comme le résultat incontournable à court terme de « l'accumulation idéologique » et de la clandestinité, c'est-à-dire la nécessité de resocialiser politiquement un militantisme et des cadres « hyper idéologisés » dans un nouveau contexte de liberté. Et il a été également argumenté que ce « marxisme

²⁴ MEDINA ORTEGA, Manuel, « El socialismo y la unidad europea », *Sistema. Revista de Ciencias Sociales*, (1976), pp. 111–112 ; QUINTANILLA NAVARRO, Miguel Ángel, *La integración europea...*, pp. 65–66 et 69–70. Le futur ministre socialiste des Affaires étrangères, Fernando Morán, s'est approché de cette pensée dans son livre *Una política exterior para España*, Barcelona, Planeta, 1980, pp. 33 et 302, en optant pour l'intégration européenne comme moyen de « progresser sur la voie du socialisme » par la transformation solidaire par la gauche européenne des « principes socio-économiques sur lesquels sont fondées les résolutions constituant le droit communautaire ».

contradictoire » était la conséquence d'une double nécessité stratégique : celle de devoir contester électoralement l'hégémonie de la gauche au PCE et celle de forger une identité qui relierait le parti à un anti-franquisme marxiste dominant. Le PSOE, à l'approche des premières élections démocratiques de juin 1977, était donc un parti idéologiquement situé à l'extrême gauche, mais dont la pratique politique s'est avérée aussi souple et modérée que les circonstances l'exigeaient dans chaque cas²⁵.

Bien que le soutien socialiste aux pactes de Moncloa et le consensus constitutionnel soient souvent considérés comme des archétypes de la capacité des socialistes à échapper à leur radicalité programmatique, le programme électoral des généraux de 1977 était déjà un échantillon de ce décalage doctrinal sélectif. Dans ce document, cependant, la seule référence à la construction d'un modèle de société alternative avait pour protagoniste l'Europe, et cela a été fait dans la courte et dernière partie consacrée à la politique internationale. L'objectif annoncé des socialistes espagnols était de participer à la construction politique d'une nouvelle Europe capable de surmonter les « nationalismes dépassés » et de fournir un cadre adéquat « pour le développement du socialisme indépendant de l'impérialisme en coopération avec le tiers monde. L'objectif de ce processus devait être une Europe démocratique et socialiste »²⁶. L'internationalisme socialiste est réapparu, bien que de manière plus générique, comme un moyen de construire un projet de solidarité transnational sur la transformation démocratique à partir d'une matrice purement capitaliste.

Après les élections générales de juin 1977, qui ont fait du PSOE la seule alternative de gauche au gouvernement conservateur de l'UCD, les socialistes espagnols ont dû faire face au nouveau cycle électoral post-constitutionnel de 1979 qui offrait de nouveaux gages de modération idéologique et de maturité pratique, contrairement au précédent texte du congrès. Le programme électoral qu'ils ont présenté à la citoyenneté contenait une déclaration implicite d'acceptation du capitalisme en allouant à la société que, pour atteindre « un bien-être suffisant », «

²⁵ SÁNCHEZ MILLAS, Pilar, *La Europa soñada...*, p. 97 ; ANDRADE BLANCO, Juan Antonio, *El PCE y el PSOE en (la) transición. La evolución ideológica de la izquierda durante el proceso de cambio político*, Madrid, Siglo XXI, 2012, pp. 125–138 et 143.

²⁶ *PSOE Elecciones 77, 1977*, pp. 11, 24–25.

réduire les inégalités » et « offrir une égalité réelle des chances » il fallait « atteindre un rythme de croissance économique supérieur ». Pour eux, la société devait assumer un « effort collectif difficile pour parvenir à une croissance équilibrée qui modernise en profondeur notre structure économique et qui intègrait l'Espagne dans la CEE » ; alors, et seulement alors, il serait « possible de redistribuer la richesse ». Dans la partie consacrée aux mesures pour l'industrie, il a été proposé « d'améliorer les niveaux de productivité et de compétitivité » mais sans aucun indice d'autogestion. Dans le domaine de la politique étrangère, le programme socialiste s'est limité à exiger l'adhésion et à soutenir les institutions européennes représentatives qui, comme le Parlement, étaient sur le point de se démocratiser, avec la disparition de toute trace d'utopies transnationales. La politique étrangère était désormais considérée comme une « politique d'État », ce qui signifiait que l'idéologie serait subordonnée à ce qui était considéré comme étant le plus bénéfique pour l'intérêt national à un moment donné²⁷.

Cette évidente incohérence entre les fondements idéologiques du parti et sa proposition programmatique aux citoyens a commencé par être résolue après le double processus du Congrès de 1979. Les années 1977 et 1978 devaient être considérées comme des années à « caractère provisoire »²⁸. Le XXVIII^e congrès du PSOE en mai 1979 a eu lieu juste après une élection générale qui n'a pas fait reculer la distance entre l'UCD de Suarez et le PSOE de González. Le leader socialiste a alors proposé de se débarrasser de la stigmatisation idéologique du marxisme adopté en 1976 pour attirer de nouveaux appuis électoraux depuis l'espace modéré, mais perdait le vote qui devait l'y autoriser. Felipe González a réagi en démissionnant provoquant ainsi une crise de leadership qui allait déboucher sur un deuxième congrès extraordinaire en octobre, au cours duquel il allait réussir à contrôler la ligne idéologique et le parti lui-même. Mais entre-temps, le PSOE s'est réaffirmé dans ses postulats traditionnels et a rédigé un programme suprême catégoriquement marxiste.

La ligne politique du parti qui a été approuvée lors du vingt-huitième congrès définit le PSOE comme « classe » et « marxiste ». Elle aspirait donc à « l'abolition de toutes les classes sociales et à leur conversion en une seule classe ouvrière » à travers le dépassement du « mode de

²⁷ *Programa Elecciones 1979. PSOE*, pp. 4, 8-9, 16-17.

²⁸ L'expression figure dans *El Socialista*, 110 (1979), p. 7.

production capitaliste par la prise du pouvoir politique et économique ». La subversion des situations « d'inégalité et d'antagonisme » entre le « prolétariat » et la « bourgeoisie » se produirait avec la transformation de la « propriété individuelle ou collective » en « propriété commune de la société entière » gérée par les travailleurs. Comme en 1976, ils ont rejeté tout : « compromis avec le capitalisme, ou sa simple réforme », et ont donc envisagé « des interventions énergiques et décisives » dans la « phase transitoire de la construction du socialisme ». L'idée socialiste de la communauté européenne est restée inchangée, et le PSOE a continué à proclamer sa volonté de contribuer à ce projet afin de construire « une société socialiste européenne des peuples et des travailleurs, mettant un terme à l'expansion du capital multinational »²⁹. Ce qui est significatif, c'est que ce même document défendait le soutien apporté par le PSOE aux Pactes de La Moncloa, l'accord de stabilisation économique sous des préceptes libéraux que les socialistes avaient signé avec le gouvernement depuis des mois.

Dans sa première tentative, le parti n'a pas réussi, comme l'a souligné le futur ministre socialiste des Affaires étrangères Fernando Morán, à « ouvrir le parti à la complexité de la société espagnole » et à enrayer « la culture de la résistance » après des décennies d'exil et de dictature. La « simplification » idéologique qui avait permis la survie du parti avait épuisé sa mission. La démarche que l'on voulait faire, écrivait alors le sénateur, était celui de la transformation d'un parti retranché « en force de l'organisation » en attendant « que le changement frappe à la porte du socialisme » un qui soit capable de faire le changement et de gagner l'avenir en répondant aux exigences d'une société complexe³⁰. Gonzalez lui-même l'expliquerait à plusieurs reprises en soulignant que son aspiration était que le PSOE cesse d'être un parti enfermé à imaginer l'avenir tout en abandonnant le présent aux mains de gouvernements conservateurs³¹. L'opposition, à son avis, a affronté les problèmes par réalisme et non par esthétisme idéologique ; et ce n'est qu'en passant par le pouvoir que l'on pourrait transformer la réalité. Bref ! il s'agissait de

²⁹ *Resoluciones 28 Congreso PSOE*, Madrid, 1979, Política bis-2 y Política-4.

³⁰ MORÁN LÓPEZ, Fernando, « La función histórica del socialismo », *El Socialista*, 109 (1979), p. 10.

³¹ GONZÁLEZ, Felipe et SEMPRÚN, Jorge, « España en Europa. Felipe González (entrevista con Jorge Semprún) », *Sistema. Revista de Ciencias Sociales*, 76 (1987), p. 32.

concevoir une ligne idéologique capable de forger un « projet majoritaire de transformation de la société », un parti moderne et « fourre-tout », et ainsi, vaincre le repli sur soi, la définition et la pureté idéologique qui déconnectait l'organisation des problèmes et aspirations réelles des citoyens³². Le parti socialiste, qui aspirait à l'hégémonie au sens gramscien, parti de combat idéologique, en attendant la mobilisation des masses et l'articulation de fronts solides pour affronter l'idéologie dominante, devait disparaître³³. Du nouveau congrès inévitable par la démission de González et tenu fin septembre 1979, a émergé un nouveau socialisme qui a su imprimer une certaine « continuité symbolique » à la tradition idéologique et à son passé récent, alors qu'il réalisait une véritable refondation par laquelle il abandonnait la politique du parti pour faire de la politique électorale³⁴. L'horizon de la transformation de la société capitaliste en une société socialiste se situait désormais à un point éloigné et était entravé par des circonstances objectives, la seule voie pour y parvenir serait par un soutien démocratique et majoritaire à l'idéal rénovateur et possible du parti, désormais soumis à la tactique et à la stratégie. Mais dans ce profond changement déguisé, comme le dit Sánchez Millas, de renouvellement quotidien, l'ancien concept de l'Europe n'a pas trouvé sa place³⁵.

Bien que le tournant idéologique de 1979 se soit imposé dans le nouveau conclave de 1981, il serait exagéré de défendre que les socialistes espagnols aient eu, aux portes de la majorité absolue de 1982, une idée précise et définie de l'Europe pour remplacer ce qui avait été leur discours traditionnel sur la construction du socialisme. Dans la résolution politique du XXIX^e Congrès, la CEE méritait à nouveau une attention particulière avec une déclaration plus en rapport avec le passé qu'avec l'avenir. Les socialistes réaffirmèrent leur vocation pro-européenne et leur soutien à la démocratisation des institutions communautaires, tout en faisant confiance à la « cohésion des forces socialistes » pour œuvrer ensemble à « la réalisation d'une société européenne inspirée par

³² Les discours de Felipe González dans le 28 Congrès, *El Socialista*, 110 (1979), pp. 6–9 et 15–16.

³³ GARCÍA SANTESMAS, Antonio, « Evolución ideológica del socialismo... », p. 68.

³⁴ La phrase est du socialiste Pablo Castellanos et est reprise par SÁNCHEZ MILLAS, Pilar, *La Europa soñada...*, pp. 108–109.

³⁵ *Resolución Política del Congreso Extraordinario*, 1979.

le socialisme démocratique des peuples et des travailleurs, mettant fin à l'expansion du capital multinational, à l'interventionnisme américain tout en défendant les intérêts de la classe ouvrière »³⁶. À première vue, il peut sembler qu'il y ait peu de changement par rapport à ce qui a été dit en 1977. Mais ce ne serait pas tout à fait exact.

Il faut d'abord considérer l'inclusion du concept « socialisme démocratique », qui a été une nouveauté du congrès en s'y intégrant comme modèle inspirant, contournant celui de « social-démocratie », qui ne figure pas dans le document³⁷. Le socialisme démocratique se réfère au courant réformiste qui, pendant l'après-guerre, a été développé par les principaux partis socialistes européens à partir de référents tels que Jaurès, Blum ou les révisionnistes sociaux-démocrates allemands, et auquel l'exil socialiste n'a pas adhéré. Le socialisme démocratique se fonde sur une ferme volonté de concilier liberté individuelle et justice sociale (le socialisme comme expérience démocratique de la vie sociale), et sur la conviction que, dans les sociétés industrielles avancées, les transformations sociales ne peuvent s'opérer que par la configuration de larges majorités parlementaires, pour lesquelles le soutien d'une classe ouvrière qui, déjà dans les années 1970, ne constituait plus la source génératrice de richesse³⁸. C'est le projet que González commençait à porter en 1979, et les socialistes espagnols, imitant Mitterrand, ont utilisé la formule que « le projet socialiste sera une réalité avec le soutien de la grande majorité ou il ne sera pas »³⁹.

Deuxièmement, le capitalisme qu'il fallait continuer à ralentir en 1981 ne devait plus être remplacé, il suffisait de « soumettre les forces

³⁶ *Resoluciones 29 Congreso PSOE*, 1981, pp. 32–33.

³⁷ Outre l'explication qui abonde dans la prudence des éditeurs, la social-démocratie et le socialisme démocratique ont été considérés comme des projets idéologiques similaires convertis en projets politiques différenciés par l'appartenance à deux moments historiques différents dans des sociétés différentes. La social-démocratie serait ainsi attribuée à l'Europe du Nord et associée à la deuxième période de l'après-guerre ; le socialisme démocratique était lié aux pays sans tradition sociale-démocrate (Europe du Sud) et dans les années 1970. DE BLAS GUERRERO, Andrés, « Transformaciones en la ideología de la izquierda », dans GUERRA GONZÁLEZ, Alfonso *et al.*, *El futuro del socialismo*, Madrid, Fundación Sistema, 1986, p. 52.

³⁸ VARGAS, Bruno, *Rodolfo Llopis...*, pp. 270–279. SÁNCHEZ MILLAS, Pilar, *La Europa soñada...*, p. 110.

³⁹ *Resoluciones 29 Congreso PSOE*, 1981, pp. 6–7.

économiques aux fins de la vie humaine » « pour pouvoir répondre aux besoins sociaux par la création et une meilleure répartition de la richesse »⁴⁰ ; c'est-à-dire qu'il fallait seulement que la liberté des agents économiques serve aussi au développement intégral de la société. La nouvelle proposition socialiste était fondée sur la croissance économique dans la logique capitaliste et sur une redistribution solidaire par l'État, sans référence au modèle d'économie mixte social-démocrate (caractéristique du socialisme démocratique) ni à des projets ambitieux d'expansion de la demande intérieure comme le français⁴¹. La mise en œuvre du modèle, sans précédent en Espagne, était liée à l'intégration « irréversible » dans la CEE et à la capacité du pays à s'adapter « institutionnellement, financièrement et économiquement » au club européen qui devait conduire l'Espagne à sa modernisation économique et sociale par la compétitivité et la responsabilité fiscale. Même si cette adaptation exigeait des efforts, des coûts et des sacrifices, elle était jugée nécessaire⁴².

Pour la politique étrangère que le socialisme espagnol aspirait à mettre en œuvre, l'Europe signifiait aussi un horizon sensé lié à la promotion de la paix, de la détente, du désarmement, de la démocratie, de la solidarité entre les peuples et aussi des droits humains ; la possibilité, en somme, de construire une référence internationale comme « troisième voie » hors des discours guerriers des blocs. Cette option présente des points de continuité avec les résolutions politiques précédentes, en particulier dans le « non » qui a été maintenu lors de l'adhésion à l'OTAN⁴³. Mais ce congrès de 1981 a vu disparaître le langage tertiaire qui renvoyait à

⁴⁰ *Resoluciones 29 Congreso...*, p. 5.

⁴¹ Cependant, l'expérience de Mitterrand a des influences nuancées, puisque le projet socialiste espagnol de 1981 prévoyait une expansion de la demande intérieure par l'activation et la réforme du secteur public et des dépenses d'investissement inefficaces. Les ressources financières proviendraient de l'épargne dans certains domaines, de la réforme fiscale et d'une augmentation temporaire du déficit et de la dette, ce qui nécessiterait des accords de modération salariale et de surveillance de l'inflation qui exigeraient des sacrifices de ceux qui ont un emploi pour que d'autres puissent en bénéficier, en échange de l'amélioration du « salaire social » des travailleurs et des sans-emploi. Le nouveau concept de planification socialiste limitait l'action de l'État à « répondre aux besoins collectifs, promouvoir le développement régional et sectoriel, stimuler la croissance des revenus et leur répartition plus équitable ». *Resoluciones 29 Congreso...* pp. 12, 119–122, 135 et 138.

⁴² *Resoluciones 29 Congreso...*, pp. 32.

⁴³ SÁNCHEZ MILLAS, Pilar, *La Europa soñada...*, p. 110.

la libération des peuples opprimés par le capitalisme et les blocs, pour embrasser des formules moins idéologiques et plus flexibles. Quelques années plus tard, José Maria Benegas, secrétaire d'organisation du PSOE, a déclaré que cette évolution était le résultat du processus de maturation du parti. Dans les années 1960 et 1970, les socialistes et la gauche se sentaient insatisfaits dans une Europe opulente, prisonnière des blocs, et enviaient les « explosions d'idéalisme marquant les révolutions et les luttes nationales des pays périphériques », tout en voyant une fatalité, presque « une malédiction » condamnant le consumérisme, le développement économique et social européen. Selon lui, les conséquences de la crise économique ont aidé la gauche à redécouvrir l'Europe fondée sur l'idée que la prospérité et le développement économique sont « le fruit d'un effort social permanent » et non « un privilège libre et assuré »⁴⁴.

Le programme électoral qui a conduit les socialistes à leur écrasante victoire en octobre 1982 a repris les postulats de l'année précédente en seulement deux pages et demie (sur un total de quarante) consacrées à la politique étrangère. Dans ce document, les socialistes défendaient désormais une Europe « essentiellement politique, mais à fort contenu économique ». La nouveauté la plus marquante réside dans le fait que ce souci de la construction politique de l'union réside dans l'exigence « d'intégration économique », celle qui entraînerait pour l'Espagne des coûts sociaux d'adaptation à une réalité compétitive, mais liée à la réalisation de « la convergence objective des intérêts des pays du Sud » dans une Europe « unie, forte et solidaire »⁴⁵. Cette idée, à peine évoquée pour la première fois, est devenue en quelques années un élément essentiel du projet européen du PSOE et de González.

Les socialistes espagnols n'avaient toujours pas d'idée renouvelée et cohérente sur le projet européen, mais certains fondements, semblables à ceux du projet politique du parti, étaient visibles, et visaient à moderniser économiquement et socialement le pays en appliquant une recette fondée sur la compétitivité des entreprises et sur la redistribution des richesses générées pour amortir les conséquences sociales. La nouvelle idée de l'Europe qui en a résulté a lentement émergé à partir de 1983–84, en même temps que le nouveau positionnement du parti face à l'OTAN

⁴⁴ BENEGAS HADDAD, José María, « Europa como proyecto socialista », *Leviatán. Revista de hechos e ideas*, 21 (1985), pp. 6–7.

⁴⁵ *Por el cambio. Programa electoral PSOE*, 1982, pp. 45–56

et la disparition définitive des obstacles qui avaient entravé l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Mais il faudrait attendre la deuxième législature socialiste pour que le PSOE de Felipe Gonzalez présente à la société un projet et une pensée européenne propre et bien défini dès qu'il aurait pris le contrôle du parti à Suresnes⁴⁶.

L'Espagne en Europe et le nouvel engagement socialiste

Avec l'arrivée du gouvernement du PSOE en 1982, le déblocage des négociations pour l'adhésion de l'Espagne à la CEE est devenu l'un des grands défis de la politique étrangère socialiste. Cependant, après les efforts bilatéraux et multilatéraux déployés par la nouvelle stratégie socialiste ambitieuse, l'adhésion a fini par dépendre de la résolution des problèmes internes de la communauté, en particulier ceux liés au financement et à la politique agricole commune. Mais ceci est une autre affaire.

Les transformations les plus importantes du socialisme espagnol par rapport à son concept mal défini de communauté européenne ont commencé à se manifester en mai 1983, lorsque Felipe González s'est montré favorable au déploiement de missiles en République fédérale d'Allemagne en réponse à l'Union soviétique ; cette décision contredit l'opinion du SPD, l'Internationale socialiste et son propre programme électoral. En juin, lors du Conseil européen qui s'est tenu à Stuttgart, l'Allemagne à son tour, s'est montré favorable en liant l'accord budgétaire communautaire au déblocage des profits espagnols. Dans le même temps, les manifestations publiques du président González et du vice-président Guerra ont commencé à se caractériser par l'abandon de toute clarté concernant les désagréments causés par le maintien de l'Espagne dans l'OTAN. La conversion atlantiste de González et la phase « d'ambiguïté calculée » qui a conduit au référendum de 1986 et au soutien socialiste à la continuité du pays dans l'Alliance atlantique, démarrait. L'été 1983 a marqué le début de la démolition contrôlée de l'idée socialiste selon laquelle l'Europe devait constituer un espace alternatif et autonome aux blocs, et que l'OTAN nuisait à la souveraineté nationale ne réglait pas, mais aggravait les problèmes de sécurité en cas de tension internationale, surtout qu'il n'existait pas de relation contraignante entre l'adhésion

⁴⁶ QUINTANILLA NAVARRO, Miguel Ángel, *La integración europea...*, pp. 83–85.

à la CEE et l'appartenance à l'OTAN. Le nouveau discours défendait l'obligation de l'Espagne de contribuer à la défense continentale, sans préciser encore comment, et commençait à envisager l'Alliance atlantique comme une opportunité pour achever l'homologation internationale de la démocratie espagnole (neutralité et isolement) un forum pour affirmer le positionnement du pays en politique internationale, et un contrepoids efficace pour la politique bilatérale avec les États-Unis. Tout à fait en accord avec les arguments avancés par les conservateurs de l'UCD quand, unilatéralement, avant de perdre les élections, ils ont signé l'entrée du pays dans le Pacte Atlantique en mai 1982. Même la vieille idée de faire du continent européen un facteur de paix, de détente et de dépassement des alliances militaires finira par être liée à la présence de l'Espagne au sein de l'OTAN, puisque le progrès ne peut se faire que de l'intérieur et non de l'extérieur.

Mais ce qui nous intéresse ici, c'est le lien que Gonzalez et son gouvernement ont maintenant établi entre le processus d'adhésion à la CEE et la participation à la structure de défense atlantique, quand, pendant les années où ils sont restés dans l'opposition, ils se sont efforcés de séparer les deux questions. Une fois au gouvernement, cependant, ils ont supposé que cet européisme mutilé qui refusait de partager les problèmes défensifs du continent était rejeté par les autres pays partenaires, en particulier par l'Allemagne, dont le soutien était nécessaire pour consommer l'adhésion communautaire. Le nouveau gouvernement socialiste évaluait la situation et décidait de ne pas gérer le possible coût politique et moralisateur qui, pour la jeune démocratie espagnole et son propre projet international, impliquerait de quitter l'OTAN une fois à l'intérieur. Les socialistes ont donc décidé de payer le prix de leur changement de position dans la sphère intérieure s'ils parvenaient simultanément avec elle, à débloquent l'adhésion des partenaires européens à la CEE. Il s'agissait de neutraliser ce revirement surprenant dans une question si sensible pour la gauche du pays, avec un succès aux proportions historiques. Et c'est exactement ce que González a obtenu de ses collègues européens. En juin 1984, le Conseil européen de Fontainebleau a débloquent l'adhésion de l'Espagne, et en octobre, au cours du débat sur l'état de la nation, Gonzalez a ouvert la voie pour se maintenir dans l'OTAN et convaincu son parti au mois de décembre lors du XXXème Congrès. En juin 1985, l'acte d'adhésion à la CEE a été signé, ouvrant ainsi la voie à un résultat favorable du

référendum convoqué stratégiquement en mars 1986, à peine trois mois après l'officialisation de l'intégration de l'Espagne dans la Communauté⁴⁷.

Le PSOE a ainsi rectifié ce qui avait été un européenisme incongru qui rejetait la solidarité communautaire en matière de défense, et a mis fin au dernier bastion idéaliste du parti : le neutralisme. Néanmoins, les socialistes ont continué à défendre l'Europe comme un élément stabilisateur dans les relations internationales, comme une force et un facteur de paix, un modèle de liberté et de justice, et un agent décisif parmi les blocs pour la détente, mais sans équidistance et reconnaissant l'inévitable dépendance envers les États-Unis jusqu'à ce qu'un pilier européen de l'Alliance soit énoncé pour donner au continent une autonomie en matière de sécurité, technologie et politique étrangère. Quelle sorte d'unité européenne pourrait être construite en l'absence de ces piliers ? L'antique pacifisme et antimilitarisme socialiste apparaît maintenant fortement conditionné par une nouvelle perception de la réalité internationale et de l'échiquier.

À partir d'octobre 1982, le PSOE au sein du gouvernement espagnol a assumé comme grand projet collectif, et non de classe, l'europanisation du pays en termes de modernisation économique et de progrès social, en utilisant comme référence l'héritage de la social-démocratie européenne. Tout ce qui a été accompli dans les « pays européens de capitalisme avancé » en matière de redistribution des richesses et des coûts de la crise, d'égalité des chances en matière d'éducation, ou de responsabilité de l'État face à la nécessité, était la conséquence de l'action et de la pression socialiste⁴⁸.

⁴⁷ Voir « Un decálogo para la seguridad de España », *El País*, 24 octobre 1984 ; « Un discurso de González decide las votaciones sobre la OTAN », *El País*, 15-12-1984 ; « Felipe González pedirá personalmente el 'sí' a la OTAN en la campaña del referéndum », *El País*, 3-2-1985 ; « OTAN : razones para permanecer /y 2 », *El País*, 18-6-1984 ; « Entrevista de *El País* al presidente del Gobierno », *El País*, 17-11-1985. Une synthèse du processus dans ORDÁS GARCÍA, Carlos Ángel, « OTAN de entrada no. Le PSOE et l'utilisation politique de l'intégration espagnole dans le Pacte Atlantique ou comment faire de la nécessité une vertu, 1980-1986 », dans NAVAJAS ZUBELDIA, Carlos et ITURRIAGA BARCO, Diego (eds.), *España en democracia. Actas del IV Congreso Internacional de Historia de Nuestro Tiempo*, Logroño, Universidad de La Rioja, 2014, pp. 293-305 ; PARDO SANZ, Rosa, « La política exterior de los gobiernos de Felipe González : ¿un nuevo papel para España en el escenario internacional? », *Ayer. Revista de Historia Contemporánea*, 84 (2011), pp. 86-89 ; ANDRADE BLANCO, Juan Antonio, *El PCE y el PSOE...*, pp. 404-405.

⁴⁸ *Resoluciones 30 Congreso PSOE*, 1984, p. 10 ; *El Socialista*, 372 (1985) ; SÁNCHEZ MILLAS, Pilar, *La Europa soñada...*, p. 122

Les socialistes espagnols souhaitaient imiter ce que les Européens avaient déjà fait, et ont affirmé que l'Europe était bâtie sur l'héritage de la lutte ouvrière et du travail socialiste. Cette idée est apparue au XXX^e Congrès en 1984 qui, organisé sous le slogan « Espagne, engagement solidaire », a également confirmé que les socialistes espagnols ne s'occuperaient pas des problèmes du pays et de son avenir à partir de discours politiques et culturels dépassés, créés à d'autres époques et dans d'autres contextes. Le marxisme, bien sûr, est entré en scène, mais au vu du programme économique, la recette sociale-démocrate y est entrée également⁴⁹. Pour atteindre les objectifs de justice et de solidarité avec les secteurs de la société où les souffrances et la marginalisation étaient les plus grandes, la seule solution était d'avoir une économie plus efficace, grandir plus et se moderniser dans un contexte très différent de celui des trente glorieuses. Dès lors, le développement économique ne générerait pas d'excédents pour impulser la politique sociale, et le lien keynésien qui unissait l'économie et le social semblait définitivement rompu. Mais dans leur plus haute instance de délibération, comme ce fut le cas lors du congrès de 1984, ils se sont montrés incapables de présenter une idée précise sur le projet européen propre qu'ils partageraient avec leurs partenaires une fois l'adhésion de l'Espagne réalisée. Comme en 1982, les socialistes ont insisté sur les avantages de payer le prix de l'intégration, tellement élevé qu'ils ont fait appel à un « effort national » pour y parvenir. L'Espagne n'hésiterait pas à sacrifier son adaptation au club européen malgré les coûts élevés qu'entraîneraient des mesures telles que la reconversion de secteurs inefficaces, car l'Europe signifiait maintenant compétitivité. Les socialistes espagnols étaient également conscients que la capacité de l'Espagne à relever les défis de l'avenir dépendrait non seulement de son appartenance à l'Europe communautaire, mais aussi de sa force collective. C'est la raison pour laquelle ils se sont déclarés prêts à être à l'avant-garde de la construction de l'unité politique européenne. Et tout cela en échange de la solidarité communautaire afin de promouvoir le développement et de résoudre les problèmes spécifiques des régions méridionales ou périphériques récemment admises⁵⁰. Sans encore esquisser de projet, deux éléments clés sont réapparus en 1984 sur lesquels s'articulait le « nouvel engagement socialiste européen », qui a commencé à se forger en 1986 : les socialistes feraient de l'Espagne un partenaire

⁴⁹ *Resoluciones 30 Congreso...*, pp. 17 et ss.

⁵⁰ *Resoluciones 30 Congreso...*, pp. 78–79.

responsable, respectueux de l'orthodoxie économique communautaire et attaché à la nécessité de progresser vers une union politique, à condition que la nouvelle communauté se développe et s'étende selon les principes d'équilibre et de solidarité territoriale.

Avec le début de la deuxième législature gouvernée par les socialistes, la troisième de la démocratie et le nouveau statut du pays en tant que partenaire communautaire, le PSOE a entamé une intense réflexion universitaire et politique pour tenter de se frayer un chemin et de se donner les moyens de maintenir ses rapports avec l'Europe. Quintanilla Navarro, qui a d'abord analysé ce type de groupe de réflexion, a qualifié ses résultats de « nouvel engagement européen », en utilisant le titre sous lequel la *Fundación Sistema* a organisé et publié la III^e Rencontre sur l'avenir du socialisme à Jávea, à Alicante. L'idée originale est venue de Juan Antonio Yáñez-Barnuevo, alors directeur du département international du cabinet de la présidence du gouvernement, pour qui, si dans « les années 1930 la crise économique aux États-Unis a été surmontée par le New Deal [...] nous, socialistes, devons pouvoir offrir aux citoyens européens un nouvel engagement européen », un « projet suggestif de vie en commun »⁵¹. Dans ce texte, l'auteur proposait, dans une nouvelle variante de l'internationalisme d'antan réduit à la sphère européenne, d'intégrer la dynamique national-socialiste dans un cadre d'actions concertées pour mener une alternative au projet conservateur basé sur l'ultralibéralisme, la dérégulation de l'État, la réduction du niveau de protection sociale et un certain désintérêt pour la construction politique de la communauté européenne. Si la « prédominance culturelle et idéologique » du néo-conservatisme parrainé par Thatcher et Reagan avait condamné la social-démocratie à la crise, la tâche des socialistes européens était de proposer une « stratégie de transformation sociale » qui, compte tenu des défis de la fin du siècle (réduction du taux de croissance, chômage, déficit public, inflation et changement des structures de production), ne pouvait se fonder sur les « schémas des années 1950 et 1960 ». Si tel n'était pas le cas, le risque était la paralysie de la construction européenne et la perte de la paix et de la cohésion des sociétés européennes après 1945.

⁵¹ YÁÑEZ BARNUEVO, Juan Antonio, « La dimensión europea del proyecto socialista », dans GUERRA GONZÁLEZ, Alfonso *et al.*, *Nuevos horizontes teóricos para el socialismo. Jávea II*, Madrid, Fundación Sistema, 1987, p. 197 ; QUINTANILLA NAVARRO, Miguel Ángel, *La integración europea...*, pp. 85–90.

Le modèle, qui devait nécessairement stimuler le socialisme émergent du sud parce qu'il était le seul à avoir des difficultés électorales, comporterait trois éléments essentiels. Le premier provenait directement du credo libéral et Yáñez-Barnuevo l'a résumé, avec euphémisme, en faisant appel à la « exigence de la modernisation, d'une plus grande flexibilité, d'une recherche de l'efficacité » sur le plan économique, en acceptant, également comme inévitable, le « défi des nouvelles technologies et leur impact sur les processus de production » et sur la future organisation sociale. Plus tard, c'est le leader socialiste espagnol lui-même, Felipe González, qui déclarerait que la croissance économique dans une économie libre et compétitive devait faire partie du nouveau concept de « socialisme démocratique », car c'était le seul moyen de faire de la politique avec un but social. Pour le dirigeant socialiste, la politique économique était « instrumentale » et la politique sociale était le but ultime de la politique économique parce qu'il n'y a pas de politique sociale sans une autre qui permette l'accès aux ressources, et le socialisme portait le stigmate de prêter plus d'attention à la redistribution de la richesse qu'à sa production⁵². Bien que tardivement, Benegas soulignait que, les socialistes avaient « découvert le besoin d'efficacité et de productivité », et qu'il fallait non seulement un socialisme de distribution et de demande de type keynésien, mais aussi un « socialisme de l'offre soucieux de la compétitivité du tissu économique qui génère la richesse qui maintient e principe de la solidarité »⁵³. Malgré les affirmations de Gonzalez, la vérité est que le socialisme considère désormais l'intérêt du marché et du capital par rapport au travail, comme une priorité⁵⁴.

⁵² GONZÁLEZ MÁRQUEZ, « Epílogo. El PSOE, un proyecto renovado en una nueva sociedad », dans *Manifiesto del Programa 2000*, Madrid, Editorial Sistema, 1991, pp. 123–125 ; « Nous utiliserons le marché comme un instrument qui nous permettra d'avoir suffisamment de ressources pour faire des politiques équilibrées avec un objectif correctif social et redistributif » pour lequel il serait nécessaire » de retirer du marché la quantité de ressources qui nous conduira à l'optimum d'une économie qui génère plus de richesse et d'une société qui combat plus efficacement les injustices produites par une concurrence sans limite. Cet optimum à chaque instant est différent », *El Socialista*, 372 (1985), p. 4.

⁵³ BENEGAS HADDAD, José María, « El papel de Europa en el concierto de las naciones », dans GUERRA GONZÁLEZ, Alfonso et al., *El nuevo compromiso europeo. Jávea III*, Madrid, Sistema, 1987, p. 199.

⁵⁴ GARCÍA SANTESMAS, Antonio, « Evolución ideológica del socialismo... », p. 72.

Le modèle « euro-socialiste » sur lequel le PSOE misait pour la construction, considérait le marché comme le système d'allocation de ressources et de création de richesse le plus efficace et souhaitable, de sorte que la « croissance économique maximale possible, efficacité et compétitivité » devaient être des aspirations partagées par tous les pays européens pour relever les défis technologiques des États-Unis et du Japon et de leurs marchés du travail ultralibéraux, pour lesquelles les réponses nationales ou individualisées manquaient de sens. La seule possibilité de rivaliser avec ces deux puissances dans le domaine technologique et d'être un moteur de l'économie mondiale était de concrétiser un espace économique commun. La grande différence par rapport au modèle néoconservateur devait résider dans le fait que, face à la prétendue « inégalité croissante » qui montrerait aux sociétés avancées la sortie de crise par la voie de son rôle positif et stimulant de l'effort et de la créativité, le socialiste ne se résignait pas à condamner à la marginalisation un tiers des travailleurs (la masse de main-d'œuvre que les nouveaux modèles productifs condamneraient à la précarité et à la marginalisation) ni à détruire son pouvoir syndical. Parce que le marché n'équivalait ni à la démocratie ni à la liberté, et que ses vertus disparaissaient en ce qui concerne l'équité sociale, l'intervention de l'État démocratique était nécessaire à sa correction⁵⁵. Le nouveau socialisme démocratique prônait ainsi une nouvelle organisation de la solidarité au sein des sociétés européennes et entre elles pour lutter contre le risque de dualisation dans le nouveau contexte. L'objectif était de rendre possible un modèle de société prospère et compétitive qui rendrait compatible « croissance économique et justice sociale »⁵⁶, l'équilibre entre efficacité économique et équité sociale⁵⁷. Le marché, autrefois appelé capitalisme, n'était plus ni le problème ni l'origine de toutes les inégalités, mais une partie de la solution.

Le deuxième élément du projet européen promu par le socialisme espagnol était donc issu de la culture politique de gauche et se résumait à la manière dont ils devaient relever le défi de la solidarité et de la redistribution dans un contexte de questionnement et de crise de l'État-providence.

⁵⁵ José María Benegas a utilisé le concept de « démocratie économique » et a qualifié le socialisme de « démocratie étendue à la sphère de l'économie » ; BENEGAS HADDAD, José María, « Europa como proyecto socialista... », p. 10.

⁵⁶ BENEGAS HADDAD, José María, « El papel de Europa... », pp. 196–199.

⁵⁷ GONZÁLEZ MÁRQUEZ, Felipe, « Epílogo... », pp. 119–120, 125.

Bien que vague, la solution proposée à l'origine par Yáñez-Barnuevo était un dialogue, un accord social et une défense fermée de l'intérêt général afin de garantir la préservation des mécanismes de protection sociale et de solidarité au sein des États et entre États européens⁵⁸. Le « nouvel engagement européen » était donc un « engagement social de solidarité et de progrès », une voie démocratique pour abandonner la crise, répondre aux défis de la modernisation technologique, et pour tracer un « modèle social et politique qui intègre les meilleures racines de la civilisation européenne dans les coordonnées du socialisme et de la liberté »⁵⁹. Les différents partis socialistes européens seraient-ils capables de développer une stratégie européenne commune ? La tâche était compliquée par le fait que des structures telles que l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne n'avaient jusqu'à présent guère fait avancer l'action au-delà des frontières nationales. Mais le vice-président Guerra parviendrait à concevoir une stratégie organisationnelle à moyen terme pour tenter d'y parvenir⁶⁰.

La grande préoccupation socialiste, et celle qui va être transmise à la citoyenneté, a été la survie du modèle social en tant que grande référence culturelle européenne et héritage du socialisme de l'après-guerre qui, dans le cas de l'Espagne, se limitait à la création de sa propre structure de protection sociale au moment où le modèle à protéger observait la montée du chômage. D'une certaine manière, le succès même du projet socialiste espagnol dépendait de la survie de cet héritage. Les socialistes s'accrochaient à la défense de la protection sociale en tant qu'attribut des démocraties occidentales auxquelles l'Espagne venait d'adhérer, et la considéraient comme le « meilleur instrument à notre disposition [...] pour développer des politiques visant à atteindre une plus grande justice et égalité de chances »⁶¹ libérés, bien sûr, d'une bureaucratie excessive et d'un secteur public désormais incapable de contribuer à des objectifs redistributifs⁶². L'ancien concept socialiste d'égalité était limité à l'accès

⁵⁸ YÁÑEZ BARNUEVO, Juan Antonio, « La dimensión europea... », pp. 193–197.

⁵⁹ GUERRA GONZÁLEZ, Alfonso, « El socialismo español y el nuevo compromiso europeo », *Sistema. Revista de Ciencias Sociales*, 86–87 (1988), pp. 21–27.

⁶⁰ GUERRA GONZÁLEZ, Alfonso, « Hacia una acción política concertada en el espacio europeo », dans GUERRA GONZÁLEZ, Alfonso *et al.*, *El nuevo compromiso europeo...*, pp. 268–274.

⁶¹ GUERRA GONZÁLEZ, Alfonso, « Hacia una acción política ... », p. 264.

⁶² GARCÍA COTARELO, Ramón, « El socialismo y los límites del Estado », dans GUERRA GONZÁLEZ, Alfonso *et al.*, *El nuevo compromiso europeo...*, p. 58.

aux ressources sociales et dépourvu de toute forme d'homogénéité. De la même manière, la vieille aspiration d'une Europe socialiste se réduisait dès lors à une Europe capitaliste, prospère, intégrée, avec un contenu social fort et incontournable, d'assistance, dont le fondement est « État-providence, construit autour d'un consensus social-démocrate » et élevé au statut de « patrimoine culturel des citoyens » et presque unique axe d'action⁶³. Sur la base de la « croissance économique maximale possible » et d'une nouvelle « organisation de solidarité », un nouvel engagement de substitution [de] l'ancien État providence devait émerger afin de le sauver de l'amortissement devant l'incapacité de l'État bureaucratique d'assistance⁶⁴. Si, dans l'après-guerre, le bien-être était la marque de l'identité socialiste pour combattre les déséquilibres du marché, à ce jour, les transformations du capitalisme ont généré de nouveaux déséquilibres qui ont nécessité de nouvelles solutions, à commencer par un État exclusivement centré sur la production de services « à consommation universelle avec un caractère redistributif »⁶⁵. Cette réaction du PSOE est typique de la pensée politique défensive, incapable de se considérer comme une force de progrès et d'avenir face à l'élan néoconservateur et à l'échec « de certains gouvernements socialistes démocratiques à trouver une solution progressive à la crise »⁶⁶.

Le troisième volet de la proposition socialiste visait à faire de la première la base de la future Union européenne. Toute l'Europe, mais surtout des pays comme l'Espagne, ont dû faire face aux défis de la nouvelle société mondiale de technologie et de recherche qui délocalisait les sociétés industrielles⁶⁷. Prévenir le déclin du continent et faire en sorte

⁶³ GUERRA GONZÁLEZ, Alfonso, « Prólogo. Del futuro del socialismo al socialismo del futuro », dans *Manifiesto del Programa 2000...*, pp. 26–27.

⁶⁴ BENEGAS HADDAD, José María, « El papel de Europa... », p. 200.

⁶⁵ ESCUDERO ZAMORA, Manuel, « Socialismo en transición : principios y política económica de los socialistas europeos », dans GUERRA GONZÁLEZ, Alfonso *et al.*, *El nuevo compromiso europeo...*, p. 140.

⁶⁶ GUERRA GONZÁLEZ, Alfonso, « Hacia una acción política... », p. 260.

⁶⁷ Il faut garder à l'esprit que la vieille idée mythologisée de l'antifranquisme et de la gauche espagnole sur l'entrée espagnole en Europe devait, enfin, se matérialiser dans un contexte de crise économique et politique et dans certains horizons utopiques. L'Europe, au début des années 1980, est devenue une « nécessité nationale » du socialisme pragmatique espagnol, non seulement parce qu'une Espagne prospère et démocratique est passée par l'intégration dans des espaces politiques et économiques plus larges qui lui permettraient de surmonter l'isolationnisme politique et culturel qui avait été le terreau de l'autoritarisme et du nationalisme, mais surtout parce que le

que l'Europe continue d'être un concurrent mondial était un objectif qui exigeait la participation des pays membres, d'abord pour configurer un marché intérieur (pas seulement un marché commun), puis pour progresser vers certains niveaux de l'union politique dans la CEE. Une union qui, pour les socialistes, devait se réaliser « sous le signe du socialisme démocratique et non sous la bannière du conservatisme antipathique ». Cela impliquerait un engagement en faveur d'un développement collectif et stable par la promotion de politiques monétaires, financières et budgétaires communes, mais aussi par une « stratégie de solidarité supranationale, favorisant le développement prioritaire des pays et des régions les moins favorisés » ; tout comme les États membres interviennent individuellement pour remédier aux dysfonctionnements du marché et corriger leurs effets sociaux pernicieux, les États européens devaient faire de même avec les effets indésirables du marché unique et développer des « politiques communautaires redistributives »⁶⁸. Si l'Europe aspire à un marché intérieur sans frontières, les pays les moins développés et les pays nouvellement intégrés, comme l'Espagne, seraient obligés de faire un effort notable de convergence économique ; il serait donc souhaitable de compenser cet effort par des politiques de cohésion intracommunautaire⁶⁹. Pour le socialisme espagnol, la cohésion était un

pays était incapable, en autonomie, de relever les défis d'une nouvelle modernisation économique empreinte de technologie et de compétitivité dans ce nouvel espace des libertés nouvellement conquis. L'Espagne devait rejoindre le projet européen pour gagner cet avenir, un avenir vers lequel l'Europe elle-même commence tard et risque de tomber dans la semi-périphérie économique mondiale. « Il n'y a pas d'avenir pour l'Espagne en dehors de l'Europe », écrit José María Benegas, « mais non plus dans une Europe décadente et sclérosée, d'où, en partie, l'empressement du socialisme espagnol à contribuer à la réforme communautaire. Moderniser un pays comme l'Espagne, sans technologie, sans matières premières ou stratégiques, et rendre cet objectif compatible avec la consolidation et l'extension indispensable des droits sociaux et du travail récupérés après la dictature et dans un contexte international néolibéral, serait plus faisable dans un cadre européen supranational, bien sûr plus intégré politiquement, capable de partager un modèle de développement axé sur la modernisation, le développement et la compétitivité compatible avec le bien-être et la conquête historique des travailleurs. Le nouvel européenisme socialiste apparaît ainsi clairement traversé par le projet de modernisation nationale lui-même. » BENEGAS HADDAD, José María, « Europa como proyecto socialista... », pp. 8–12.

⁶⁸ *Manifiesto del Programa 2000. Borrador para el debate. Enero 1990*, Madrid, Editorial Pablo Iglesias, 1989, pp. 49–50.

⁶⁹ *Manifiesto del Programa 2000...*, p. 105.

problème structurel et non un simple mécanisme de solidarité des riches envers les pauvres ; le fonctionnement à moyen et long terme du marché intérieur, et donc la prospérité générale et l'avenir du projet européen, dépendaient de la rectification de ces déséquilibres. La cohésion serait ainsi le prix du marché commun, que devraient supporter ceux qui bénéficieraient le plus de ce marché intérieur dans le but de faire de l'Europe un espace commun intégré et pas seulement un espace de libre-échange⁷⁰.

La survie du projet européen, celle du socialisme lui-même et celle de la gauche, était liée à la capacité collective de développer un avenir fondé sur une démocratie capitaliste et sociale ou « démocratie sociale européenne » dont le seul rempart dans le monde serait l'Europe elle-même. Seule la gauche pouvait offrir un avenir à l'Europe, sans elle, la gauche cesserait d'exister⁷¹. Pour éviter cela, les socialistes devaient consolider un projet politique commun, le rendre majoritaire dans une société de plus en plus complexe, et l'exécuter à partir d'un centre de pouvoir européen différent de la somme des pouvoirs nationaux, même s'il émanait d'eux, avec autorité et capacité de décision. Mais Felipe Gonzalez n'a pas jugé nécessaire la fédéralisation, qu'il ne considérait pas non plus comme réaliste, le rapprochement des politiques et les transferts de souveraineté partagée entre les institutions représentatives de la communauté et chaque État membre était suffisant⁷².

Conclusion

Le Parti socialiste ouvrier espagnol qui a pris en 1974 la direction du parti à la direction étriquée de l'exil, n'a pas développé un projet européen propre et adapté à l'époque jusqu'à sa deuxième législature au pouvoir, qui a coïncidé avec l'intégration de l'Espagne dans la Communauté économique européenne. Pendant ces douze années où le

⁷⁰ GONZÁLEZ MÁRQUEZ, Felipe, « La cohesión y la solidaridad en la construcción europea », *Sistema. Revista de Ciencias Sociales*, 86–87 (1988), p. 12 ; GONZÁLEZ, Felipe et SEMPRÚN, Jorge, « España en Europa... », p. 24 ; GONZÁLEZ MÁRQUEZ, Felipe, « La Europa que queremos », *Leviatán. Revista de hechos e ideas*, 29–30 (1987), pp. 10–11.

⁷¹ GONZÁLEZ MÁRQUEZ, Felipe, « Por una nueva izquierda europea », *Leviatán. Revista de hechos e ideas*, 28 (1987), pp. 53–58.

⁷² GONZÁLEZ MÁRQUEZ, « Epílogo... », p. 120.

parti a embrassé et rejeté le marxisme dans un exercice de pragmatisme sans faille, il n'y a pas eu de véritable reformulation du projet européen, ce qui contraste ouvertement avec l'importance stratégique que le parti avait donné lors de son adhésion et qui allait aboutir à un report volontaire de toute formulation idéologique en ce domaine.

Jusqu'en 1979, le socialisme espagnol a stagné, de manière générale, dans l'idée traditionnelle qui cherchait à utiliser les structures communautaires pour renverser démocratiquement ses racines capitalistes et façonner un projet socialiste transnational au service des travailleurs et comme alternative aux blocs militaires. L'abandon définitif du marxisme par le PSOE cette même année, loin de conduire à une actualisation du projet européen du parti, marque le début d'une longue période indéfinie, probablement marquée par la priorité de l'adhésion à la CEE et à la résolution du dilemme atlantiste. Ayant atteint ces deux objectifs en 1986, le socialisme espagnol a élaboré une proposition hétérodoxe et syncrétique visant à réagir à la crise du socialisme européen en offrant une voie d'appropriation idéologique du futur communautaire. Le défi socialiste pour l'Europe consisterait à proclamer, sans garanties, le capitalisme et le marché libre comme le moyen le plus efficace et le plus souhaitable de produire et d'allouer des ressources, à condition que les États s'érigent en garants de la solidarité collective pour le maintien de la cohésion sociale. Le concept de socialisme démocratique a été renouvelé en assumant dans ce nouveau paramètre l'ancienne aspiration à concilier le respect des libertés individuelles et la justice sociale, incarnée par la reformulation des mécanismes de solidarité collective forgés dans l'Europe de l'après-guerre ; ces deux facteurs, combinés au niveau communautaire, devraient constituer la base de la transformation future de la CEE et la réponse contre son éventuelle dislocation due au manque de solidarité du projet néolibéral qui se profile. Sous ces postulats, le défi socialiste pour l'Europe se limitait à la construction d'une communauté d'États capitalistes à contenu social, cohésifs et engagés dans le renforcement du pilier européen de l'Alliance Atlantique. Le modèle, naturellement, était étroitement lié à la politique pragmatique de modernisation économique et sociale que le PSOE expérimentait en Espagne.

Le Parti socialiste ouvrier espagnol et sa stratégie pour son adhésion à la Communauté économique européenne (1974–1982)

Manuel ORTIZ HERAS

*Seminario de Estudios del Franquismo y la Transición,
Universidad de Castilla-La Mancha*

On admet généralement que la transition espagnole a atteint sa phase finale avec l'arrivée du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol au gouvernement, en octobre 1982, après avoir remporté l'élection à la majorité absolue. Néanmoins, il est également d'usage d'ajouter qu'il restait encore un important détail en suspens : surmonter l'isolement international du pays généré pendant la dictature franquiste, ce qui ne sera pas réalisé avant 1986 avec l'entrée de l'Espagne dans les Communautés Économiques européennes¹. Bien que cette approche puisse, à priori, sembler irréfutable, il suffit d'y réfléchir un peu pour réaliser aisément que des doutes raisonnables persistent dans cet axiome. Nous ne pouvons pas non plus nous fermer les yeux sur l'importance du contexte international dans un monde, déjà en cette période frénétique de transition entre les années 1970 et 1980, entièrement mondialisé². La dynamique de la polarisation mondiale, qui a prévalu pendant la guerre froide, a conduit

¹ Depuis les années 1960 notamment, la priorité de la politique étrangère de la dictature a consisté à obtenir un traitement préférentiel, sinon l'admission à part entière, dans la CEE. Le régime a tenté de justifier ses prétentions par un européisme ambigu dont il se vantait à la moindre occasion. TUSELL, Javier, AVILÉS, Juan et PARDO, Rosa (eds.), *La política exterior de España en el siglo XX*, Madrid, UNED/Biblioteca Nueva, 2000. PORTERO, Florentino, *Franco, aislado. La cuestión española*, Madrid, Aguilar, 1989 ; MORENO, Antonio, *Franquismo y construcción europea, 1951–1962. Anhelos, necesidad y realidad de la aproximación a Europa*, Madrid, Tecnos, 1998.

² KERSHAW, Ian, *Ascenso y crisis. Europa 1950–2017*, Barcelona, Crítica, 2019.

au cours de ces années à une série de scénarios conflictuels qui ont rendu compliqué tout processus politique, en particulier dans un pays semi-isolé comme l'Espagne qui avait pourtant signé en 1953 des accords avec les États-Unis permettant l'établissement de quatre bases militaires sur le territoire espagnol, alors qu'elle ne faisait pas partie de l'alliance militaire de l'OTAN³. D'autre part, en 1970, après avoir été admis au club européen créé à Rome quatre ans plus tôt, un important accord économique préférentiel avait été conclu avec l'Europe des six⁴. Bien sûr, peu de temps après, il y aurait la première expansion qui coïnciderait avec le déclenchement de la crise économique de 1973, causée par la hausse spectaculaire des prix du pétrole. Enfin, la mort du dictateur Francisco Franco, précédée par la fin des dictatures méditerranéennes en Grèce et au Portugal qui avait ouvert la voie à un second élargissement vers l'Europe du Sud et qui serait officiellement proposé en 1977 à l'Espagne dès les premières élections démocratiques accompagné du triomphe du parti gouvernemental d'Adolfo Suarez, Union du Centre démocratique, au mois de juin.

L'importance de l'élargissement pour l'Espagne et son contexte difficile

Par cette brève réflexion initiale, nous voulons souligner l'importance d'un cadre extérieur, surtout européen, qui ne suscite pas encore l'attention nécessaire pour pouvoir comprendre et expliquer les mouvements politiques, économiques, sociaux et culturels qui ont conditionné le

³ MARQUINA, Antonio, *España en la política de seguridad occidental, 1939–1986*, Madrid, Servicio de Publicaciones del EME, 1986.

⁴ Le 29 juin 1970, l'accord entre l'Espagne et la Communauté économique européenne (CEE) comportant une série de rabais douaniers réciproques a été signé à Luxembourg. Un tel accord – purement commercial, qui pouvait être conclu avec le régime franquiste – a eu des effets positifs sur le commerce extérieur espagnol et a permis de tirer des enseignements quant à la stratégie d'adaptation à adopter face à une éventuelle entrée souhaitée dans la Communauté européenne. MUÑOZ, Enrique, *El proceso de integración de España en el Consejo de Europa*, Granada, Universidad de Granada, 1989; MORENO JUSTE, Antonio, *España y el proceso de construcción europea*, Barcelona, Ariel, 1998 ; CAVALLARO, Maria Elena, *Los orígenes de la integración de España en Europa. Desde el franquismo hasta los años de la transición*, Madrid, Silex, 2009.

succès du processus de transition⁵. L'histoire de l'Espagne contemporaine a toujours regardé de très près l'Europe comme dans une sorte d'effet de miroirs qui a généré, au moins, une réflexion indiscutable chez les intellectuels ibériques⁶. Bien qu'en dehors des deux guerres mondiales, l'Espagne a été très active dans les changements qui ont eu lieu sur le vieux continent au XX^e siècle et sa référence a toujours été essentielle pour le bon côté et pour le mauvais. Et bien qu'elle fasse encore l'objet de vifs débats sur la normalité de son histoire récente, la vérité est qu'elle a connu des hauts et des bas similaires jusqu'en 1945, lorsque la fin de la Seconde Guerre mondiale et la consolidation de la dictature franquiste ont soumis le pays à un véritable isolement qui a généré l'idée fautive d'un détachement total de ce qui était impliqué dans la construction européenne. La vérité est que, depuis lors, l'europanisme, l'idée de l'Europe dans ses formats différents et hétérogènes, a toujours été présente chez les Espagnols, avec un protagonisme particulier de l'exil socialiste, à tel point que nous ne pouvons comprendre le pays sans ses influences et facteurs déterminants. Synonyme de modernisation, de progrès et de démocratie, l'Europe et l'europanisation en sont venues à constituer un dénominateur commun minimum des forces politiques et de la même société depuis les années 1960, à savoir que l'europanisme était un standard évident de la lutte pro-démocratie⁷. Il reste cependant quelque chose de tout à fait différent et pas toujours facile à préciser, qui est de définir et de clarifier la méthode pour atteindre cet objectif, c'est-à-dire la définition du concept et, par conséquent, du projet destiné à l'atteindre ainsi que du tribut à payer⁸. La socialisation politique de Franco a connu des succès retentissants dans ses entreprises, mais l'un des plus remarquables est certainement l'auto-absorption du peuple espagnol, son introspection et son éloignement du monde extérieur à la suite d'un important complexe d'infériorité justifiée, depuis l'arrogance du sentiment différent et supérieur, alors qu'il ne

⁵ MARTÍN GARCÍA, Óscar et ORTIZ HERAS, Manuel (coords.), *Claves internacionales en la transición española*, Madrid, Catarata, 2010.

⁶ ORTEGA, Félix, *El mito de la modernización*, Barcelona, Antrophos, 1994 ; PICÓ, Josep, *Cultura y modernidad. Seducciones y desencantos de la cultura moderna*, Madrid, Alianza, 2000.

⁷ MARTÍN DE LA GUARDIA, Ricardo, *El europeísmo. Un reto permanente para España*, Madrid, Cátedra, 2015.

⁸ MORENO JUSTE, Antonio, « Las relaciones España/Europa en el siglo XX : notas para una interpretación », *Cuadernos de Historia Contemporánea*, 22 (2000), pp. 95–133.

s'agissait que d'une ignorance plombée et néfaste de l'histoire et de la culture européennes. Le rejet de ce qui venait de l'extérieur a pesé lourd lorsqu'il s'est agi d'inclure les relations internationales parmi les facteurs explicatifs de la transition. Cette évaluation ne découle pas du présent. Nous pourrions plutôt affirmer qu'il s'agit d'un problème qui a été décelé depuis longtemps et qui a malheureusement été très difficile à inverser⁹.

Ce n'est pas ici que nous répondrons aux questions que nous soulevons comme simple explication de notre véritable objectif. Cette contribution a pour but d'aborder le rôle joué par une force politique émergente depuis 1974, telle que le PSOE, dans les négociations et les contacts qui ont rendu possible l'adhésion de l'Espagne à la CEE. Pour cette formation, il s'agissait d'accomplir l'une de ses plus anciennes aspirations programmées depuis presque le début de son existence aléatoire, avant de savourer son triomphe politique avec son arrivée au pouvoir en 1982. Nous pensons que son utilisation peut servir à mieux comprendre l'évolution et la concrétisation d'un plan d'adhésion du pays à la CEE¹⁰. Après tout, il s'agit bien là du parti hégémonique de la gauche espagnole avec le PCE, qui a la plus longue tradition historique. D'autre part, l'UCD était une formation éphémère, bien que fondamentale dans la transition, et la droite politique a eu à subir d'importantes transformations, de l'Alliance Populaire au Parti Populaire actuel, avant tout, pour concevoir une organisation capable de former un gouvernement stable une fois le temps de la Transition manifestement terminée¹¹. Les changements observés

⁹ Un exemple en est le professeur Mariano Aguilar Navarro, qui s'est présenté aux élections de juin 1977 dans le cadre d'une candidature au Sénat, lorsqu'il a déclaré que « les problèmes internationaux sont peu pris en compte dans les programmes politiques et les actions électorales. Sur un ton disculpatoire, on peut reconnaître que le phénomène n'est pas exclusif ; il est également perçu dans d'autres pays [...]. Sans la connaissance de certains facteurs internationaux, qui ont agi avec des facteurs conditionnants, très peu de ce qui s'est passé entre nous pourrait être compris... une appréciation insuffisante de l'environnement international nous rend politiquement aveugles et paralysés ». *El País* 10-6-1977, « Democracia y política internacional ».

¹⁰ BASSOLS, Raimundo, *España en Europa. Historia de la adhesión a la CE, 1957-1985*, Madrid, Política Exterior, 1995.

¹¹ QUINTANILLA NAVARRO, Miguel Ángel, *La integración europea y el sistema político español : los partidos políticos españoles ante el proceso de integración europea, 1979-1999*, Madrid, Congreso de los Diputados, 2001 ; LÓPEZ GÓMEZ, Carlos, *La sociedad española y la adhesión a la Comunidad Europea (1975-1985): partidos políticos, asociaciones europeístas, interlocutores sociales*, Madrid, Universidad Complutense, 2016. [thèse de doctorat inédite].

dans le discours, le programme et l'action politique du PSOE peuvent représenter l'évolution et l'adaptation progressives d'une majorité sociale sur la question, étant donné que le parti a réuni plus de dix millions d'électeurs à l'époque et qu'il a bénéficié pendant de nombreuses années d'un soutien important.

L'une des premières questions généralement posées par les spécialistes pour expliquer l'adhésion de l'Espagne à la CEE est le consensus entre la société et les mêmes forces politiques, presque sans exception, au projet communautaire, contrairement, surtout, à ce qui s'est passé en Grèce et au Portugal¹². L'expression unanimité est même utilisée pour évaluer le niveau de soutien de l'opinion publique sur laquelle il y avait des raisons économiques, dans un contexte particulièrement défavorable pour l'Espagne, mais aussi politiques et psychologiques – mettant fin au caractère exceptionnel et à l'isolement – favorable. Fernando Morán, premier ministre socialiste des Affaires étrangères, est allé jusqu'à dire que « cette unanimité – qui a donné beaucoup de poids à la position espagnole – prend aujourd'hui l'apparence de l'évidence, mais elle est néanmoins le résultat d'un long processus de maturation idéologique et politique de secteurs espagnols très divers qui a réussi à établir un solide consensus sur une question centrale de la politique étrangère espagnole. Ce n'était pas seulement le fondement de la projection extérieure de l'Espagne démocratique, mais de la démocratie espagnole elle-même »¹³.

Mais, en réalité, y avait-il un consensus dans la politique étrangère, en particulier dans l'engagement en faveur de l'adhésion de l'Espagne à la CEE, ou, au contraire, la politique européenne a-t-elle été utilisée comme un élément de combat supplémentaire dans la lutte politique contre le gouvernement UCD dans une guerre politique et électorale où tout se valait ? Et, plus précisément, est-il possible de définir une politique spécifique et singulière dans les rangs socialistes pour promouvoir et

¹² JUSTEL, Manuel, « Confianza entre naciones : españolas y europeos frente a frente », *REIS*, 35 (1986), pp. 213–230 ; AVILÉS, Juan, « España y la integración europea : partidos y opinión pública, 1977–2004 », *Espacio, Tiempo y Forma, Serie V. Hª Contemporánea*, 16 (2004), pp. 409–423.

¹³ MORÁN, Fernando, « España en las comunidades europeas », *ABC*, 12-6-1985, p. 53 ; MORÁN, Fernando, *España en su sitio*, Barcelona, Plaza y Janés, 1990 ; « Consenso por omisión » l'a qualifié POWELL, Charles, « La dimensión exterior de la Transición española », dans *Revista del Centro de Estudios Constitucionales*, 8 (mai-août 1994), pp. 79–116.

marquer d'une certaine manière l'intégration espagnole dans la CEE¹⁴ ? À ce stade, il est important de garder à l'esprit que, par exemple, en France, principal pays « objecteur » au moment de cette proposition d'adhésion et tout au long des négociations, les partis politiques se sont opposés dans les campagnes électorales pour ou contre l'élargissement. En outre, il convient de rappeler que la représentation de Giscard d'Estaing à l'Élysée a coïncidé avec le gouvernement espagnol de l'UCD avec lequel il existait une harmonie idéologique indiscutable, renforcée par la complicité entre le leader gaulois et le roi Juan Carlos. Cependant, ces excellentes synergies ne se sont pas traduites par des résultats positifs sur le plan personnel, du moins parmi les dirigeants de haut niveau. En outre, il est évident que la « phobie française traditionnelle » dans certains secteurs de la société espagnole a pesé lourdement sur les deux sociétés, ce qui a été renforcé tout au long de la période 1981–1982 par une certaine volonté électoraliste de décrédibiliser le PSOE comme étant complice de la politique étrangère du président Mitterrand en matière d'extradition¹⁵. D'autre part, l'arrivée de François Mitterrand à la présidence de la République ne devancerait que de quelques mois celle du socialiste Felipe González au gouvernement espagnol, ce qui donnera lieu à des spéculations sur une meilleure compréhension et, bien entendu, sur l'utilisation des relations bilatérales dans les médias¹⁶.

¹⁴ MORÁN, Fernando, *El socialismo y el nuevo orden mundial*, Madrid, Zona Abierta, 1980.

¹⁵ « La amistad con Francia », *El País*, 14-6-1981. À l'époque, les divergences entre la FSP et le PSOE concernant l'Alliance atlantique et certains arguments politiques visant à convaincre le gouvernement de Paris de collaborer activement et sérieusement à l'éradication du terrorisme en Espagne pesaient lourd. Très peu de temps après, ces difficultés se sont maintenues au regard des résultats modestes annoncés par le ministre Ordóñez après son entretien avec le chef du portefeuille de la Justice du gouvernement français de gauche, Robert Badinter. Voir « Francia y España : la colaboración, necesaria », *El País*, 5-8-1981. Une grande partie de la société hispanique exigeait de la force face aux soulèvements des paysans du Midi, se livrant à l'assaut des camions espagnols en transit sur le territoire relevant de leur souveraineté. Ces actes ont été qualifiés de « terrorisme routier ».

¹⁶ Les relations personnelles étroites entre certains hommes politiques socialistes éminents des deux pays ont facilité le rapprochement, en particulier dans la période qui a précédé leur arrivée au pouvoir. Concrètement, un rapport de juillet 1983 analysant les relations bilatérales de l'Espagne conclut que les Français « n'ont pas sorti une virgule de la structure politique gaulliste », soulignant en fait que la FSP était divisée et en contradiction avec l'aile social-démocrate de Roccard. Fundación Pablo Iglesias, 68-C 3.

Compte tenu du large consensus social en faveur de l'adhésion pour des raisons économiques, sociales et psychologiques, bien que compatible avec de fortes doses d'incohérence et de manque d'information parmi de larges couches de la société espagnole, il existe l'idée hégémonique d'un ensemble de succès permettant la transition dans la mesure où l'on n'oublie pas, que l'objectif final est l'entrée dans la CEE.

Néanmoins, il n'est pas facile d'attribuer de façon claire le succès à une formation politique puisque tous les partis l'ont soutenue, bien que le principal protagoniste soit d'abord l'UCD puis le PSOE. Comme pour d'autres questions dans la période de transition, il existe un litige impitoyable entre les deux formations pour revendiquer la paternité de l'événement. Quoi qu'il en soit, malgré des erreurs et des omissions détectables, la coalition UCD a posé quelques-uns des principaux fondements du processus qui seraient soutenus ou dominés par les socialistes qui se sont aussi précipité et, surtout, des changements qui ne s'expliquent pas toujours comme étant le produit d'une évolution naturelle¹⁷. Le récit de l'adhésion, sa propre évolution chronologique, a permis un certain triomphalisme de la part d'un secteur de la gauche espagnole pour avoir réussi à éliminer le veto français. Concrètement, le prétendu « document de Bruxelles » et l'offre de la Communauté en matière agricole ont été présentés par le gouvernement socialiste comme des trophées de leur propre gestion après « de longues années de blocage des négociations »¹⁸. L'expérience de l'exil socialiste et les liens étroits (y compris le financement et les conseils) avec les organisations européennes internationales ont conditionné et facilité la politique étrangère et européenne du PSOE, qui était à la base de son leadership dans la gauche espagnole¹⁹. Pour le parti, la CEE n'était pas seulement un tremplin pour la conquête démocratique face à la dictature, mais aussi une condition fondamentale pour le progrès, la modernisation ainsi que pour le bien-être économique du pays. De plus, dans l'anti franquisme, la présence

¹⁷ MATEOS, Abdón, « Los socialistas españoles y la cuestión atlántica hasta el referéndum de 1986 », *Ayer*, 103 (2016), pp. 51–70.

¹⁸ *El Socialista*, n° 354/355, junio de 1984, « CEE. La integración de España será equilibrada o no será ».

¹⁹ ORTUÑO ANAYA, Pilar, *Los socialistas europeos y la transición española : 1959–1977*, Madrid, Marcial Pons, 2005. Lorsquel'Espagne a rejoint le Conseil de l'Europe (24/11/1977), cinq des douze membres de la délégation étaient socialistes : Gregorio Peces Barba (vice-président), Luis Yáñez, Manuel Marín, Fernando Baeza Martos et José Federico de Carvajal.

de syndicalistes de l'UGT et de politiciens historiques dans les instances européennes juste après la guerre a également permis à leurs dirigeants d'avoir une véritable culture politique démocratique²⁰. Comme cela a déjà été démontré, les approches idéologiques du parti ont changé, misant sur la transformation radicale de la CEE, comme une sorte de progéniture capitaliste, jusqu'à parier sur une défense du système avec des recettes socialistes, dans le but de réaliser une société socialiste européenne, qui soit alternative aux blocs de guerre froide et collabore avec le tiers monde, les pays non alignés et anti-Atlantique. C'est-à-dire qu'elle est passée d'une définition de l'Europe des capitales et des marchands à l'Europe des travailleurs²¹. C'est fondamental l'importance croissante de la politique étrangère pour le PSOE et la capacité contrastée des membres de ces équipes – des exilés historiques, aux premiers députés des commissions des affaires étrangères du Congrès et des sénateurs, jusqu'aux syndicalistes de l'UGT, et aux secrétaires d'État et ministres – avec des personnalités aussi éminentes que Manuel Marín, Miguel Ángel Martínez, Luis Yañez-Barnuevo et ou bien encore Fernando Morán²².

Lui qui fut le président suivant au gouvernement et qui misa avec insistance sur l'ingérence dans ce domaine jusqu'à la création d'un espace international dans son cabinet présidentiel – dirigé par Juan Antonio Yañez – et avec des pouvoirs bien définis dans le Comité exécutif du PSOE et dont la secrétaire aux relations internationales serait Elena Flores. Cette capacité et cette expérience éprouvées ont été essentielles pour établir des liens personnels avec la classe politique communautaire qui s'était enrichie de la présence également au sein de l'Internationale socialiste, et qui a montré tant d'engagement pour les questions internationales²³.

²⁰ MATEOS, Abdón, « Europa en la política de "presencia internacional" del socialismo español en el exilio », *Espacio, Tiempo y Forma, Serie V, Hª Contemporánea*, 2 (1989), pp. 339–358.

²¹ SÁNCHEZ MILLAS, Pilar, *La Europa soñada, la Europa creada. Idea y acción del PSOE en la CEE (1982–1992)*, Madrid, Universidad Complutense, 2016 [thèse de doctorat].

²² AROCA, Manuela, *Internacionalismo en la historia reciente de la UGT, 1971–1986. Del tardofranquismo a la estabilización de la democracia*, Madrid, Fundación Largo Caballero, 2011.

²³ Bien qu'il s'agisse d'une idée réitérée, l'adhésion a été approuvée à l'unanimité lors de la conférence des partis socialistes sur le troisième élargissement de la CEE – Espagne et Portugal – tenue les 27 et 28 novembre 1981. Fundación Pablo Iglesias, 79-B 3.

En résumé, nous comprenons que la période examinée ici, de 1974 (Congrès de Suresnes) à 1982 (formation du premier gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez) est non seulement cruciale pour l'histoire espagnole et sa normalisation politique en mettant fin à l'isolement international et en entrant dans l'Europe démocratique, mais aussi pour le projet communautaire lui-même qui a vécu le deuxième élargissement, plongé dans une grande turbulence agitée par la pléthore dynamique de la guerre froide – Afghanistan, Pologne, monde arabe, Amérique latine, Malvinas – et par sa propre crise interne provoquée par les revendications britanniques – chèque britannique – les premières élections démocratiques au Parlement européen, et la redéfinition de la PAC – Politique agricole commune – comme l'un des piliers fondamentaux de sa structure, fragilisée par la défense tenace des intérêts français – *giscardazo*. Tout cela corrigerait une tendance hégémonique dans l'opinion publique et dans de nombreuses études spécialisées sur la question qui excluait l'Espagne du processus même de la construction européenne jusqu'à des dates très tardives, lorsque, comme nous allons essayer de le démontrer, de l'antifranquisme, de l'exil interne et externe, certains Espagnols ont d'abord et de plus en plus contribué à jeter les bases d'un projet institutionnel qui a continué à augmenter son prestige, son pouvoir et sa répercussion²⁴.

1982, un tournant décisif. Le PSOE arrive au pouvoir

Les études sur l'adhésion de l'Espagne ont privilégié les actions des gouvernements démocratiques à cette cause. C'est pourquoi, d'un point de vue socialiste, la contribution du PSOE est beaucoup plus importante depuis 1982. Cependant, nous comprenons que les années précédentes n'ont pas seulement été déterminantes pour l'organisation elle-même dans son apprentissage et son adaptation au nouveau scénario politique, mais qu'elles ont également généré un soutien essentiel de la part de l'opposition pour ouvrir la voie à un gouvernement comme celui de l'UCD qui bien sûr, a accordé beaucoup plus d'attention aux questions internes qu'aux questions externes, comme le président Suarez lui-même le démontrerait dans l'exercice de son pouvoir.

²⁴ BOSSUAT, Gérard, *Histoire des constructions européennes au XX^e siècle*, Paris, Euroclio, 2000.

Au cours des presque six ans de son gouvernement, le ministère des Affaires étrangères n'a jamais occupé l'une de ses priorités politiques, bien que des mesures décisives et parfois contradictoires aient été prises pour rapprocher l'Europe, comme la création du ministère des Relations avec les Communautés européennes – avec Leopoldo Calvo Sotelo au front – en février 1978, en dehors du ministère des Affaires étrangères – avec Marcelino Oreja à sa tête²⁵.

Lorsque Felipe Gonzalez est entré en fonction comme président du Gouvernement en novembre 1982, il possédait déjà une riche expérience, la sienne et celle du parti, dans les affaires étrangères. L'une des déclarations les plus marquantes du discours d'investiture a été de décrire l'action étrangère comme une « politique d'État », ce que ses coreligionnaires préconisaient, au moins depuis 1979²⁶.. Il s'est également engagé à affirmer la présence du pays, « sur un pied d'égalité », au niveau international pour « contribuer activement aux grandes causes de paix et de détente dans le monde... sans vanité et sans complexe ». Il a mis l'accent sur le renforcement et l'approfondissement des relations avec les pays voisins, en particulier avec le Portugal – sans la coopération duquel « le plus scrupuleux respect » aurait été nuancé, aurait manqué de vision et de réalisme – avec la France et les pays du Maghreb. Immédiatement après, il s'est penché sur la vocation européenne de son gouvernement, marquant avec elle la tradition claire de son parti, de construire une Europe des hommes et des peuples, une question qui était aussi très cohérente avec un des postulats les plus caractéristiques du PSOE.

Il a également avoué qu'il était conscient des obstacles qui entravaient encore la pleine intégration de l'Espagne dans les Communautés européennes et qu'il s'était engagé à réaliser l'adhésion au cours de la législature qui débutait. Cette question a fait l'objet d'un débat approfondi entre les forces politiques espagnoles qui, depuis 1979 en particulier, ont commencé à être en désaccord et à s'affronter au sujet de la gestion de l'incorporation espagnole²⁷. En réalité, avec l'approbation

²⁵ LAFUENTE DEL CANO, Jorge, « El plan del gobierno Suárez para presentar Europa a los españoles (1978–1980) », *Investigaciones Históricas* (2014), pp. 265–285 ; *El País*, 12-2-1978. « Un Ministerio para Europa »; PEREZ LÓPEZ, Pablo et LAFUENTE DEL CANO, Jorge, « Leopoldo Calvo-Sotelo y la transición exterior : la prioridad europea », *Arbor*, 769 (2014).

²⁶ Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados, n°3, 30-11-1982.

²⁷ CAVALLARO, Maria Elena, *Los orígenes...*, p. 304.

de la Constitution et la tenue des deuxièmes élections générales et des premières élections municipales, une période politique dont l'entente, le consensus, entre les différentes forces politiques commençaient à se ressentir, venait pratiquement de prendre fin. On peut toutefois en débattre, mais il est évident que, dès 1980, la présentation de la motion de censure du PSOE est la meilleure preuve de ce nouveau moment politique de confrontation et de rivalité qui s'est répandu dans toutes les circonscriptions²⁸. En cela, la politique étrangère n'a pas fait exception car, en outre, le véritable processus de négociation avec les pays de la CEE avait commencé et des questions quotidiennes se posaient qui donnaient lieu à des désaccords et à des positions contradictoires. Il ne s'agit plus de soutenir l'adhésion, mais de préciser les délais et les modalités.

De même, la période 1980–1982 a été marquée par une crise ouverte de l'institution communautaire au cours de laquelle les négociations se sont retrouvées dans une impasse, paralysées par les déclarations du président français Giscard, les revendications budgétaires Britanniques (chèque de Margaret Thatcher) et allemandes, les réformes de la PAC ainsi que d'autres domaines particulièrement sensibles à l'architecture communautaire – la pêche – et le processus de la deuxième intégration – Grèce, Portugal et Espagne – qui conduirait le gouvernement Mitterrand à paralyser les mouvements face à son intention de procéder à un « inventaire » qui évaluerait l'impact de l'adhésion²⁹. C'est pourquoi, dans son premier discours parlementaire en sa qualité de président, M. Gonzalez a voulu clore le processus en marge de cette première assemblée parlementaire³⁰.

²⁸ ORTIZ HERAS, Manuel, « Nuevos y viejos discursos de la Transición. La nostalgia del consenso », *Historia Contemporánea*, 44 (2012-I), pp. 337–367.

²⁹ GONZALEZ SÁNCHEZ, Enrique, « España-CEE : las negociaciones de adhesión a lo largo de 1982 », *Revista de Instituciones Europeas*, vol. 10, 1 (janvier-avril 1983), pp. 95–114.

³⁰ Curieusement, deux jours avant la tenue des élections générales qui donneront la victoire au PSOE, le ministre des Affaires étrangères, José Pedro Pérez-Llorca, tiendra à Bruxelles la douzième session ministérielle et la trente-quatrième que l'Espagne mène pour négocier l'intégration dans la CEE, dans le but de donner un sens de normalité au processus qui est encore bloqué dans onze points, dont se distinguent pourtant l'agriculture et la pêche. *El País*, 25-10-1982. Déjà au gouvernement, Alfonso Guerra avait averti, dans une stratégie de pression claire, que « le PSOE étudierait prochainement les possibilités d'adhérer à la CEE. Si dans trois ans nous ne sommes pas membres du Marché commun, alors cette possibilité

Comme il ne pouvait en être autrement, González a ensuite précisé sa position sur l'OTAN, indiquant que son insertion dans le monde occidental et la participation de ses valeurs humaines fondamentales ne devraient pas empêcher un choix libre et souverain des modalités de participation à la politique de défense. À cette fin, il a averti qu'il soumettrait les relations de coopération et de défense avec les États-Unis à un examen attentif et qu'il réexaminerait rigoureusement la décision adoptée par le précédent gouvernement espagnol concernant le Traité de l'Atlantique Nord, même si « nos engagements envers le peuple espagnol » étaient maintenus³¹. Il a ouvert par cette question l'un des aspects les plus controversés de sa politique étrangère jusqu'à la tenue définitive du référendum en mars 1986, qui allait clore un changement stratégique inconfortable pour sa formation³². Il est impossible de séparer l'OTAN de la CEE parce que, d'une certaine manière, la présence de l'Espagne dans les deux institutions a été contrainte d'être présentée comme indissolublement unie, bien que le contraire puisse être avancé, d'où notre attention sur cette question.

Ce large exposé prévoyait de nombreux appels à la nécessité de conclure des accords nationaux pour faire face aux graves problèmes économiques – chômage, inflation et déficits de la balance des paiements et des administrations publiques – auxquels le pays était confronté, lorsque le coup d'État manqué du 23 février 1981 était encore très présent dans la mémoire collective. Le discours énonçait trois principes pour l'action de son gouvernement – la paix sociale, l'unité nationale et le progrès – afin de s'attaquer à quatre domaines critiques : la lutte contre la crise économique et le chômage ; la progression vers une société plus libre et plus égalitaire ; la réforme progressive de l'administration publique et la volonté de faire connaître la réalité de l'Espagne à l'étranger d'une manière digne et efficace³³. Bien qu'elle ait été présentée en dernier lieu, son inscription remarquable dans cette déclaration d'intention décisive

n'existe pas, car elle ne sera plus intéressante ni pour l'Espagne ni pour la CEE ». *El País*, 25-11-1982.

³¹ Diario de Sesiones Congreso Diputados, 30 de noviembre de 1982. II Legislatura, n° 3.

³² MARTÍNEZ SÁNCHEZ, Juan Antonio, « El referéndum sobre la permanencia de España en la OTAN », *UNISCI Discussion Papers*, 26 (2011), pp. 283–310.

³³ *El País*, 1-12-1982, « La investidura del nuevo presidente del gobierno ».

a confirmé l'importance que la politique étrangère allait revêtir pour Felipe González lui-même et pour le PSOE.

En 1982, la situation politique en Espagne, grâce à la collaboration du PSOE, bien qu'elle ait retrouvé une certaine normalité entre le gouvernement et l'opposition autour de Calvo Sotelo, augure un climat préélectoral qui annonce un triomphe évident du socialisme³⁴. Dans le domaine de la politique étrangère, des lignes directrices ont rapidement été élaborées dans le but de représenter un amendement à l'ensemble de la législation contre l'UCD. Au mois d'avril, Un dossier consacré à ce sujet s'intitulait *El Socialista* (Le socialiste), ce qui inaugurait une série hebdomadaire d'articles. Le bilan ne pouvait être plus apocalyptique puisqu'il assurait que depuis la création récente du Secrétariat des relations internationales, le gouvernement de Calvo Sotelo avait « présenté sa démission » en l'absence ou faute de critères avérés, « une politique étrangère en dessous de zéro », car les hommes de l'UCD semblaient avoir « fait la leur la devise gaulliste qui annonce « La politique comme art du possible », avec le facteur aggravant que tout est impossible pour son gouvernement »³⁵.

Après avoir égratigné divers aspects de la question, l'article fut récupéré en Europe, revenant sur les problèmes que l'Angleterre aurait représenté avec son incorporation, parmi lesquels notamment sa contribution économique dans les caisses de la CEE. L'Espagne était persuadée que les avantages de l'accord préférentiel de 1970 avaient déjà disparu et qu'à l'époque son entrée ne représentait « une panacée pour personne ». Le plus savoureux, cependant, est venu avec l'attaque contre le gouvernement pour son manque de critères lors des négociations d'adhésion où « notre incapacité à négocier avec la France » par les mauvaises relations que Suarez entretenait avec Giscard, et ensuite Calvo Sotelo avec Mitterrand. Ils avaient vécu dos à dos avec le pays voisin et préconisaient des relations préférentielles plus étroites avec les Gaulois. De plus, un changement de stratégie était également nécessaire pour cesser d'être des « bénéficiaires des actions d'autrui ». La visite imminente du président français en Espagne pouvait être une bonne occasion d'améliorer les relations, ainsi

³⁴ *El País*, 20-10-1981, « El 29º Congreso del PSOE ». La presse mettait l'accent sur la critique de cette stratégie de « concertation » sans contrepartie, c'est-à-dire de gant blanc, qui avait été exploitée par le président de l'exécutif pour faire galoper l'entrée de l'Espagne à l'OTAN ».

³⁵ *El Socialista*, 14-20 de abril de 1982, n° 253.

qu'avec le Maghreb avec qui nous devrions être « un lien d'union » (*sic*) et non « un pays frontalier ». Le journaliste, dans le contexte de cette violente disqualification, a également exigé davantage de ressources pour le ministère lui-même et pour la formation des fonctionnaires spécialisés.

Quelques jours plus tard, au Congrès des députés, la délégation espagnole à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à laquelle nous nous étions joints en novembre 1977, a tenu une session pour rendre compte de la dernière réunion tenue³⁶. À cette occasion, le représentant du PSOE, Luis Yáñez-Barnuevo, a voulu laisser son empreinte en tablant sur son pari européiste sans équivoque contre « l'époque du chauvinisme national, de l'égoïsme des États et du nationalisme archaïque ». Il s'agissait d'un engagement clair à surmonter les problèmes que l'Espagne rencontrait dans les négociations d'adhésion en ces temps difficiles de crise économique et de veto croisés. Mais le parlementaire, très respectueux de l'action gouvernementale, en a aussi profité pour s'engager clairement à surmonter la « bipolarité » et à défendre le Tiers Monde, lignes constantes de la trajectoire socialiste jusque-là. Il n'a pas manqué l'occasion de faire référence à la contribution de l'Espagne à la présentation d'une convention sur le terrorisme à un moment particulièrement difficile en raison des multiples et sanglantes attaques de l'ETA de ces années qui ont été qualifiées de « plomb »³⁷.

Au PSOE, grâce à la vaste expérience accumulée par une grande partie de ses dirigeants, mais aussi par leur présence remarquable à l'Internationale socialiste ainsi qu'aux réunions périodiques tenues par les socialistes européens au cours des dernières années³⁸, ils étaient conscients que depuis la demande d'adhésion elle-même et, surtout, avec le début des négociations, ils avaient coïncidé avec une profonde crise communautaire qui avait obligé à la redéfinition de leurs lignes directrices, ce qui ne pouvait pas rendre la France responsable de tous les

³⁶ Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados, 1982, Núm. 238. 5 de mayo, celebración del Día de Europa.

³⁷ MORÁN BLANCO, Sagrario, *ETA entre España y Francia*, Madrid, Ed. Complutense, Madrid, 1997.

³⁸ Lors de la visite de la délégation du PSOE à Bruxelles les 1^{er} et 2 avril 1982, l'importance des relations avec le Parti socialiste français et, en général, avec le pays voisin pour surmonter les problèmes que pose l'agriculture a été bien prise en compte. Fundación Largo Caballero, 2196-002. Informe de Vicente Parajón.

problèmes³⁹. L'un des sujets les plus sensibles allait être l'agriculture elle-même, la PAC qui avait été en grande partie conçue pour une prestation française spéciale et qui commençait à être bloquée par les Anglais en raison de l'entrée de l'Espagne et des problèmes engendrés par les énormes coûts de financement.

L'un des sujets les plus sensibles allait être l'agriculture elle-même, la PAC, qui avait été en grande partie conçue pour une prestation française spéciale et qui commençait à être bloquée par les Anglais en raison de l'entrée de l'Espagne et des problèmes d'immense coût de financement⁴⁰.

Le mois suivant, le président François Mitterrand se rendait en Espagne. Ce n'était pas un voyage sans polémique, des deux côtés des Pyrénées, à cause de l'inopportunité supposée du moment, alors que la campagne électorale espagnole était déjà entamée. Le séjour du dirigeant socialiste français, à peine un an après son arrivée au pouvoir, a conduit à recentrer l'analyse sur l'état des relations politiques, mais aussi sur la vision que les sociétés avaient les unes des autres, caractérisée par une ignorance et une abondance de préjugés alimentés par un manque de contacts suscitant « l'incompréhension obstinée des deux peuples »⁴¹. Cette médiocrité dominante avait été « empoisonnée » ces derniers mois par le conflit basque et les ambitions de la communauté espagnole. Malgré tout, l'ambiance s'était améliorée car la hiérarchie

³⁹ Lors d'une des réunions, tenue à Paris le 28 février 1981, c'est-à-dire quelques jours seulement après l'échec du coup d'État, l'avenir de la social-démocratie en Europe fut débattu. Il a été convenu de soutenir le PSOE et la consolidation de la démocratie en Espagne, en soulignant l'impulsion des délégations allemande et britannique. Les premiers voulaient faire pression pour accélérer l'entrée de l'Espagne dans la CEE et les seconds ont demandé des explications au Français Rocard sur l'éventuel manque de collaboration sur la question du terrorisme de l'ETA, obtenant leur engagement à améliorer la situation quand ils gouvernaient. Fundación Pablo Iglesias 68-C 3.

⁴⁰ Cela a été souligné dans un document de 1982 sur les implications politiques de l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Elle fait écho aux réticences exprimées par certains groupes qui ont contribué à diminuer considérablement l'enthousiasme collectif initial pour l'adhésion. Fundación Pablo Iglesias. 14-E-4.

⁴¹ DÍAZ BARRADO, Mario P. et MARTÍNEZ-VASSEUR, Pilar (coords.), *La imagen de España y Francia en los medios de comunicación*, Cáceres, Universidad de Extremadura, 2003 ; MARTÍNEZ-VASSEUR, Pilar, « La imagen de España en Francia : de la Carmen de Merimée a las chicas de Almodóvar », *Revista de Extremadura*, 24 (1997), pp. 57-90 ; PELLISTRANDI, Benoît, « La imagen de España en Francia en el siglo XX », dans MORALES Antonio (coord.), *Las claves de España en el siglo XX*, Madrid, Sociedad Estatal España Nuevo Milenio, 2001, pp. 91-103.

socialiste française avait opté pour un assouplissement du dialogue avec le monde extérieur, comme objectif initial de sa diplomatie⁴². Parmi les journalistes qui ont accompagné la délégation voisine, on a considéré qu'il y avait du désintéressement pour la langue espagnole, « c'est un pays qui n'intéresse pas, ... l'anti-spanishisme ne se propage pas comme cela est le cas pour d'autres pays » mais l'image caricaturale du tambourin espagnol est une réalité. À la suite des derniers événements de l'époque, la démocratie espagnole basculait et offrait une image de « l'Espagne de toujours ». La visite de Mitterrand a été traitée différemment dans la presse espagnole, en fonction du soutien idéologique que chaque média a donné aux différentes forces politiques en conflit. Le climat était précédé d'un discours informatif clair et sans équivoque qui, venant d'Espagne, avait tendance à blâmer les Français pour les obstacles qui ont retardé l'adhésion espagnole, approches qui étaient également encouragées par d'autres pays européens comme l'Allemagne ou la Grande-Bretagne⁴³. Le gouvernement français a tenté de rapprocher les positions et de justifier la sienne. Ce n'était pas simplement une phobie viscérale ou une accumulation de préjugés historiques. Il a également dû gérer ses propres intérêts et faire face à l'opposition d'une partie de la paysannerie française, notamment dans le Midi, où elle avait une importante capacité de lobbying lors des élections législatives.

Pendant ce temps, l'ambassadeur de France à Madrid, Pierre Guidoni, ami personnel de Felipe González, a joué un rôle important en essayant à tout moment de rapprocher les positions et d'expliquer le comportement de son gouvernement. Les relations commerciales ont joué un rôle important dans ses arguments, la France consommant un tiers des exportations espagnoles en fruits et légumes et étant le premier client de l'Espagne – troisième fournisseur et second investisseur. Face aux problèmes de certains produits espagnols victimes d'attaques à la frontière, l'ambassadeur a tenté de minimiser les faits en rappelant que

⁴² Feliciano Fidalgo, en *El País*, « Las relaciones Madrid-París no han mejorado en el primer año de gobierno de Mitterrand », 18-5-1982; Il recueillait le témoignage d'un porte-parole espagnol qui confessait : « Avec le pouvoir socialiste, le dialogue franco-espagnol est plus facile qu'avant. Maintenant on peut même dire des impertinences. Quand tu te dirigeais vers Giscard, on aurait dit que tu parlais à Louis XIV. C'est-à-dire que le climat est plus détendu, mais cela ne signifie pas que les questions de fond seront mieux résolues ».

⁴³ *El País*, 23-6-1982, « Los franceses desean acabar con los equívocos de las relaciones Madrid-París ».

plus de 200 000 camions espagnols traversaient les Pyrénées chaque année sans problèmes⁴⁴. En outre, il soulignerait également les liens historiques et les tendances culturelles, comme le fait que près de 50 % des jeunes de chaque pays étudient l'autre langue. Cependant, et l'ambassadeur l'a dénoncé avec véhémence, il y a eu une rhétorique anti-française avec des insultes et des caricatures qui ont alimenté des campagnes de haine, des ragots et des sarcasmes, dans un petit secteur de la presse espagnole qui a spontanément fait naître une francophobie⁴⁵. Malgré tout, Mitterrand a déclaré que l'entrée de l'Espagne dans la CEE à l'époque reviendrait à « ajouter une misère de plus » au caractère tortueux du marché commun. Il a insisté sur le fait que si l'Espagne entrait dans la Communauté dans ces circonstances, « ce serait une catastrophe ». Dans son discours aux autorités espagnoles, il n'a pas hésité à déclarer que « l'arrivée de l'Espagne correspondrait à un état d'anarchie épouvantable, souhaité et entretenu par les pays actuellement membres de la Communauté [...] ». Parce que cette Europe était « loin d'avoir surmonté les difficultés ou répondu aux questions que nous lui posions ». Son gouvernement utilisait l'élargissement pour imposer des réformes structurelles à Bruxelles en faveur de ses intérêts nationaux.

En ce qui concerne les dirigeants politiques espagnols, ils ont également eu l'occasion de faire part de leurs préoccupations au président français. Gonzalez, chef de l'opposition et allié idéologique théorique qui s'était proclamé facilitateur d'un climat de compréhension, a manifesté son espoir que le futur gouvernement socialiste espagnol contribuerait à améliorer le climat des relations entre Madrid et Paris, malgré les exigences de Carrillo et surtout de Fraga et Íñigo Cavero⁴⁶. Pour cette raison, l'équilibre de la visite, en particulier pour le climat qui est anticipé dans les médias, ne semble pas trop favoriser le PSOE, qui a dû réorienter la situation avec une campagne électorale percutante pour les élections avancées d'octobre 1982. Le programme a commencé par souligner la nécessité d'avoir un projet de politique étrangère global et rigoureux face à ce qui, à son avis, a été l'une des plus importantes défaillances de la part de la jeune démocratie espagnole car l'UCD ne

⁴⁴ MOLINA GARCÍA, Sergio, « La construcción del enemigo. Francia, España y el problema agrario, 1968–1977 », *Pasado y Memoria*, 17 (2018), pp. 453–477.

⁴⁵ *El País*, 15-7-1983.

⁴⁶ *ABC*, 25-6-1982, « El terrorismo centró las entrevistas de Mitterrand con los líderes políticos ».

s'est pas « acquittée de sa responsabilité historique »⁴⁷. Après avoir défini des principes généraux qui respectent le droit, la recherche de la paix – désarmement et détente – la coopération, la solidarité et la défense des droits de l'homme, il a proposé des tâches prioritaires qui ont commencé par se référer à la conception européenne du pays, sur des bases politiques mais avec un contenu économique fort, et pour laquelle on espérait une Europe unie qui serait plus solide. Il s'agissait également de rendre le projet plus concret en faisant converger les intérêts avec les pays du Sud, ce qui conduirait nécessairement à une restructuration interne de la CEE qui permettrait à son tour de surmonter la crise qui était alors dominée par les institutions européennes. Cet engagement comprenait également la défense de la nation en tant que puissance régionale de premier plan en Méditerranée et sur le terrain militaire, la philosophie d'opposition à la politique du bloc et un dialogue Nord-Sud qui supplanterait la tension Est-Ouest.

PSOE et construction du projet communautaire espagnol

À partir de là, nous proposons une explication du processus, un récit qui clarifie les lignes de prolongement et de rupture dans l'évolution que l'organisation a suivie depuis la conférence internationale du XIII^e Congrès – Suresnes 1974 – elle fixera de manière claire sa position à cet égard. On peut dire qu'avec ces prémisses, on a élaboré une sorte de terminus qui, à son tour, pourrait être définie comme un tournant politique du PSOE dans son approche avec la CEE. La question la plus courante concerne la gestion par le gouvernement, des relations qui ont conduit à l'adhésion définitive trois ans plus tard, en 1985. Mais déjà à la fin du franquisme il y avait eu un appel, par rapport à la situation d'isolement international de la dictature, et à la responsabilité des socialistes européens contre le régime. Et maintenant, en vue de nos objectifs, le plus intéressant était de vérifier la volonté de participer à la démocratisation des institutions européennes, de les « libérer de la domination du capitalisme » pour les guider en faveur des travailleurs⁴⁸.

⁴⁷ <https://www.psoe.es/transparencia/informacion-politica-organizativa/programas-electorales/>

⁴⁸ *Le Socialiste*, n° 29, octobre 1974, p. 6.

Ensuite, vint une évolution progressive depuis les approches très orthodoxes du marxisme, contre la politique de bloc et réticente à l'Europe qui jusque-là s'était montré très fidèle au capitalisme et défenseur des intérêts des entreprises, vers une position beaucoup plus probable, pragmatique, diraient certains, qui l'amènerait à moduler ses propos et à adopter les approches social-démocrates très respectueuses du libéralisme économique. Ainsi, dans la perspective des premières élections démocratiques, tenues en juin 1977, le PSOE a élaboré un programme qui défend l'ouverture de l'Espagne sur le monde, et dans laquelle l'Europe devait jouer un rôle fondamental une fois le but tant attendu atteint : celui de la démocratie. Il s'agissait en tout cas de participer à la construction d'une unité européenne capable de surmonter les « nationalismes périmés » et de fournir « un cadre pour le développement du socialisme, indépendant de l'impérialisme et en coopération avec le tiers monde ». Là tout du PSOE était sa riche collection de relations avec d'autres partis socialistes et sociaux-démocrates européens avec lesquels il pouvait « ouvrir l'Europe à l'Espagne ». Le plan qu'ils proposaient consistait à demander l'adhésion de l'Espagne au Conseil de l'Europe et à adhérer à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi qu'à signer la Charte sociale européenne. De même, l'Espagne pourrait devenir membre à part entière de la CEE, mais en rejetant « toute proposition de pré-adhésion ou de novice » ce qui pourrait entraîner le pays vers un rôle secondaire⁴⁹. Dorénavant, Ce sera l'un des grands chevaux de bataille. Comme lors du premier élargissement, et d'autant plus compte tenu des faiblesses économiques et surtout politiques des trois anciens candidats. Il semble logique que les neuf pays candidats marquent une période d'adaptation avant leur pleine adhésion en tant que partenaires communautaires. Cette période de « transition » sera finalement l'une des questions les plus controversées parmi les différentes forces politiques espagnoles qui utiliseront cette question comme étant critique ou agression contre le gouvernement au pouvoir, d'abord l'UCD puis le PSOE.

Malgré les urgences politiques internes du gouvernement, étant donné l'immense travail que devrait entreprendre le premier gouvernement démocratique sorti des urnes en juin 1977, la politique étrangère sera bientôt portée devant le Congrès, bien que d'un point de vue socialiste

⁴⁹ <https://www.psoe.es/transparencia/informacion-politica-organizativa/programas-electorales/>

elle agisse avec « une certaine continuité », car l'exécutif n'a pu traduire adéquatement « l'énorme crédit international » que commence à avoir l'Espagne avec la restauration de la démocratie, montrant ainsi « timidité et manque d'imagination ». Pour cette formation, un contexte international favorable signifierait une consolidation retentissante du nouveau système politique. Dans ce scénario, le cadre prioritaire devrait être la participation à la construction de l'Europe « des peuples et non celle des commerçants ou des multinationales ». Mais nous étions également obligés de prôner des initiatives visant à démocratiser les institutions communautaires, « telles que l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, la planification démocratique, la politique régionale et la promotion et la garantie des droits des travailleurs migrants ».

Le député Yáñez-Barnuevo a été très critique en décrivant la stratégie du gouvernement comme ambiguë et pleine de lacunes, surtout parce que la renégociation de l'accord préférentiel de 1970 est devenue urgente puisque son maintien mettrait « nos exportateurs dans une situation progressivement compromise » par rapport aux avantages que les autres pays de la zone méditerranéenne pouvaient obtenir. Afin de renforcer la position méditerranéenne du pays, il a compris que la collaboration avec les forces démocratiques du Sud devait être renforcée, en particulier avec le Portugal, afin de surmonter le « pacte ibérique désuet » qui avait permis de pérenniser les deux régimes totalitaires en pouvoir⁵⁰. Cette intervention se poursuivrait dans une interview publiée quelques semaines plus tard où le dirigeant résumerait ses critiques en affirmant que « la politique étrangère du PSOE a plus de portée que celle menée par le gouvernement lui-même », entre autres par la capacité de convocation internationale de son parti et par l'acquisition de ses propres cadres au sein desquels fut créé un Secrétariat des relations internationales avec des députés et sénateurs, professeurs de droit international, diplomates et journalistes⁵¹.

Dans le parti, l'idée de l'intégration, qu'ils défendaient déjà sans équivoque, commençait à prendre de l'ampleur, comme une question

⁵⁰ Diarios de Sesiones del Congreso de los Diputados, n° 10, 20-9-1977. À la fin de son intervention, le député a également voulu commenter la crise aiguë de notre industrie de la pêche précédée par l'extension à 200 milles de la zone économique des pays tiers, il fallait donc que le ministère des affaires étrangères s'y consacre en priorité.

⁵¹ *El Socialista*, n° 27, 23-11-1977.

d'État qui devrait exclure la vision particulière du gouvernement au pouvoir ou les critères d'opportunité politique d'un secteur spécifique du pays. En d'autres termes, toutes les forces politiques et sociales devaient être réunies afin d'agir de concert. La proposition est née d'un groupe d'études sur la CEE que le parti avait mis en œuvre. Parmi les questions qu'ils défendaient, figuraient leur opposition à la préadhésion et leur méfiance à l'égard de la gestion gouvernementale avec la révision de l'accord de 1970, parce qu'ils considéraient que leur « capacité de manœuvre » avait été « hypothéquée » à une époque de « force relative » pour une raison « d'opportunisme politique ». Cela avait conduit le Conseil des ministres de la CEE, le 20 décembre 1977, à adopter une position qu'ils estimaient « nettement déséquilibrée par rapport à l'Espagne ».

Par ailleurs, les critiques formulées sur le chapitre agricole concernaient la discrimination des agrumes espagnols par rapport à ceux du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie ; sur le plan industriel, des plafonds ont alors été fixés pour les exportations de produits compétitifs et, en outre, l'Espagne était tenue de procéder au désarmement tarifaire en six mois seulement, alors qu'elle disposait de six ans auparavant. En contrepartie, ils ont proposé des concessions industrielles suffisantes du côté espagnol en échange d'une compensation agricole « égale et non discriminatoire » pour l'Espagne. En tout état de cause, cette phase devait être surmontée rapidement pour laisser place à un climat de coopération « avec la volonté politique de satisfaire les pays qui revendiquent à juste titre une place dans la construction européenne »⁵². En d'autres termes, le parti avait une position qui lui était propre et qui ne coïncidait pas toujours avec celle du gouvernement, qui était critiqué pour sa « non-coordination » dans le processus de négociation⁵³. La solution résidait dans le fait qu'une fois que l'obstacle politique avait été surmonté et que la communauté avait exprimé sa prédisposition favorable à l'adhésion, le PSOE avait misé par une demande accrue du gouvernement UCD pour que l'opposition, c'est-à-dire les groupes parlementaires, jouent un rôle accru dans la négociation. Il s'agissait d'être mieux informé, mais aussi de rechercher « une politique cohérente et efficace », de la part des partis

⁵² *El País*, 13-1-1978. « La adhesión de España a la CEE y la adaptación del acuerdo del 70 ».

⁵³ Así lo expresaba el propio Luis Yáñez en el Congreso. Diario de Sesiones, 1-2-1978, n° 10, p. 312.

et du gouvernement, pour créer cette opinion publique « et d'expliquer exactement ce qu'est la Communauté, quels sont les avantages de notre intégration et aussi, parfois, de l'expliquer à la Communauté elle-même », car l'Espagne avait été traitée trop durement, selon ses critères⁵⁴. Le principal parti d'opposition, au Congrès des députés, avait pris le relais en confiant aux porte-parole de la commission des affaires étrangères un suivi assidu des discussions avec les autorités communautaires, mais aussi avec les différents gouvernements des pays membres, car des obstacles divergents avaient déjà été relevés par quelques délégations⁵⁵. Déjà engagés dans de pures négociations, nous avons dû mettre noir sur blanc les aspects les plus épineux. En fait, bien que l'idée précédente ait été que les principales difficultés viendraient de l'agriculture, la vérité est que la crise économique elle-même et, surtout, la crise dans certains secteurs industriels comme le textile, la construction navale, la sidérurgie, l'automobile, etc. pourrait conduire divers secteurs industriels espagnols à devoir entreprendre de profondes réformes⁵⁶. En ce qui concerne le secteur agricole, le Parti socialiste a voulu démontrer à la Communauté qu'il ne faut en aucun cas craindre une « invasion » des fruits, du vin et des légumes espagnols, défendant en outre la nécessité de mener de profondes réformes structurelles pour améliorer la situation générale⁵⁷. En bref, un clin d'œil aux aspirations Françaises⁵⁸.

Au début de l'année 1979, avec le début des élections municipales et générales, la tension a augmenté et l'opposition au gouvernement Suarez s'est intensifiée⁵⁹. Ainsi, le secrétaire aux Relations Internationales Socialistes, Luis Yáñez, publiait une tribune dans laquelle il citait une

⁵⁴ Luis Yáñez, *Diario de Sesiones*, 18-4-1978, n° 44, pp. 44-45.

⁵⁵ Así lo expresaba en el Congreso Manuel Marín en su intervención del 7 de noviembre de 1978. *Diario de Sesiones*, 1-12-1978, n° 195, p. 4213.

⁵⁶ *El Socialista*, 10-12-1978, p. 11, « La problemática industrial ». También el 17-12-1978, p. 11, « Europa del Norte, Europa del Sur ».

⁵⁷ *El Socialista*, 31-12-1978, p. 13, « La polémica agrícola ».

⁵⁸ *El País*, 17-11-1978, « Se agrava la polémica entre Francia y Alemania por el poder del Parlamento Europeo ».

⁵⁹ Le programme électoral du PSOE pour les généraux d'avril 1979 était très court en matière de politique étrangère européenne. Ils ont à peine fait référence à des « conditions dignes et équitables pour l'Espagne » qui permettraient de renforcer le rôle des institutions représentatives. Ils ont revendiqué leur pleine souveraineté sur Gibraltar. <https://www.psoe.es/transparencia/informacion-politica-organizativa/programas-electorales/>

« longue liste de points noirs à signaler à l'opinion publique sur la performance du ministre des Relations avec la CEE, M. Calvo Sotelo ». Ses critiques virulentes étaient fondées sur ce qu'il considérait comme une violation de ses promesses devant la Commission des affaires étrangères du Sénat, en novembre 1978 ; la désorganisation gouvernementale qui prévalait dans le traitement de l'adhésion avec des critères divergents et des conflits entre Oreja et Calvo Sotelo lui-même ; le recours électoraliste de celui-ci dans son travail politique ; le mépris des intérêts économiques et humains de certains secteurs gravement compromis lors des négociations. – où il a également apprécié « l'irresponsabilité et le manque de connaissances techniques qui disqualifiaient le ministre de la direction de l'opération » ; et le discrédit qu'il y aurait dans les médias communautaires à l'égard de l'action du ministre espagnol. Face à cette accumulation d'erreurs, elle a proposé une stratégie synthétisée en sept points : la négociation, en tant que priorité nationale qui ne doit pas être conditionnée par des facteurs de nature politique partisane ou électorale ; l'Espagne doit accepter le régime communautaire dans les négociations ; à court terme, il faut définir les secteurs et régions qui pourraient être les plus touchés en matière d'emploi ; la rationalisation du système économique interne doit être entreprise de toute urgence ; la renégociation de l'accord commercial préférentiel de 1970 était rejetée ; et, pour terminer, la solidarité internationale des plus riches fut sollicitée par une réponse politique décisive en matière régionale et agricole, car la tentative de la Communauté d'accentuer le modèle économique périphérique de l'Espagne a été rejetée catégoriquement⁶⁰. Manuel Marín utiliserait la même idée lors du Congrès des députés pour offrir son soutien « honnête et loyal » au gouvernement sans renoncer à son travail critique, « toujours objectif et rigoureux » dans « la défense des intérêts nationaux », en échange d'un changement dans la gestion de l'exécutif, qui, selon ses critères, avait jusque-là véhiculé très peu de renseignements⁶¹.

Une fois de plus, l'ordre du jour interne, les résultats des élections au cours desquelles l'UCD a reconfirmé son triomphe, ont obligé le PSOE à une redéfinition profonde de sa stratégie. Le XXVIII^e Congrès a été organisé durant lequel González a démissionné en raison de son pari en faveur d'une ligne qui défendait plus la voie sociale-démocrate que

⁶⁰ *El País*, 4-2-1979, « Un asunto de Estado ».

⁶¹ Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados, 29-5-1979.

la voie marxiste. La présentation politique internationale a insisté sur la volonté des membres à réaliser une société socialiste européenne. « Des peuples et des travailleurs » qui mettrait fin à « l'expansion du capital multinational » et qui défendrait « les intérêts de la classe ouvrière ». Dans cette optique, en ce qui concerne les négociations avec les membres de la communauté, ils ont maintenu leur volonté de défendre « les droits des travailleurs espagnols dans l'Europe des neuf »⁶². Il y aurait eu ainsi un petit temps d'expectative au cours duquel les représentants du parti ont continué à offrir leur collaboration au gouvernement, tout en maintenant leur opposition à toute forme de préadhésion ou « à double vitesse »⁶³. Conscients de la résistance au sein de certains gouvernements communautaires, la question s'est posée de savoir si « il était formellement obligatoire pour un pays candidat à l'adhésion d'avoir la reconnaissance de tous les pays avec lesquels la Communauté avait des relations extérieures »⁶⁴.

Avec la mise en place du nouvel exécutif centriste, le Congrès des députés a tenu un débat sur les Communautés européennes qui mérite d'être pris en compte pour la qualité des différentes interventions. Les socialistes ont pu compter sur la participation de plusieurs députés européens qui, ensemble, ont clairement marqué des distances avec l'exécutif. Ernest Lluch a défini l'intégration espagnole comme un processus « irréversible », mais a mis en garde contre les conséquences graves pour la législation économique et politique, pour laquelle une participation importante des forces politiques et sociales était nécessaire car « une bonne partie des entreprises espagnoles devront être modifiées et préparées pour un nouveau type de compétences ». Il a reconnu les objections des agriculteurs français, mais aussi celles des Italiens, bien qu'il ait averti que leurs revendications légitimes ne pourraient « entraver notre entrée ». Lluch a également défendu les travailleurs espagnols en tant qu'utilisateurs ayant les mêmes avantages que les travailleurs de l'UE et a suggéré la nécessité de rédiger un « livre blanc sur les effets régionaux

⁶² *El Socialista*, n° 110, mayo 1979, p. 12. En septembre, un Congrès extraordinaire aurait lieu pour réélire González et assumer sa thèse.

⁶³ *El País*, 29-11-1979, « La CEE se juega su futuro en la cumbre de Dublín » « La troïka Schmit-Giscard-Thatcher donnera un nouvel élan à une véritable intégration européenne dans les années 80 ».

⁶⁴ Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados, 16-10-1979. Allusion explicite à Israël, un pays avec lequel l'Espagne n'entretiendra pas de relations avant sa reconnaissance en 1986.

de l'entrée espagnole »⁶⁵. Il utilisera ensuite la parole de Manuel Marín pour leur rappeler que le modèle européen de démocratie a été pour eux une référence en la matière car il s'agit de respecter et de maintenir la démocratie représentative et les droits de l'homme. De plus, l'intégration en tant que « fait social et économique incontestable », qui était le premier objectif de « notre politique étrangère », a dû être abordée en assumant « des transformations importantes dans l'appareil productif espagnol ». De même, l'intégration exigeait une politique régionale au niveau communautaire pour l'Europe méridionale, car jusqu'alors elle n'avait pas été appliquée efficacement pour combattre les déséquilibres économiques européens. Un appel sans équivoque au fédéralisme du parti. En ce sens, Marín a également averti l'exécutif national qu'il devrait exiger à Bruxelles des positions plus fermes avec des produits de pays tiers qui pourraient concurrencer l'espagnol. En résumé le PSOE a offert sa coopération en tant que membre de l'Union des partis socialistes européens, mais en échange d'une plus grande participation aux négociations et de la possibilité de mettre un terme au « manque de transparence » que le gouvernement avait appliqué⁶⁶.

Ces objections sont parvenues aux différents groupes dans un contexte de crise économique et de paralysie au sein des institutions communautaires. Les déclarations du président Giscard en juin 1980 à l'Assemblée des Chambres d'agriculture françaises ont ouvert un feu croisé qui a été interprété de différentes manières, mais surtout comme un frein cinglant sur le processus des négociations. Les socialistes ont fait de la nécessité une vertu et ont reproché au gouvernement de l'UCD la position française « prévisible » de rejeter « la formule Giscardienne d'une association étroite entre la France et l'Espagne pour compenser dans la CEE le poids des pressions fédérales et britanniques ». Ils en ont aussi profité pour revendiquer leur conception d'un projet communautaire davantage fondé sur un esprit de solidarité entre les

⁶⁵ Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados, 27-6-1979, n° 21, pp. 1068–1072. L'intervention comportait un plan à trois lignes ou champs d'action.

⁶⁶ Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados, 27-6-1979, n° 21, pp. 1075–1079. Enfin, pour montrer qu'il y avait plus d'harmonie que de désaccord entre les formations, la proposition du gouvernement irait de l'avant avec le soutien de 285 voix sur les 287 exprimées : Dans la délégation de négociation de l'Espagne auprès des Communautés européennes, les formations politiques ayant une représentation parlementaire devraient être représentées en permanence aux fins de consultation et de conseil.

peuples, « subordonnant les intérêts économiques nationaux à un projet politique unitaire », car, en somme, « l'Europe sera socialiste ou elle ne sera pas », comme l'avait annoncé François Mitterrand, candidat à la présidence française⁶⁷. Le scénario avait changé parce que cette « façon de travailler avait été épuisée ». Selon les socialistes, le marché commun était devenu une question « qui est utilisée et ils avaient la sensation d'être face à un véritable « cartel électoral ». De plus, tout en souhaitant une adhésion rapide, l'exécutif pourrait « tomber dans la tentation de négocier rapidement, de tout accepter et de mettre en œuvre l'adhésion au profit de quelques acronymes », ce qui pourrait devenir « une catastrophe pour la stabilité politique, économique et sociale de notre pays ». La stratégie de séparation du PSOE a été enclenchée par la présentation d'une motion de censure contre Adolfo Suárez et Marín, disculpant le ministre et attaquant le président pour chevauchement de certains échecs internes, ou de mauvaises politiques, menées au niveau interne, avec une certaine projection de l'homme politique au niveau international⁶⁸. Durant son intervention, sur le débat de la motion de censure, Felipe González n'a guère eu le temps d'aborder la politique étrangère et, en particulier, l'intégration espagnole dans la CEE. Toutefois, il tient à répéter qu'il s'agit d'une question d'État et qu'en tant que telle, il est nécessaire d'intégrer tous les groupes politiques et toutes les forces sociales et économiques possibles⁶⁹.

Après l'échec du coup d'État de février 1981 et l'investiture effective de Calvo Sotelo à la présidence du gouvernement espagnol, le PSOE s'est lancé sans tarder dans une course effrénée pour rejoindre la CEE. Il s'agissait, d'une part, de défendre une de ses aspirations prioritaires qui s'était progressivement modelée jusqu'à accepter des conditions qui avaient sans doute évolué en quelques années. Mais il s'agissait aussi de consolider la démocratie espagnole après de si dures épreuves et de prendre le train

⁶⁷ *El Socialista*, n° 157, juin 1980, « España no renuncia a Europa ».

⁶⁸ Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados, 14-5-1980, pp. 15-17. Plus incisive encore serait l'intervention ultérieure de Yáñez-Barnuevo, qui dénonçait l'insuffisance des efforts de sensibilisation et de sensibilisation de la société sur le thème de l'incorporation espagnole. Le député, qui connaît bien le contexte extérieur, a également interrogé le ministre sur l'incidence possible de la crise mondiale – « le retour à la guerre froide » sur les équipes de négociation, et, comme andalou, s'inquiétait de la différence de traitement que des communautés comme la basque et la catalane pourraient obtenir en tant que gouvernements autonomes. p. 20.

⁶⁹ Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados, 28-5-1980, pp. 6125-6126.

européen en marche dans ce qui était déjà une course électorale menant à la conquête du pouvoir. De plus, même si l'incorporation s'est accélérée, il n'était pas envisageable qu'elle ait lieu avant l'arrivée le plus tôt possible des socialistes dans la Moncloa. Depuis des tribunes différentes, le parti a considéré que « les acteurs prédominants dans chaque nation » avaient tendance à protéger leurs propres intérêts et « ne se soumettaient pas facilement aux sacrifices que comporte leur articulation économique dans la CEE ». Mais c'était justement la stagnation économique de l'époque, à un niveau général, qui ne pouvait être « conjurée que par l'adoption de mesures politiques » qui l'emportait sur d'autres critères. Dans ce sens, il a été défendu que les « raisons vitales de la démocratie espagnole sont les mêmes que celles des autres démocraties européennes », faisant appel à l'histoire récente dans laquelle diverses raisons nous avaient exclus. En tout état de cause, il a également été admis que la pleine intégration ne pouvait être réelle que « nécessairement après une période relativement longue »⁷⁰. Le secrétaire général du parti, M. González, a également plaidé pour expliquer l'intégration de l'Espagne dans la CEE lors d'une série de voyages dans les principales capitales européennes, en commençant précisément à Londres, où il a rencontré Margaret Thatcher et Lord Carrington, ministre des Affaires étrangères. Il se rendra ensuite à Bonn et à Paris pour mettre en garde contre les risques qui ont été évités après l'échec du soulèvement militaire⁷¹.

Cet engagement en faveur de l'Europe a été confirmé lors du XXIX^e congrès du parti, tenu en octobre 1981. Une fois de plus, l'organisation se tourne vers l'extérieur pour s'appuyer sur l'image du « socialisme du Sud ou du socialisme méditerranéen » qui s'impose dans d'autres pays, comme ce fut le cas de Mitterrand en France. Les mois précédents avaient apaisé l'opposition de González et des siens face à un gouvernement qui avait pu agir « sans résistance normale » à la « prudence » des socialistes dans des cas tels que la crise causée par la consommation d'huile frelatée – colza. Par ailleurs, la stratégie de « concertation sans considération » a été mise en Œuvre dans la décision de Calvo Sotelo de procéder « au galop » à l'adhésion à l'OTAN, devait être comprise la stratégie consistant à se

⁷⁰ *El Socialista*, n° 197, 18/24 mars 1981, p. 3, « L'intégration de l'Espagne dans la CEE est urgente ».

⁷¹ *Ibid.*, p. 8. Renforcer les liens avec l'Europe était l'objectif de ces voyages, qui seraient également effectués par le ministre des Affaires étrangères du nouvel exécutif espagnol, Perez-Llorca.

détacher des problèmes internes afin de promouvoir une éventuelle image de Felipe González comme président du futur et gouvernement à venir⁷². En tout état de cause, à court terme, il serait démontré que l'Alliance atlantique deviendrait un atout électoral très favorable aux socialistes lors de la campagne de 1982, compte tenu de la difficulté d'avancer dans le processus d'intégration européenne⁷³. De fait, dans le débat de fin d'année, les socialistes, par l'intermédiaire de leur porte-parole, Gregorio Peces Barba, ont soulevé des objections quant à l'existence ou non d'une contradiction entre la Constitution elle-même et les dispositions du Traité de l'Atlantique Nord. Mais on commençait déjà à entrevoir une modération dans leur position parce qu'on tenait pour acquis qu'il ne s'agissait pas d'une mesure anticonstitutionnelle, mais qu'ils « s'étaient précipités », sans y avoir mûrement réfléchi⁷⁴.

En guise de conclusion

L'intégration de l'Espagne dans la CEE a été un processus long et difficile auquel ont participé de nombreux acteurs. Entre ceux de l'extérieur, il y avait une forme de jeu de billard à plusieurs bandes, avec des bandes et des relâchements qui n'ont pas toujours été favorable à « l'embouchure de la boule ». Français, Anglais, Allemands et Italiens, principalement, tenaient pour acquis que la démocratisation de la péninsule ibérique avait éliminé les principaux obstacles à l'adhésion des dictatures de longue date. L'objectif était d'établir les délais et de fixer certaines conditions qui, dans le cas de l'Espagne, visaient principalement les productions agricoles et de pêche. Cependant, dans la période intense de 1977 à 1985, caractérisée par un rebond de la crise du capitalisme et par l'enlisement institutionnel du système communautaire, de nombreux conflits ont été intégrés dans les négociations. Résoudre ces importants obstacles consistait à traiter des questions beaucoup plus importantes que

⁷² *El País*, 20-10-1981, « El 29º Congreso del PSOE ».

⁷³ *El Socialista*, n° 229, octobre-novembre 1981, p. 21. Dans la présentation de la politique internationale, la cohésion des forces socialistes en tant que principal groupe politique de la CEE a été défendue comme une nouveauté et, face à la division des deux Europes (Est/Ouest), la capacité, en tant que puissance régionale de premier ordre, nécessaire pour « développer sa marge d'autonomie hors OTAN, contribuant à éviter une augmentation des tensions dans la région ».

⁷⁴ Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados, n° 191, 27-10-1981.

la simple incorporation d'un pays comme l'Espagne, aussi importante soit-elle pour l'État lui-même et pour la structure communautaire. Pour cette raison, la diplomatie et la sphère politique supérieure ont souvent utilisé le pays ibérique comme monnaie de transaction pour obtenir les meilleurs dividendes de la part des principales puissances européennes. Les agendas internes, avec des élections et des stabilités gouvernementales précaires menacées par des mobilisations ponctuelles des intérêts des entreprises, expliquent de nombreux mouvements qui, apparemment, manquent de toute logique et qui nous conduisent vers la consolidation des systèmes démocratiques et des structures européennes elles-mêmes. En ce qui concerne les acteurs politiques espagnols, nous pouvons également soutenir le protagonisme choral de la grande majorité des partis, car le soutien à l'adhésion était pratiquement unanime pour des motivations très différentes. Bien que le récit hégémonique actuel privilégie le PSOE comme acteur principal de l'incorporation de l'Espagne dans la CEE, la vérité est que le parti socialiste a fait réaliser un travail important à la coalition centriste menée par Adolfo Suárez. Presque six ans de son gouvernement, plus celui que dirigeait Calvo Sotelo, ont été fondamentaux pour faire avancer les négociations. Comme nous l'avons vu dans ce texte, les socialistes avaient hérité d'une riche tradition européenne pendant leurs nombreuses années d'exil politique en raison de la longévité de la dictature franquiste.

Ces années dans la diaspora ont permis des contacts personnels entre de nombreux dirigeants politiques et syndicaux du parti et des camarades européens qui, à terme, faciliteront les accords visant à l'élargissement. D'autre part, nous avons pu démontrer l'évolution idéologique inévitable mais intense du parti qui est passé du tiers-monde, anti-bloc, anti atlantique et pacifiste, mais aussi, très orthodoxe dans ses approches socialistes sur le plan économique, à la possibilité de faire adopter des positions beaucoup plus pragmatiques, dans la mouvance plus classique du capitalisme et du nouvel ordre mondial dominant. Quoi qu'il en soit, ce qui est également apparu dans nos pages, c'est parfois, un certain ton sinueux ou ambigu dans les rangs des socialistes espagnols. Cela était dû en partie au fait qu'il n'était pas toujours facile de décider qui agissait au nom du Parti lui-même. La précipitation vertigineuse des événements a fait que ce qui a été décrété par le Secrétariat général ne coïncidait pas toujours parfaitement avec ce qui a été exprimé par son principal organe de diffusion, *El Socialista*, ou ce qui s'est manifesté dans certaines déclarations ostentatoires de représentants, tels que des

députés, ambassadeurs ou intellectuels organiques qui ont écrit des articles dans des médias aussi semblables à *El País* lui-même. En tout état de cause, depuis les positions les plus élitistes, une fidélité institutionnelle prédominante a été observée dans cette affaire envers le gouvernement de la nation. En réalité, jusqu'à la fin de la période électorale, en 1979, on ne commence pas encore à entrevoir un usage partisan de la question européenne et de la négociation. La présentation de la motion de censure en 1980 et le changement de stratégie politique qui s'en est suivi ont conduit à la fin du prétendu consensus précédent et à l'entrée dans une phase de disqualifications et d'exigences particulières. Bien sûr, cette nouvelle ère a été de courte durée. L'échec du coup d'État a conduit à un « cessez-le-feu » de l'opposition, qui, après que le triomphe électoral socialiste imminent eut été assumé par les urnes, céderait la place à une attitude sur fond blanc qui, entre autres choses, permettrait à l'UCD d'accélérer l'intégration de l'Espagne à l'OTAN. Mais une fois de plus, les turbulences politiques internationales du début des années 1980 ont laissé tout le processus d'élargissement dans une phase d'immobilisme ambiguë et indéterminé. Bien que l'Espagne ait voulu utiliser la présence d'autres partis socialistes aux commandes des acteurs politiques européens, en réalité, peu de progrès ont été réalisés à cet égard par les actions de certains dirigeants espagnols, socialistes ou non. Les pourparlers communautaires qui ont renégocié la PAC et proposé d'autres formules de financement budgétaire ont été à l'origine de ce thrombus. En chemin, il y a eu beaucoup de tapage médiatique, alimenté par des préjugés, des mythes et des rejets inter-historiques. Il convient également de noter les fissures diplomatiques qui sont apparues à la suite de multiples attaques terroristes perpétrées par l'organisation de l'ETA, les réactions dramatiques d'un terrorisme d'État qui ont été utilisées de manière agressive et réprimandée par certains gouvernements pour mettre un frein aux aspirations ouvertes des personnes qui souhaitaient croire en l'avenir des États candidats.

Quoi qu'il en soit, les socialistes ont donné la priorité à l'adhésion de l'Espagne dans leur important programme international, conscients que la fin de l'isolement du pays était un sujet inévitable et urgent. En outre, ils avaient leur propre plan pour y parvenir et ont essayé de l'appliquer sur la base de leur appartenance à des organisations internationales et de leurs multiples contacts personnels. Il ne manquait pas un jumelage théorique avec la riche tradition socialiste et social-démocrate européenne dont le parti et ses dirigeants ont tant bénéficié. Il s'agit d'une rupture

importante avec le continuum représenté, dans une certaine mesure, par les gouvernements de l'UCD. Toutefois, nous pensons qu'il est également important de justifier les efforts couronnés de succès de nombreux responsables et membres du personnel politique diplomatique de second rang, sans qu'il y ait d'annonces politiques bien définies, et qui favorisent le rôle presque exclusif des dirigeants politiques du premier niveau.